



ARGENT - SUPPLÉMENT

LE MAQUIS DES AIDES POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

L'Ukraine lancée à la reconquête de son territoire

► L'Ukraine a commencé avec succès une grande contre-offensive depuis le 6 septembre

► Kiev a assuré avoir repris près de 3 000 kilomètres carrés de territoires et plusieurs grandes villes

► Dans Izioum libérée de l'emprise russe, nos reporters ont pu rencontrer des soldats ukrainiens, qui savourent cette première victoire

► Moscou a fait passer la fuite de ses troupes pour une manœuvre « planifiée », afin de les regrouper dans la région de Donetsk

PAGES 2-4



Un soldat russe, fait prisonnier, est allongé sur un tank de l'armée russe, à Izioum, le 11 septembre. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

POUTINE FRAGILISÉ

En Russie, des voix dissonantes se font entendre chez les opposants, mais aussi chez les loyalistes, qui doutent de la stratégie

EUPHORIE À KIEV

Oleksii Reznikov, ministre de la défense, assure, au « Monde », qu'une nouvelle phase de la guerre a commencé

INFOGRAPHIE

Les territoires repris se situent à l'est, autour des villes de Koupiansk, d'Izioum et de Balakliia, et dans le Sud, en direction de Kherson

PAGES 2-4

ÉDITORIAL RUSSIE : GARDER LE CAP DES SANCTIONS

PAGE 30

Le Royaume-Uni se prépare aux obsèques du siècle

► Londres s'apprête à accueillir de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, lundi 19 septembre, pour les funérailles

► Charles III a été intronisé roi, samedi, au terme de cérémonies pour la première fois retransmises en direct

► Le cercueil d'Elizabeth II a entamé, dimanche, son long périple dans le pays, traversant d'abord l'Ecosse

► L'historien Antony Beevor dresse un portrait de la reine, incarnation d'une « précieuse continuité »

PAGES 6-7, 25 ET IDÉES P. 27

Politique L'exécutif face au risque de fracture sociale sur le climat

Le gouvernement, qui demande des efforts de sobriété énergétique à l'ensemble des Français, se trouve confronté à la pro-

blématique de la consommation des plus aisés, bien supérieure à celle des couches sociales plus pauvres

PAGE 13

Economie

L'Europe rêve de souveraineté numérique et veut combler son retard

PAGES 18-19

Suède

Percée inédite de l'extrême droite, le résultat définitif encore incertain

PAGE 8

Science

Le lien entre cancer du poumon et particules fines enfin décrypté

PAGE 15

Enseignement

Comment Parcoursup a entériné peu à peu la sélection

Depuis sa création, en 2018, la plateforme génère des critiques récurrentes. Le gouvernement promet des améliorations

PAGES 10-11

Tennis

Carlos Alcaraz prend le pouvoir à l'US Open

A seulement 19 ans, le prodige espagnol a remporté le Grand Chelem américain et est devenu le plus jeune numéro 1 mondial de l'histoire

PAGE 21

VU PAR LECTRR (BELGIQUE)

CARTOONING FOR PEACE



PUBLIÉ DANS « DE STANDAARD », LE 9 SEPTEMBRE



GUERRE EN UKRAINE

Dans Izioum libérée, avec les troupes ukrainiennes

La percée des forces de Kiev, commencée le 6 septembre, a forcé l'armée russe à fuir en ordre dispersé et permis aux troupes ukrainiennes de prendre trois villes importantes

REPORTAGE

BALAKLIÏA, IZIOUM (UKRAINE) - envoyé spécial

Le tankiste russe vaincu fume nonchalamment une cigarette en écoutant, un sourire en coin, les combattants ukrainiens victorieux lui poser des questions. «Alors, comme ça, vous, les Russes, vous voulez libérer l'Ukraine? Et toi, bâtard, tu voulais nous libérer de quoi, de qui?!» Le captif tente de convaincre le commandant de l'unité qui l'a fait prisonnier qu'il n'a pas souhaité l'invasion de l'Ukraine. «Moi, j'étais contre cette guerre...»

Devant la cathédrale de l'Ascension d'Izioum, trois femmes apportent une marmite de varenyky aux pommes de terre (raviolis) aux combattants ukrainiens. Elles remercient leurs libérateurs d'avoir mis fin à l'occupation militaire russe. «Donnez aussi à manger à ce bâtard», commande l'officier. Le prisonnier reçoit sa ration de varenyky.

«Tu as vu comment nous sommes accueillis par la population! Et vous, vous avez été accueillis comme ça quand vous êtes arrivés?» Le tankiste réfléchit cinq secondes, puis répond que «même dans [sa] ville natale, en Russie, on n'est pas accueilli comme ça». Il fait sourire certains soldats. «Je ne peux pas écouter ce bâtard, j'ai envie de le tuer», murmure un combattant ukrainien en serrant les dents. Il s'écarte et va retrouver des camarades assis de l'autre côté de la rue, devant la cathédrale. Au-dessus d'eux, perché dans le clocher, un soldat fait le guet et surveille les environs.

La ville d'Izioum est la principale conquête de la fulgurante contre-offensive ukrainienne, lancée, le 6 septembre, dans la région de Kharkiv, dans le nord-est de l'Ukraine. Une fois le front percé lors de rudes combats à Balakliïa, l'armée russe

s'est effondrée et ses unités ont fui en ordre dispersé. Face à la débâcle, Moscou a annoncé, le 10 septembre, avoir ordonné le retrait d'Izioum, où des milliers de soldats étaient en train d'être encerclés.

Kiev a confirmé, dimanche soir, par la voix du président, Volodymyr Zelensky, avoir achevé la prise de la ville. Izioum est désormais le symbole de la manière dont cinq jours d'assaut deviennent un tournant dans une guerre. «Aujourd'hui marque les deux cents jours de notre résistance. Notre lutte pour la liberté, pour l'indépendance», a indiqué le président ukrainien, avant de rendre hommage à chaque corps d'armée, et d'énumérer les villes ayant résisté ou ayant été reconquises depuis le déclenchement de la guerre.

SOLDATS RUSSES VÊTUS EN CIVIL

L'attaque décisive qui a brisé la défense russe a eu lieu, cinq jours auparavant, sur le front de Balakliïa. Le capitaine Andriy Malakhov, nom de guerre «Touman» (brouillard), a mené l'un des assauts à la tête du 518^e bataillon de la 1^{re} brigade de forces spéciales Ivan Bohoun, baptisée du nom d'un combattant cosaque du XVII^e siècle, devenu un symbole national dans l'Ukraine indépendante.

L'unité, positionnée depuis un mois aux alentours du village de Baïrak, a eu pour mission d'avancer vers Balakliïa par le sud. «L'attaque a commencé le 6 septembre, à 6 heures du matin, raconte le capitaine. Nous sommes entrés dans le village de Vilkhovvatka et l'avons libéré. Là, une babouchka [grand-mère] nous a dit que des soldats russes lui avaient volé des vêtements pour se déguiser et s'enfuir.» Il soupire. «Personnellement, je n'ai pas vu de soldat déguisé en femme mais, un peu plus tard, nous en avons arrêté cinq qui avaient enlevé leur uniforme



«AUJOURD'HUI MARQUE LES DEUX CENTS JOURS DE NOTRE RÉSISTANCE. NOTRE LUTTE POUR LA LIBERTÉ, POUR L'INDÉPENDANCE»

VOLODYMYR ZELENSKY
président ukrainien

et portaient des vêtements civils. Des vêtements d'homme. Nous les avons remis à nos services de renseignement.»

L'officier des forces spéciales poursuit son récit. «Entre Vilkhovvatka et les faubourgs de Balakliïa, le terrain est très difficile, avec des marais. Nous sommes passés par la forêt. Les Russes nous ont attaqués. Beaucoup de Russes. Certains tentaient de partir en direction d'Izioum, tandis que d'autres se cachaient dans un camp d'été pour enfants. Nous avons commencé les opérations pour les débusquer.»

Dans la forêt, «Touman» est à la tête de son unité. «Peu d'officiers vont au combat à la tête de leurs hommes. Notre commandant, lui, mène toujours l'assaut!», précise le sergent-chef Zakhar, admiratif. «Le commandant est un peu fou», témoigne Taras Berezolets, l'officier de presse de la brigade Ivan Bohoun. La veille, «Touman» avait échappé de peu à un tir de lance-roquettes antichar qui, non loin de lui, a cloué à un arbre, lui tranchant la tête, le sous-lieutenant Alexeï Yourchenko, qui officiait à ce moment-là comme cameraman de l'équipe de Taras.

«CETTE GUERRE EST FOLLE!»

«Tandis que mes hommes attaquaient les flancs, où ils ont tué beaucoup de Russes, nous avons donné l'assaut au camp, raconte «Touman». Nous pensons qu'environ deux cents soldats y étaient retranchés. Ils ont commencé à tirer avec tout ce qu'ils avaient. Je crois qu'ils ont visé le son de mon talkie-walkie. J'ai été blessé...» Le capitaine est foudroyé par deux balles.

L'officier portait lui-même la radio de l'unité, car son opérateur radio, dans la forêt, venait d'être blessé à la jambe. «Le commandant a aussitôt pris la radio», raconte Zakhar. «Ce n'était pas prévu, et je n'avais pas d'écouteurs, poursuit «Touman». J'ai baissé le son au maximum, mais bon il faut bien que j'entende ce que me disent mes soldats et que je leur donne des ordres.» Les deux balles, perforantes, traversent son gilet pare-balles. Le capitaine est hors de combat.

Dans un hôpital de la région de Kharkiv, l'officier des forces spéciales attend depuis deux jours, calmement, une balle encore dans le corps, qu'un chirurgien l'opère. «Il y a beaucoup de blessés ici, et certains plus gravement que moi...» Il est surtout impatient de connaître le verdict des médecins sur la durée de sa convalescence. Un mois auparavant, il avait été atteint au bras par un long éclat d'obus. «Le chirurgien l'a retiré avec un aimant», raconte-t-il, ce qui a permis, par rapport à une intervention chirurgicale, de limiter les dégâts. Il est immédiatement retourné au front.

Pour «Touman», même s'il a dû quitter le champ de bataille, la percée de Balakliïa est une victoire éclatante. Nul en Ukraine n'avait imaginé que les conséquences de cette contre-offensive, menée parallèlement à celle lancée, le 29 août, dans la région de Kherson, dans le sud du pays, s'étendraient jusqu'à Izioum.

«Notre commandant en chef, Zaloujny, a choisi la bonne stratégie», commente le capitaine, qui connaît le général Valeri Zaloujny depuis de longues années. Le chef d'état-major ukrainien était son supérieur lorsqu'il commandait les opérations spéciales, et que «Touman» était à la tête d'une unité de renseignement militaire. C'est même le général qui lui a soufflé un jour son actuel nom de guerre, «Brouillard», impressionné par les capacités du capitaine à mener des opérations en territoire ennemi en restant toujours invisible.

Le général Valeri Zaloujny est désormais célébré par tous en Ukraine pour les conquêtes face aux forces russes. Il en partage la gloire avec le général Oleksandr Syrsky, le commandant de l'armée de terre, qui, après avoir dirigé la résistance de Kiev durant les premières semaines de guerre, provoquant le premier échec cinglant de l'armée de Moscou, cette année, en Ukraine, mène désormais la contre-offensive dans la région de Kharkiv. Entre la première percée et la chute d'Izioum, le général Syrsky est venu hisser le drapeau ukrainien sur la place centrale de Balakliïa, près de la statue du poète national Taras Chevtchenko.

A Balakliïa, tout le monde ne célèbre pas la victoire. La vie de Valentina a basculé la veille de la défaite russe. Son fils Piotr est, avec son ami Roman, le dernier mort civil de la ville. «Les Russes leur ont tiré dessus mercredi soir, alors qu'ils passaient en voiture sur cette avenue. Nul ne sait pourquoi...» Valentina décide de prévenir sa sœur, en Russie, du décès de son fils. Au téléphone, choquée, la sœur hurle sa douleur.

«Cette guerre est folle! Que veulent-ils? Combien de temps cela va-t-il durer?», enrage Valentina entre deux sanglots. Vivre sans son fils n'est pas une vie. Je ne veux pas que d'autres fils meurent. Alors j'en appelle à toutes les mères pour hurler avec moi: «Arrêtons cette guerre!» et à tous les chefs d'Etat du monde, crie-t-elle. Nous vivons sur la même planète, nous respirons le même air. Il faut arrêter!»

Sur le chemin de la reconquête, entre Balakliïa et Izioum, les traces de combat sont rares, témoignant qu'une fois leur première ligne de défense enfoncée, les unités russes se sont la plupart du temps enfuies dans la

Dans l'est, une percée ukrainienne fulgurante

(Situation au 12 septembre)





L'armée russe recule face à la contre-offensive éclair des forces de Kiev

Les Ukrainiens ont repris 3 000 kilomètres carrés de leur territoire, selon l'état-major

L'armée russe flanche. Dimanche 11 septembre au soir, après six jours d'une impressionnante contre-attaque ukrainienne dans l'est du pays, un large pan de la région de Kharkiv, que Moscou avait saisi en février à la faveur de l'effet de surprise et d'un déluge d'artillerie dix fois supérieur à son adversaire, a été repris par des combattants ukrainiens galvanisés.

L'opération a commencé le 6 septembre par la percée de dix brigades ukrainiennes concentrées autour du village de Iavirsk. Après avoir brisé les lignes de défense russes, plusieurs unités des forces spéciales ont foncé vers la ville de Koupiansk, 50 kilomètres plus loin, coupant l'une des principales routes d'approvisionnement de l'armée russe vers le nord du Donbass. Dimanche, les preuves visuelles étaient réunies pour confirmer que trois villes importantes (Koupiansk, Izioum et Vovtchansk) sont repassées sous contrôle ukrainien. L'armée russe a été repoussée jusqu'à la frontière au nord de Kharkiv. « Depuis début septembre, plus de 3 000 kilomètres carrés sont revenus sous contrôle ukrainien », a proclamé dans la soirée Valeri Zaloujny, commandant en chef de l'armée.

Selon le groupe d'experts militaires russes en exil Conflict Intelligence Team (CIT), les forces russes ont perdu l'équivalent de trois ou quatre brigades, 40 chars, une centaine de véhicules blindés de types divers, 9 systèmes antiaériens et deux avions de combat (Su-34 et Su-25). L'armée russe a abandonné dans sa fuite d'importantes quantités de munitions à Izioum, munitions qui font cruellement défaut aux Ukrainiens.

Ce qui vient de se dérouler marque peut-être un tournant dans le conflit. Le succès ukrainien et les lourdes pertes matérielles et humaines infligées à l'armée russe prouvent, pour la première fois, que l'armée ukrainienne est capable de mener une offensive coordonnée à grande échelle. Cela va avoir pour effet d'ébranler la confiance du reste des troupes russes envers le haut commandement.

Pour Rouslan Leviev, le fondateur de CIT, ce revers russe est, en termes de pertes et de rapidité, sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. « Personnellement, je ne comprends pas que [le ministre de la défense russe, Sergueï] Choïgou ou [le chef d'état-major, Valéri] Guerassimov puissent conserver leur poste au terme de cette semaine ».

Minutieuse préparation

Toutefois, Vladimir Poutine a pour habitude de ne jamais limoger les responsables d'échecs sous la pression des événements. Pour Jomini of the West, pseudonyme d'un expert militaire particulièrement bien informé sur ce conflit, la contre-offensive est « sans doute la plus étonnamment réussie depuis l'opération "Gazelle" de l'armée israélienne en 1973, durant la guerre du Kippour ».

Traditionnellement incapable d'annoncer les mauvaises nouvelles, et encore moins d'en admettre la responsabilité, le ministère russe de la défense a travesti le fiasco en manœuvre « planifiée » pour « regrouper » les forces afin d'achever la conquête de la région de Donetsk. Cette réaction a ulcéré nombre de commentateurs militaires russes, choqués, dans l'ensemble, par les derniers développements. L'ancien chef de guerre ayant dirigé l'insurrection armée du Donbass en 2014, Igor Guirkine, a mis en garde contre une potentielle « défaite stratégique » en Ukraine par l'« encer-

clement et la destruction de larges formations de nos troupes ».

Sur le terrain, l'armée russe a riposté, dimanche, par plusieurs salves de missiles de longue portée, qui se sont abattus sur plusieurs grandes villes (Kharkiv, Bakhmout, Droujkivka). « Même expulsés de la région de Kharkiv, les Russes n'abandonnent pas : ils frappent les infrastructures critiques. Les régions de Kharkiv, Soumy, Poltava et Dnipro connaissent des problèmes d'alimentation électrique. La guerre contre la population civile ukrainienne menée par l'Etat terroriste russe se poursuit », a tweeté la présidente du comité parlementaire pour l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne, Ivanna Klymush. Le président, Volodymyr Zelensky, a, dans la soirée, accusé la Russie d'avoir provoqué une « panne d'électricité totale » dans l'est du pays.

La contre-offensive à double détente lancée par les Ukrainiens dans la région de Kherson, le 29 août, puis dans celle de Kharkiv, le 6 septembre, a d'évidence été minutieusement préparée. « Le développement des derniers jours montre que ce qui se passe dans le Nord-Est n'est pas une opération d'opportunité. Les manœuvres ukrainiennes mobilisent de l'infanterie mais aussi de l'artillerie, des blindés, du soutien aérien, de la lo-

LE MINISTÈRE RUSSE DE LA DÉFENSE A TRAVESTI LE FIASCO EN MANŒUVRE « PLANIFIÉE » DESTINÉE À « REGROUPER » LES FORCES

gistique... Cela a été planifié de long terme », assure Joseph Henrotin, chargé de recherche à l'Institut de stratégie comparée.

Dès le mois de juin, l'état-major ukrainien avait laissé entendre qu'une opération se préparait dans le sud du pays pour repousser les Russes sur la rive orientale du Dniepr. A l'époque, cette rumeur avait permis de desserrer l'étau exercé par les troupes de Moscou dans le Donbass, où les Ukrainiens venaient de perdre les villes de Sievierodonetsk puis de Lyssytchansk. Mais cette manœuvre a également eu pour effet de dégarnir le nord du front, les Russes décidant d'envoyer une partie de leurs forces dans la région de Kherson pour fortifier leurs positions.

Dans le même temps, les Ukrainiens ont discrètement mobilisé des troupes aux alentours de Kharkiv. Les 92^e et 93^e brigades mécanisées, qui s'étaient illustrées dans la bataille de Kiev, ont

été positionnées dans la région, ce qui avait interpellé les experts. Mais les Russes n'ont pas vu venir l'offensive. « La région est boisée, les Ukrainiens connaissent les heures de passage des satellites russes d'observation, Moscou a peu de moyens de renseignement électronique... Cela a contribué à l'effet de surprise », assure M. Henrotin.

Choix difficiles

Analysant les perspectives futures de cette offensive, les experts du CIT supposent que la rivière Oskil constituera une barrière naturelle entre Ukrainiens et Russes. Les forces ukrainiennes feront une pause avant de poursuivre l'attaque vers la région de Louhansk, car il est extrêmement difficile de mener une offensive intensive pendant une semaine. Pendant ce temps, les troupes russes – en juger par la carte du ministère russe de la défense – consolideront la frontière de cette région.

Moscou sera contraint de faire des choix difficiles, l'état de son armée ne lui permettant pas d'affronter deux attaques majeures en même temps, dans le Donbass et dans le Sud, à Kherson. « Les Russes vont devoir choisir entre se replier sur le Donbass ou garder la bande sud avec la mer d'Azov et la Crimée », anticipe M. Henrotin. ■

EMMANUEL GRYSZPAN
ET CÉDRIC PIETRALUNGA

précipitation, sans livrer bataille. Autant Balakliia a souffert des combats, autant beaucoup de villages sont intacts. Des civils y vivent encore, vaquant à leurs occupations, regardant les combattants ukrainiens foncer sur les routes.

Ce n'est qu'à une vingtaine de kilomètres d'Izioum que l'atmosphère, ce 11 septembre, change radicalement. La chute de la ville n'a pas encore été annoncée, et Kiev assure que des opérations militaires s'y déroulent. Près d'un carrefour, à l'abri d'une rangée d'arbres, trois combattants du régiment de volontaires Kraken réparent un canon antiaérien russe touché par l'artillerie ukrainienne. « On va le remettre en état, dit un soldat, et s'en servir contre leurs avions. »

L'IVRESSE DE LA VICTOIRE

Ensuite, c'est le désert. « La route est contrôlée jusqu'à Izioum », pense un combattant. « Il peut encore y avoir des unités russes dispersées dans la forêt », craint un autre. Des blindés s'y aventurent imperturbablement. Une Jeep d'officiers opère un demi-tour au bout de quelques kilomètres, attendant peut-être le passage d'un convoi armé. L'offensive ukrainienne est victorieuse, mais le secteur est encore classé en zone grise, en no man's land. Deux cadavres de soldats russes gisent au bord de la route.

A l'intérieur d'Izioum, l'ambiance est pourtant détendue, au lendemain de l'ordre de retrait russe. Certes, des combattants contrôlent, tous les 100 mètres, les rares voitures civiles, à la recherche de soldats russes en perte de vue. Certes, la prise de la ville ne sera officiellement proclamée que quelques heures plus tard par Kiev. Mais les combattants prennent déjà des selfies devant des lieux symboliques de la ville, destinés à alimenter, lorsqu'ils captureront de nouveau un réseau téléphonique, l'ambiance d'ivresse de la victoire qui s'est emparée de l'Ukraine, ou tout simplement à garder un souvenir de ce tournant majeur dans le conflit.

Les deux unités qui sont entrées les premières dans Izioum sont déjà reparties vers des fronts plus avancés. Face à l'effondrement russe, nul ne sait où la contre-offensive ukrainienne s'arrêtera. « Ce sera une guerre très longue... », avait prédit la veille, sur son lit d'hôpital, « Touman », le capitaine des forces spéciales. En attendant de voir jusqu'où ces victoires les mènent, les combattants ukrainiens savourent le moment. Ils blaguent, ils sourient. A Izioum, c'est l'heure du repos des guerriers, avant de nouvelles batailles. ■

RÉMY OURDAN

Des femmes apportent des plats cuisinés aux soldats ukrainiens qui viennent de reprendre le contrôle de la ville d'Izioum aux forces russes, le 11 septembre.

LAURENT VAN DER STOCKT
POUR « LE MONDE »

Frédéric Niedermayer présente

Sandrine Kiberlain

Vincent Macaigne

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2022

chronique
d'une liaison
passagère

Formidable
Le Monde

Exquis
L'Obs

Des acteurs
au firmament
La Septième Obsession

Irrésistible,
Un pur délice
Télérama

Brillant
ELLE

Magistral
Positif

un film de
Emmanuel Mouret

le 14 septembre

arte

SEPTIÈME
OBSSESSION

CINE+

madame

Télérama

Le Monde

inter

GUERRE EN UKRAINE

Vladimir Poutine fragilisé par les revers militaires

Le chef du Kremlin est visé par deux appels à la destitution, qui reflètent la lassitude de la population

Deux groupes de députés municipaux à Saint-Petersbourg, puis à Moscou, ont exigé, vendredi 9 septembre, que Vladimir Poutine quitte le pouvoir, sur fond de fiasco militaire en Ukraine et d'élections locales à travers le pays. Le motif invoqué par les élus est cinglant : le président russe a, selon eux, failli.

Le conseil des députés de la municipalité de Smolninskoïe (un quartier de Saint-Petersbourg) a envoyé une missive officielle à la Douma, la chambre basse du Parlement, réclamant la destitution du chef de l'Etat. Le texte indique que les hostilités en Ukraine « nuisent à la sécurité de la Russie et de ses citoyens », ainsi qu'à l'économie, et qu'elles ne sont pas parvenues à arrêter la progression de l'OTAN vers les frontières russes. Selon ces élus municipaux, les actions du chef du Kremlin relèvent de l'article 93 de la Constitution, selon lequel le président peut être démis de ses fonctions pour « trahison ».

L'auteur de l'appel, Dmitry Palouga, l'a publié sur Twitter. Le député soutient que Vladimir Poutine est responsable de la « mort d'hommes russes valides, du déclin économique national, de la fuite des cerveaux depuis la Russie, et de l'expansion de l'OTAN vers l'Est ».

« Vous retirer de votre poste »

Moins acerbe et ne comportant aucune référence directe à la guerre en Ukraine, la lettre adressée à Vladimir Poutine par des députés municipaux du quartier Lomonossov à Moscou invite elle aussi le chef de l'Etat à démissionner. « Des études montrent que les habitants des pays où le pouvoir change régulièrement vivent en moyenne mieux et plus longtemps que dans ceux où le dirigeant ne quitte ses fonctions que les pieds devant », écrivent les élus, en référence aux vingt-deux années passées par Poutine au pouvoir.

« La rhétorique que vous et vos subordonnés utilisez a longtemps été empreinte d'intolérance et d'agression, ce qui a finalement replongé



Un char russe abandonné à Izium, ville reconquise par les Ukrainiens, le 11 septembre. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

notre pays dans l'ère de la guerre froide. La Russie a recommencé à être crainte et haïe, nous menaçons à nouveau le monde entier avec des armes nucléaires », poursuit la courte lettre, qui s'achève ainsi : « Nous vous demandons de vous retirer de votre poste, car vos opinions, votre modèle de gestion sont désespérément dépassés et entravent le développement de la Russie et de son potentiel humain ».

Les sept députés municipaux de Saint-Petersbourg ont été rapidement convoqués par la police, avant d'être relâchés. Ce qui ne signifie pas que leur appel, sans précédent, restera impuni. Le 8 juillet, le député municipal Alexeï Gorinov a été condamné à sept ans de prison pour avoir exprimé publiquement son opposition à la guerre en Ukraine.

« C'est un acte très courageux, estime Mikhaïl Lobanov, un opposant marqué à gauche. Ils ont publiquement exprimé ce qu'ils pensent. Malheureusement, je suis sûr que dans la Russie actuelle, ils rencontreront de gros problèmes. Il est clair qu'aujourd'hui, des dizaines de millions de personnes dans notre pays sont insatisfaites de ce qui se passe, mais elles ont peur de parler, d'écrire, de publier ».

La démarche, qui n'a aucune chance d'aboutir, reflète une lassitude, voire une frustration sourde de l'électorat russe devant une campagne militaire qui dure depuis plus de six mois sans donner les résultats promis. Au début de l'année, les médias d'Etat russes avaient, pendant des semaines, présenté l'invasion de l'Ukraine comme une lubie des

Occidentaux. Puis, au déclenchement des hostilités par Vladimir Poutine le 24 février, les commentateurs politiques autorisés ont brusquement clamé que « l'opération militaire spéciale » durerait trois jours et installerait un régime pro-Kremlin à Kiev.

Révolte des cercles nationalistes

Même en revoyant ses ambitions à la baisse, la Russie n'est pas parvenue à occuper la totalité du Donbass. Les territoires conquis dans les régions de Zaporijia et de Kherson apparaissent désormais suffisamment vulnérables à une contre-attaque ukrainienne pour que les autorités russes aient décidé, dimanche 11 septembre, de reporter sine die le projet d'y organiser des « référendums » pour les annexer à la Fédération de Russie.

Encore timide, la révolte gagne aussi les cercles nationalistes, ulcérés par le fiasco de l'armée russe dans la région de Kharkiv. Une partie d'entre eux, sous la houlette de l'ancien chef de guerre Igor Guirkine, place la responsabilité des échecs militaires sur les épaules de Vladimir Poutine. Celui-ci n'aurait pas mis suffisamment de moyens pour vaincre l'adversaire, en particulier en refusant d'opter pour la mobilisation générale. Beaucoup pointent aussi du doigt l'incompétence supposée du ministre de la défense, Sergueï Choïgou (qui n'a lui-même jamais servi sous les drapeaux, malgré son uniforme recouvert de médailles) et du chef d'état-major, Valéri Guerassimov. « Le pouvoir russe ne prend pas assez au sérieux les développe-

« VOS OPINIONS ENTRAVENT LE DÉVELOPPEMENT DE LA RUSSIE ET DE SON POTENTIEL HUMAIN », ONT ÉCRIT DES ÉLUS MOSCOVITES À L'ADRESSE DU PRÉSIDENT RUSSE

ments militaires, écrit sur sa chaîne Telegram le politologue Sergueï Markov, exprimant d'ordinaire une loyauté sans faille envers le pouvoir. Il faut se montrer plus dur et envoyer beaucoup plus de soldats au front. » Les images du pouvoir célébrant, dimanche, la « Journée de Moscou », la fête de la capitale russe, sous les feux d'artifice, tandis que l'armée battait en retraite, ont provoqué une vague d'exaspération sur les réseaux sociaux du pays.

« Ignorant avec défiance la catastrophe qui se déroulait sur le front, Poutine a participé toute la journée aux célébrations, relève le politologue indépendant Abbas Galliamov. Le calcul est que la partie la plus fidèle de l'électorat, voyant un patron marchant sereinement, dira : "Eh bien, cela signifie que tout le monde panique en vain, il ne se passe rien de terrible, sinon le président ne se serait pas comporté aussi calmement." Le problème, c'est que l'autre partie des loyalistes est en colère et pense que [Poutine] se moque qu'on tue nos gars là-bas. Il les a envoyés à la mort, et il s'amuse comme si de rien n'était. »

Bien plus que les élections locales de dimanche, entièrement sous le contrôle des autorités et sans réels enjeux, c'est la débâcle militaire en Ukraine qui rend le Kremlin fébrile. En créant une division, y compris parmi les soutiens du régime, la guerre soumet le système politique russe à son plus sérieux « stress test » depuis la première vague de contestation organisée par l'opposition en 2012. ■

EMMANUEL GRYSZPAN

« C'est la troisième étape de la guerre qui a commencé »

Pour Oleksii Reznikov, le ministre de la défense ukrainien, la contre-offensive ne s'achèvera qu'avec le rétablissement des frontières de 1991

ENTRETIEN

En tenue de combat et d'excellente humeur, Oleksii Reznikov explique les opérations militaires en cours, dans un entretien accordé à *Monde*, à Kiev, en marge de la conférence internationale Yalta European Strategy, samedi 10 septembre.

L'avancée spectaculaire des troupes ukrainiennes ouvre-t-elle une nouvelle phase dans la guerre ?

C'est une nouvelle étape. La première étape dans la guerre visait à dissuader les Russes. La deuxième a consisté à établir un équilibre entre eux et nous sur le front, à stabiliser le front, et à tester leurs capacités de résilience. On l'a fait à Kiev, à Tchernihiv [dans le nord] et dans le district de Sumskiy [centre]. Après ça, on l'a fait à l'île des Serpents [reprise aux forces russes fin juin], avec un nouveau système d'artillerie – c'était d'ailleurs des canons [français] Caesar.

La campagne de contre-offensive est la troisième étape. Nous

ne pouvons pas la mener dans toutes les directions, parce que nous avons 2500 kilomètres de front avec des voisins inamicaux – Biélorussie, Russie et des territoires temporairement occupés. Sur ces 2500 kilomètres, il y a 1300 kilomètres de front actif, puisque sur les 1200 kilomètres de frontière avec la Biélorussie il n'y a pas de combats. Mais nous devons nous tenir prêts, en maintenant des hommes de la garde nationale, des policiers, des gardes-frontières.

Notre état-major a donc conçu un plan en fonction de l'armée que nous avons reçu de nos partenaires ; nous avons commencé en utilisant les systèmes d'artillerie mobile [américains] Himars pour couper les lignes de soutien logistique de l'ennemi, détruire ses dépôts de carburant, de munitions, etc. C'est cette troisième étape de la guerre qui a commencé dans le Sud et dans le Nord, dans les districts de Kherson et de Kharkiv.

Quelle sera la prochaine étape ?

Je pense que ça va être une série d'épisodes. On va avoir deux

« JE ME DEMANDE POURQUOI LES ALLEMANDS NE DÉCIDENT PAS DE NOUS LIVRER DES CHARS LEOPARD, PAR EXEMPLE. CELA LEUR RAPPORTERAIT ! »

épisodes de ce type. Le dernier aura pour titre « The End », lorsque nous aurons libéré tous nos territoires temporairement occupés, y compris la Crimée, Louhansk et Donetsk. Nos gardes-frontières installeront leurs postes sur la frontière russo-ukrainienne, là où elle se trouvait en 1991.

Et là, aurez-vous gagné ? Quelle est votre définition de la victoire ?

C'est une définition plurielle : libération totale des territoires ukrainiens jusqu'aux frontières internationalement reconnues de 1991 ; feuille de route absolu-

ment claire sur le paiement de réparations par les Russes et sur l'établissement de leur responsabilité dans les crimes de guerre ; que l'Ukraine soit suffisamment sûre pour que les vols civils intérieurs et internationaux puissent reprendre, que des compagnies comme British Airways ou Alitalia puissent desservir Odessa, Lviv ou Kiev-Borispil.

A propos des crimes de guerre, les futures générations en Russie doivent savoir quels types de crimes ont commis leurs grands-parents. C'est très important pour la nouvelle ère en Russie. Pour nous aussi, car nous sommes leurs voisins, et ils ne vont pas s'envoler sur Mars avec Elon Musk. Nous devons vivre avec eux, c'est pour cela qu'il faut que l'histoire reconnaisse qu'ils ont commis ces crimes.

Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale du président américain, Joe Biden, a dit, vendredi 9 septembre, qu'il fallait aider l'Ukraine à « repousser » les forces russes, mais ne parle pas, comme vous, de « défaite » de la Russie. Pensez-

vous que l'Occident vous soutiendra jusqu'au bout ?

Je reviens de Ramstein [base américaine située dans l'ouest de l'Allemagne, où étaient réunis les ministres de la défense des alliés de l'Ukraine, jeudi 8 septembre]. Tous mes collègues, à commencer par l'Américain Lloyd Austin et son chef d'état-major, Mark Milley, utilisent le mot « défaite de la Russie », tout le temps. A mon niveau de communication, je suis confiant.

Êtes-vous confiant aussi dans la capacité de l'Allemagne et de la France à vous livrer des armes lourdes ?

J'essaie d'être gentil avec ma collègue [allemande], Christine Lambrecht, et je lui suis reconnaissant de ce qu'elle fait. Evidemment, en temps de guerre, on veut toujours plus d'armes et de munitions... Je sais que les Allemands ont la possibilité de nous livrer plus de choses intéressantes. Je sais aussi que leur industrie est prête à fournir. Il ne manque que l'autorisation d'une commission spéciale, dépendant de la Chancellerie, pour autoriser ces ventes. Je me de-

mande pourquoi ils ne décident pas de nous livrer des chars Leopard, par exemple. Cela leur rapporterait ! Si vous êtes le premier, les autres partenaires achèteront les mêmes chars pour nous. C'est dans l'intérêt du contribuable et de l'industrie.

Nous avons davantage de soutien de la France. Je m'entends très bien avec le nouveau ministre de la défense, Sébastien Lecornu. Avant Ramstein, on a eu deux entretiens téléphoniques, et il m'a décrit le nouveau paquet de mesures de la France ; je ne peux pas vous en donner les détails, mais ce sont de très bons éléments, je suis satisfait.

Prévoyez-vous une guerre longue, malgré les succès actuels ?

Je ne veux pas faire de prédiction, ce ne serait pas correct. Mais ça va être comme une boule de neige, elle va commencer à rouler, rouler, rouler, et elle va devenir de plus en plus grosse, de plus en plus grosse... Et on va voir la deuxième armée du monde battre en retraite. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIE KAUFFMANN

DAMIEN TRAVAILLE MIEUX

Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, n° SIREN 538 518 473, n° LEI 969500JLUSZH89G4TD57. Crédit Photo Nicolas Prado, Crédit Circle Sportswear - BABEL

**SON ENTREPRISE FACILITE LA PRATIQUE DU SPORT
POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DE SES SALARIÉS.**

Harmonie Mutuelle s'engage aux côtés des entreprises pour promouvoir le sport sur et en dehors du lieu de travail. C'est en agissant sur les déterminants de santé que nous avons un impact positif sur la société.

Retrouvez tous nos engagements sur [harmonie-mutuelle.fr](https://www.harmonie-mutuelle.fr)



**Harmonie
mutuelle**

GRUPE **vyv**

AVANÇONS *collectif*

LA MORT D'ELIZABETH II

« On était là quand il a été proclamé roi ! »

L'intronisation de Charles III a eu lieu à Londres, lors d'une série de cérémonies réglées au millimètre, jusqu'au cœur de la City

RÉCIT

LONDRES - envoyés spéciaux

Parmi les nombreuses images d'une journée exceptionnelle, celle qui s'affiche sur l'écran de la BBC, samedi 10 septembre dans l'après-midi, offre quelque chose de vertigineux. Les deux couples en noir sur fond de verdure semblent sortir d'une série – au hasard, *Succession*. Les deux fils de Charles III, le nouveau roi d'Angleterre, William et Harry, officiellement fâchés, mettent en scène leur réconciliation avec leurs épouses, dans un décor d'authentique forteresse médiévale à tours crénelées, le château de Windsor, dans le Berkshire.

En ce jour d'intronisation officielle du nouveau monarque, les deux petits-fils de la reine disparaissent, en direct, les hommages et les condoléances des Britanniques. Ils se recueillent et se penchent, avec leurs épouses, sur les monceaux de fleurs et les petits mots déposés à la mémoire d'Elizabeth II devant le château. Meghan Markle, duchesse de Sussex, ne lâche pas la main de son mari, Harry. La veille, le roi Charles a publiquement assuré le couple, exilé volontaire aux États-Unis, de sa profonde affection. C'est l'ancienne héroïne de la série *Suits*, sur Netflix, qui joue la scène la plus forte. « *Can I have a hug?* », lui demande une jeune fille derrière les barrières métalliques. Elles se serrent dans les bras l'une de l'autre.

Au palais Saint-James, à Londres, autre forteresse médiévale à créneaux et résidence officielle administrative de la Couronne, la cérémonie est autrement formelle. L'intronisation des souverains britanniques, réglée au millimètre depuis des siècles, est pour la première fois retransmise par les médias. Les Windsor souhaitent marquer l'occasion d'une communion nationale, alors que la reine dont la personnalité cimentait le peuple britannique depuis sept décennies s'est éteinte.

Les six anciens premiers ministres encore en vie, de John Major à Boris Johnson. Le leader de l'opposition, Keir Starmer, et ses prédécesseurs. La première ministre actuelle, Liz Truss. Celle d'Ecosse, Nicola Sturgeon, et le premier ministre du Pays de Galles, Mark Drakeford. L'archevêque de Canterbury, Justin Welby, et celui de York, ainsi que leurs prédécesseurs. Des aristocrates. Des juges, des hauts fonctionnaires, des leaders des pays du Commonwealth. Tout ce que le Royaume-Uni compte de pouvoir institutionnel est assemblé en rangs serrés, vêtu de noir, l'air solennel. Face à eux, dans la salle aux draperies rouges du palais Saint-James, se tient celui qui, jusqu'au décès de la reine, était encore le prince Charles Philip Arthur George. Debout sur une estrade, Charles III est sur le point d'être proclamé roi. Derrière lui, un trône.

COLONNE VERTÉBRALE

S'il fallait une preuve du rôle central de la monarchie dans les institutions britanniques, cette cérémonie d'une quarantaine de minutes viendrait l'apporter. Ici, pas de séparation de l'Église et de l'État, de la Couronne et du Parlement, de la fonction publique et des courtiers, même si les rôles et les pouvoirs sont évidemment délimités. Mais un centre de gravité, une colonne vertébrale, qui concentre l'essence du Royaume-Uni, à travers ses souverains. Dans le processus ancestral d'intronisation, la leader de la Chambre des communes informe officiellement l'assemblée du décès de la reine et part chercher le nouveau roi. Au « *God save the King!* » du secrétaire du Conseil de l'accession, répond celui de la salle, à l'unisson.

Charles III s'avance, en queue-de-pie, suivi de la reine consort Camilla et du prince William. « *Ma mère a été l'exemple d'une vie d'amour et de service altruiste. Son règne a été inégalé par sa durée, son dévouement et son engagement. Je suis extrêmement conscient de ce grand héritage, des devoirs et des lourdes responsabilités qui me sont transmis.* » Le roi

AU « GOD SAVE THE KING ! » DU SECRÉTAIRE DU CONSEIL DE L'ACCESSION RÉPOND CELUI DE LA SALLE, À L'UNISSON

rappelle qu'il « *abandonne* » les revenus de la Couronne à l'État, en échange d'une enveloppe annuelle que ce dernier lui attribue. Une bonne partie de la cérémonie est ensuite consacrée au serment pour « *maintenir et préserver* » l'Église d'Ecosse, dont Charles n'est pas le gouverneur, contrairement à l'Église d'Angleterre.

Ce protocole se termine à 11 heures précises sur le balcon inférieur du palais Saint-James devant une foule amassée depuis des heures. Trompettes, gardes aux grands bonnets de fourrure (du faux ours), pages en habits orange et dorés... Le secrétaire du Conseil de l'accession (ou de succession), en veste d'apparat et chapeau à plume blanche, proclame que le prince Charles « *par mort de notre souveraine, dont nous nous souvenons avec bonheur, devient Charles III (...) par la grâce de Dieu du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et son royaume et territoires.* » « *God save the King!* »

Le public n'entendra que l'écho assourdi des « *Hip Hip* » « *Hourra* » lancés par la garde. Ils sont plusieurs centaines, contenus derrière les barrières et par les bobbies, à attendre un roi qui ne viendra pas. Ils devront se contenter d'un ballet d'hélicoptères, de motards et de voitures officielles, d'un joggeur égaré qui fait rire la foule, et, enfin, d'une apparition souriante de l'archevêque de Cantorbéry, qui salue les badauds en remontant la rue Saint-James à pied. Leur café à la main, les francs-maçons en costume noir orné de tous leurs insignes observent la scène, depuis le balcon de leur immeuble du Mark Masons' Hall, au numéro 86.

Personne ne paraît déçu d'avoir attendu pour rien. À l'heure de la retransmission mondialisée et de l'univers virtuel, où il suffirait de regarder un écran, ces Britanniques semblent heureux d'être présents, ensemble. Ross Beveridge et sa compagne Andrea, diplômés en histoire du King's College, l'assurent : « *On était là au moment où il a été proclamé roi et ça nous suffit.* » Le couple se dit rassuré par Charles : « *Il a passé tellement de temps avec la reine qu'elle lui a tout appris, (...) il serait fou de faire différemment d'elle.* » Pauline Maddison, une conseillère d'éducation de 60 ans, tient à être là en personne, devant ce palais de brique construit sous Henry VIII, « *parce que c'est une partie de notre histoire et par respect pour la monarchie.* » Elle espère que Charles III ira dans tout le pays à la rencontre de ses sujets. Et qu'il mettra la pédale douce sur ses engagements militants. « *Moi aussi je défends la cause de l'environnement, mais ce n'est pas le rôle d'un roi.* »

LE SOUTIEN DE LA CITY

Autre institution incontournable et puissante du Royaume-Uni : la City. Une proclamation du nouveau roi se déroule aussi devant le Royal Exchange, au cœur du quartier financier. D'un côté, la Banque d'Angleterre, de l'autre Mansion House, la résidence du lord-maire. Entre les deux, sous la statue de Wellington, les gardes à bonnet se tiennent au garde-à-vous. La proclamation est lue par un officier du palais au nom étrange de « *Clarenceux King of Arms* », devant une petite foule silencieuse.

Pourquoi la City ? Cette institution est au cœur de l'arrangement constitutionnel britannique depuis un millénaire. Quand Guillaume le Conquérant a envahi l'Angleterre, en 1066, la City (c'est-à-dire l'ensemble de la ville de Londres) le reconnaissait, finançait ses guerres et, en échange, gardait le droit de commercer. En 2022, le souverain ne peut toujours pas y entrer sans en demander la permission au lord-maire. La City a également un of-



ficier en place au Parlement, répendant au titre de « *remembrancer* » – en fait un lobbyiste du quartier d'affaires.

Markus Walker, le prêtre anglican de St Bartholomew-the-Great, une église datant de 1123, est venu en col romain assister à la proclamation et rappelle qu'« *historiquement, aucun roi n'a survécu sans le soutien de la City, qui est au cœur du pouvoir*

économique de notre nation. » John May, lui, porte son grand collier d'apparat de la *Worshipful Company of Paviers*, le corps de métier des « *paveurs* », chargé traditionnellement d'entretenir les routes de la City. *God Save the King*, a chanté la foule avec ferveur. « *And the City* », ont dû penser *in petto* ses acteurs. ■

ERIC ALBERT
ET BÉATRICE GURREY

Le long des routes d'Ecosse, la foule attend le passage du cercueil

Dimanche 11 septembre, le cortège funéraire royal a quitté le château de Balmoral pour rejoindre Edimbourg

REPORTAGE

EDIMBOURG

A-t-on déjà vu cela ? A-t-on le souvenir d'avoir sillonné un pays, en croisant à chaque carrefour, battu par les vents de la lande écossaise, des familles entières, père, mère, enfants et grands-parents, installés sur des fauteuils pliants posés dans l'herbe des talus ? A-t-on déjà traversé des villages, au son des cornemuses, salués par des élus locaux vêtus d'élégants kilts sous des vestes de drap noir ? A-t-on déjà roulé durant presque 300 kilomètres dont une partie sur une autoroute, en longeant des foules massées derrière les rambardes de sécurité ou juchées sur les ponts, les yeux braqués vers l'horizon de bitume ?

Dimanche, bien plus que ce cercueil recouvert d'un drapeau jaune brodé de lions rouges, posé dans un corbillard noir, c'est cela qui frappait. Ce public ordi-

naire venu voir passer en un éclair – quoi, moins de trente secondes ! – une file de voitures emportant la dépouille d'une reine accompagnée par une princesse invisible, Anne, sa fille. La famille royale avait fait publier la veille l'itinéraire du cortège funéraire. De village en village, on s'est passé le mot. De Balmoral à Edimbourg, il a fallu presque cinq heures de route pour traverser l'Ecosse. D'abord, quitter la pureté sauvage des Highlands pour le port de granit d'Aberdeen. Puis redescendre vers le sud et traverser l'ancienne grande cité textile de Dundee. Enfin, parvenir jusqu'à Edimbourg, avec son université splendide et sa cathédrale. Et partout, les mêmes rassemblements.

Spectacle fugitif

À l'entrée d'un village, des élèves d'un club d'équitation attendaient la reine défunte, juchés sur leur double poney, bien rangés comme une sorte de juvénile

garde royale. Sur le parvis d'une église, une chorale entama un cantique dès l'arrivée des motards ouvrant le cortège. Derrière les glissières de l'autoroute, des enfants lançaient des fleurs, bien vite ramassées par leurs parents, une fois le cortège passé, pour ne pas gêner le retour à la normale du trafic routier. « *Here she comes!* » (la voilà !), « *She's arriving* » (elle arrive !), chaque fois a couru la même rumeur diffuse, comme si la reine allait apparaître bien vivante saluant dans son carrosse, plutôt que dans ce curieux cercueil aux couleurs de soleil. Enfin, parvenait-on, depuis les voitures officielles, les applaudissements ?

Pour tout dire, on a été étonné d'une telle patience et d'une telle foule pour un spectacle si fugitif et si sobre. Mais pour beaucoup, il fallait en être. « *C'est le genre de moment dont tu te souviendras toute ta vie*, disait un père de famille à son petit garçon, *il n'y a pas tant d'occasions de réunir tout le pays.* »

À l'arrivée à Edimbourg, le cérémonial a soudain paru moins spontané, mais peut-être a-t-il été plus grandiose. Cette fois, le cercueil de la reine sur lequel était posée une couronne de fleurs – « *des dahlias, pois de senteur, bruyère blanche et du sapin venus du domaine de Balmoral* », avait précisé un communiqué de la famille royale – a été porté par la garde d'honneur du régiment royal d'Ecosse jusqu'au palais de Holyrood, résidence des monarques depuis le XVI^e siècle. Il y a été installé dans la salle du trône, devant

LA FERVEUR AUTOUR D'ELIZABETH II NE SE CONFOND PAS AVEC UN INDÉFECTIBLE ATTACHEMENT AU ROYAUME-UNI

les enfants de la reine défunte, la princesse Anne et les princes Andrew et Edward.

C'est lundi que les choses plus politiques vont commencer. Le roi Charles III doit en effet débiter sa tournée du royaume par Edimbourg. Il doit y suivre la procession qui conduira le cercueil de sa mère jusqu'à la cathédrale Saint-Gilles, au cœur de la capitale écossaise. La partie est essentielle pour lui. Car la ferveur autour d'Elizabeth II ne se confond ni avec un goût forcené pour la monarchie ni avec un indéfectible attachement au Royaume-Uni. « *Si nous avons un référendum pour l'année prochaine, je voterai pour l'indépendance de l'Ecosse* », a-t-on entendu vingt fois dans la bouche de badauds attendant pourtant le défilé funéraire.

Si beaucoup appréciaient cette reine dont la propre mère était issue depuis plusieurs générations de l'aristocratie écossaise, ils sont moins sûrs de leurs sentiments à l'égard du nouveau roi. Non pas

que le souverain britannique ait le moindre pouvoir. Mais le symbole qu'il représente compte encore pour unifier un royaume sans cesse menacé de délitement.

« *N'importe qui ayant suivi l'histoire des trente dernières années en Ecosse s'est familiarisé avec l'idée que la mort de la reine peut être la dernière pelletée de terre sur le cercueil de l'Union* », estime ainsi Alan MacDonald, un professeur d'histoire de l'Ecosse de l'université de Dundee. Elizabeth aimait ce grand pays de forêts, de landes et de lacs qui compte seulement 5 millions d'habitants, et passait depuis soixante-dix ans tous ses étés dans son domaine de Balmoral où elle s'est éteinte jeudi. Charles, qui a choisi d'établir sa propre résidence à Restormel Manor, à l'extrême sud de l'Angleterre, devra répondre à la question si souvent énoncée par ceux qui célébraient dimanche sa mère : « *Mais lui, que connaît-il de nous ?* » ■

RAPHAËLLE BACQUÉ

Le gouverneur de la tour de Londres, Andrew Jackson, s'adresse au public à Tower Hill, proclamant publiquement le roi Charles III comme nouveau monarque, à Londres, le 11 septembre. ZAC GOODWIN/AP



Le Royaume-Uni se prépare à des funérailles historiques

Des dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement assisteront à la cérémonie, dont la date est fixée au lundi 19 septembre

LONDRES - correspondante

Avec l'officialisation, samedi 10 septembre, par Buckingham Palace, de la date des funérailles d'Etat de la reine Elizabeth II – lundi 19 septembre à 11 heures, dans l'abbaye de Westminster, à Londres – s'est ouverte une séquence historique. Celle de la lente procession du corps de la reine vers sa dernière demeure – elle sera enterrée au côté de ses parents, le roi George VI et la reine-mère, dans la chapelle Saint-George de Windsor. Celle, aussi, de la progressive prise de fonction de Charles III, devenu roi le jour de la mort de sa mère, le 8 septembre.

Pour donner la mesure de cet enchaînement d'événements, les autorités britanniques évoquent les funérailles de Winston Churchill, le 30 janvier 1965, suivies, dans les rues de Londres et à la télévision, par des dizaines de millions de personnes. Ou la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Londres en 2012, visionnée par 900 millions de personnes.

Les médias du monde entier ont commencé à converger vers le Mall menant à Buckingham Palace, et le service de communication royal est débordé par les demandes d'accréditations. Des centaines de milliers de Britanniques et de touristes feront le déplacement pour vivre ces moments de communion nationale. Les autorités ont commencé à boucler les rues du quartier de Westminster, et à sécuriser les abords de l'abbaye et du Parlement, juste en face. Les hôtels sont déjà pris d'assaut.

Recouvert le Royal Banner of Scotland (le drapeau de la cou-

ronne d'Ecosse), le cercueil en chêne de la reine a quitté dimanche Balmoral, la résidence d'été dans l'Aberdeenshire, où elle est morte, pour un premier séjour à Edimbourg, la capitale de l'Ecosse. Il sera transporté en avion jusqu'à Londres, mardi soir. Mercredi, il sera amené à Westminster Hall, la plus vieille partie du palais de Westminster, utilisée dès le XII^e siècle par les rois normands comme siège de leur administration. Orné de la couronne impériale d'Etat (celle que la reine portait en quittant l'abbaye de Westminster le jour de son couronnement), le cercueil sera installé sur un catafalque. Le public pourra venir se recueillir, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, à partir de mercredi soir 17 heures jusqu'à l'aube du lundi 19 septembre.

File d'attente de 8 km

Cette séquence, baptisée le « *lying in State* », devrait générer des files d'attente considérables. Avant celui d'Elizabeth II, les cercueils de son père et de sa mère avaient aussi été exposés au public à Westminster Hall. En 2002, plus de 200 000 personnes avaient fait la queue pour se recueillir quelques instants devant celui de la reine-mère. La foule devrait être encore plus dense le 19 septembre : c'est la première fois depuis le XVIII^e siècle que les funérailles d'un monarque se déroulent à Westminster. Celles de la reine Victoria ou de George VI s'étaient tenues à la chapelle Saint-George de Windsor. Selon le *Times*, qui tient ses informations des services de sécurité, plus de 750 000 personnes pourraient tenter de s'approcher du cercueil, formant une queue de 8 km...

Charles III accompagnera les étapes des funérailles. Il a tenu sa première audience avec la première ministre, Liz Truss, reprenant une habitude de sa mère, mais aussi rencontré des responsables politiques de l'opposition et serré le plus de mains possible devant les grilles de Buckingham Palace. Il se déplacera à Edimbourg lundi, en Irlande du Nord mardi, et au Pays de Galles vendredi, un tour très symbolique pour aller à la rencontre des autorités et des habitants de trois des quatre nations du Royaume-Uni, dont certaines, comme l'Ecosse, sont tentées par l'indépendance.

Pendant cette période, la politique est mise entre parenthèses. Le Parlement est suspendu jusqu'aux funérailles. Le palais de Buckingham dicte l'agenda. Le Parti libéral-démocrate a annulé sa conférence, qui devait se tenir cette semaine. Le TUC, la fédération britannique des syndicats, a également annoncé reporter sa conférence annuelle.

Londres devrait être au cœur d'un énorme ballet diplomatique. Des dizaines de dirigeants de la planète se rendront aux funérailles, notamment ceux des 55 autres pays membres du Commonwealth, ainsi que le président américain Joe Biden, et la plupart des dirigeants européens. A en croire le site *Politico*, Charles III donnera une réception en leur honneur la veille des funérailles, à Buckingham Palace. James Cleverly, le ministre des affaires étrangères du nouveau cabinet Truss, recevra à son tour toutes ces personnalités après le service à l'abbaye de Westminster. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Camilla, de maîtresse mal aimée à reine consort

Considérée un temps comme une menace pour la Couronne, l'épouse de l'ex-prince Charles est revenue en grâce dans l'opinion

PROFIL

LONDRES - correspondante

Un carré blond-blanc flottant, des yeux pétillants, une présence discrète mais constante auprès de Charles : depuis la mort d'Elizabeth II, les Britanniques ont une nouvelle reine, Camilla – une reine consort, non régnante. Vendredi 9 septembre, elle a franchi pour la première fois, seule aux côtés de Charles III, les grilles du palais de Buckingham. Le lendemain, elle était témoin de la proclamation officielle comme roi de son mari, au palais Saint-James. Lundi 12 septembre, elle devait être reçue avec lui en grande pompe au palais de Westminster, avant de rejoindre la procession derrière le cercueil de la reine, à Edimbourg, en Ecosse. Quelle métamorphose pour cette femme de 75 ans, considérée il y a trente ans comme une paria, une menace pour la monarchie britannique!

Mariée depuis dix-sept ans au prince de Galles, Camilla Parker-Bowles n'a reçu l'assurance de recevoir le titre de reine consort quand il deviendrait roi qu'en février, quand Elizabeth II a exprimé son « *vœu sincère* » qu'il en soit ainsi, « *quand le jour viendra* ». Avant d'accéder à cette tardive reconnaissance, Camilla a longtemps été harcelée par les tabloïds, caricaturée comme une briseuse de couple, une maîtresse perfide, critiquée pour son apparence physique ou son style vesti-

CAMILLA A LONGTEMPS ÉTÉ HARCELÉE PAR LES TABLOÏDS, CARICATURÉE COMME UNE BRISEUSE DE COUPLE, CRITIQUÉE POUR SON APPARENCE PHYSIQUE OU SON STYLE VESTIMENTAIRE

mentaire, jugée nettement moins élégant que celui de Diana. La relation au long cours de cette femme indépendante avec l'héritier du trône britannique est pourtant une grande histoire d'amour et d'endurance.

Camilla naît le 17 juillet 1947 dans un milieu très aisé, aristocratique par sa mère (Rosalind, fille du troisième baron Ashcombe), militaire par son père (le major Bruce Shand est un héros de la seconde guerre mondiale), mais sans connexion royale. Education dans des écoles privées à Londres et en Suisse, séjour linguistique à Paris : à 20 ans, Camilla est une jeune femme blonde un peu délurée, très populaire dans les réceptions de « *débutantes* », réservées aux jeunes femmes à marier de la haute société britannique.

Les biographes de Charles rapportent qu'il a rencontré Camilla pour la première fois en 1970, à

Windsor, lors d'un match de polo, et que le courant est immédiatement passé. La jeune femme, douée d'un solide sens de la repartie, lui aurait de but en blanc fait remarquer qu'un siècle plus tôt son arrière-grand-mère à elle, Alice Keppel, avait été la maîtresse de son arrière-arrière-grand-père à lui, Edouard VII. Les jeunes gens sont en apparence très différents : Charles est aussi cafardeux que Camilla est joyeuse, il est aussi peu assuré qu'elle est bien dans sa peau. Mais ils ont aussi un grand nombre de points communs : l'amour des chiens, des chevaux, des parties de chasse et autres activités en plein air. La connivence physique est également évidente. Camilla avait « *un caractère intensément maternel, avec un énorme sex-appeal* », affirme Lady Annabel Goldsmith, une amie de la famille Parker-Bowles, citée par Sally Bedell Smith, biographe du prince Charles (*Prince Charles. The Passions and Paradoxes of an Improbable Life*, Random House, 2017, non traduit).

L'affaire du bracelet

Les deux jeunes gens rompent cependant en 1973 alors que Charles termine sa formation dans la Royal Navy. Alors qu'il est en mer, Camilla décide de se marier avec un séduisant officier, Andrew Parker-Bowles. Pourquoi ne pas avoir attendu son prince ? A-t-elle déjà compris que ses chances d'entrer un jour dans la famille royale étaient alors infimes ?

Camilla est sans doute jugée trop libre par une cour à la fois inquiète et traditionaliste. A cette époque, dans les années 1970, la famille Windsor est toujours traumatisée par l'abdication, en 1936, de l'éphémère Edouard VIII, qui avait préféré renoncer au trône plutôt qu'à une Américaine divorcée, Wallis Simpson.

Charles commence à fréquenter Lady Diana Spencer en 1980, elle a 19 ans, elle sera sa femme. Leur mariage, célébré un an plus tard, se révélera catastrophique. Diana est dépressive, Charles a besoin d'être rassuré. La relation du prince de Galles avec Camilla reprend vite. Dans son ouvrage *Diana racontée par elle-même* (1992), l'auteur Andrew Morton raconte comment Diana a failli demander l'annulation de son mariage en découvrant, la veille de l'événement, un bracelet offert par Charles à Camilla, sur lequel étaient gravées les lettres F et G, initiales des surnoms qu'ils se donnaient affectueusement

(Fred et Gladys). Diana, dans une fameuse interview à la BBC en 1995, lâchera, faisant directement référence à Camilla, qu'il y avait « *trois personnes* » dans son mariage. Cet aveu scellera l'image publique de Camilla pour longtemps. Auprès des Britanniques, elle est celle qui a fait souffrir la « *princesse des cœurs* ».

« Méchante femme »

L'affaire du « *Camillagate* » n'arrange rien. En 1993, la publication par plusieurs journaux du transcript d'une conversation téléphonique entre Camilla et Charles datant de la fin des années 1980, et laissant peu de place à l'imagination, fait scandale. Le prince de Galles y suggère de se transformer en... tampon hygiénique, pour être au plus près de sa belle. La mort accidentelle de Diana condamne Camilla au purgatoire médiatique. Même la reine, à en croire les tabloïds, ne veut pas entendre parler d'elle, la qualifiant en privé de « *méchante femme* ».

Pour en finir avec cette réputation, il faudra des années de patience et une opération de communication de longue haleine, menée par les conseillers du prince. Camilla se concentre sur des œuvres de charité : la lutte contre l'ostéoporose ou les violences domestiques. Elle limite ses apparitions auprès du prince.

Au début des années 2000, ces efforts commencent à payer : elle parvient à se faire accepter par les fils de Charles, William et Harry,

et par la reine. Le prince de Galles finit par l'épouser : les noces sont célébrées sans effusion, en avril 2005 à Windsor Guildhall, à deux pas du château de Windsor.

Mais sa métamorphose en « *queen in waiting* » devra encore attendre, Buckingham Palace jugeant que les Britanniques ne sont pas prêts. Camilla aura encore à sillonner le Royaume-Uni, à couper des centaines de rubans, à serrer des milliers de mains pour se faire accepter. Ces derniers temps, le ton a changé dans les journaux. On ne moque plus ses tenues, on relève à peine son manque de goût pour les discours, on loue le « *soutien constant* » qu'elle apporte à Charles, toujours là pour lui prêter main-forte ou lui chuchoter une plaisanterie pour le détendre, jamais pour capter la lumière à sa place.

Lui l'adorerait toujours autant, l'appelant en privé « *Mehbooba* » (« *ma chérie* » en ourdou). Depuis qu'il est roi, il ne manque pas une occasion de mentionner sa « *très chère femme* ». A en croire le *Daily Mail*, au moment du sacre de Charles III, Camilla coiffa la couronne en diamant et platine créée pour la reine-mère, la mère d'Elizabeth II, au moment du couronnement du roi George VI son mari, en 1937. « *Charles fera un meilleur roi avec Camilla à ses côtés* », assure même l'autrice Anna Pasternak, biographe de Wallis Simpson, dans les colonnes du *Daily Telegraph*. ■

C. DU.

POUR EN FINIR AVEC CETTE RÉPUTATION, IL A FALLU DES ANNÉES DE PATIENCE ET UNE OPÉRATION DE COMMUNICATION DE LONGUE HALEINE



Jimmie Akesson (à droite), chef des Démocrates de Suède (extrême droite), à Nacka, en Suède, le 11 septembre. JONATHAN NACKSTRAND/AFP

L'extrême droite suédoise opère une percée électorale

Les élections législatives ont permis au parti de Jimmie Akesson de devenir la deuxième force politique du pays, avec 20,7% des voix

STOCKHOLM (SUÈDE) -
correspondante régionale

Sur la scène de l'Elite Hotel Marina Tower, à Nacka, en banlieue de Stockholm, Jimmie Akesson, le leader des Démocrates de Suède (SD), jubile : il est un peu plus de minuit dans la nuit de dimanche 11 à lundi 12 septembre, et son parti se présente comme le grand vainqueur des élections générales en Suède. « *Quand nous sommes entrés pour la première fois au Parlement il y a douze ans, nous avions 5,7 % des voix. Aujourd'hui, nous sommes à 20,7 %.* Cela montre le chemin que nous avons parcouru : d'un petit parti dont tout le monde se moquait jusqu'à devenir la deuxième formation de Suède. »

Ce résultat est une consécration pour Jimmie Akesson, âgé de 43 ans. Quand il a repris la direction de la formation d'extrême droite en 2005, avec trois de ses amis, tous étudiants à Lund, dans le sud de la Suède, et aujourd'hui ses plus proches conseillers, il avait deux objectifs : normaliser le parti nationaliste, fondé par d'anciens fascistes en 1988, et en faire une des principales formations politiques du pays. Mission accomplie : si leur résultat se maintient, les SD devraient être en mesure d'exercer une influence considérable sur la prochaine législature.

A plusieurs kilomètres de là, au Centre des congrès Stockholm Waterfront, les militants sociaux-démocrates ont les yeux rivés sur les immenses écrans qui retransmettent en direct le discours du leader de l'extrême droite. La déception mêlée à l'effroi se lit dans tous les regards. En début de soirée, pourtant, ils ont voulu croire : tous les sondages à la sortie des urnes, puis les premières estimations, donnaient le centre gauche et les Verts en tête.

Et puis, vers 23 heures, alors que le dépouillement était achevé dans la moitié des quelque 6500 districts électoraux, la droite libérale conservatrice et l'extrême droite (réunies dans une alliance de circonstance) sont passées en tête, avec un mandat d'avance d'abord, puis trois, à 176 contre 173 pour le centre gauche et les Verts

Après quatre ans d'instabilité politique, le scénario que tout le monde redoutait vient de se produire

(49,7 % contre 48,8 %). Au QG des conservateurs, dans un grand hôtel près de la gare, les militants n'osent pas y croire. L'écart s'était resserré au petit matin (175-174).

Aucun candidat, pourtant, n'ose proclamer la victoire. Car, après quatre années d'une instabilité politique inédite dans le royaume scandinave, le scénario que tout le monde redoutait vient de se produire. Les scores sont trop serrés pour qu'un résultat définitif puisse être proclamé. Il va falloir attendre le décompte des votes des Suédois de l'étranger, qui ne sera pas achevé avant mercredi.

L'insécurité au cœur des débats

Vers minuit et demi, la première ministre sortante, Magdalena Andersson, leader des Sociaux-Démocrates, apparaît enfin devant ses militants. Arrivée en début de soirée au Centre des congrès de Stockholm, elle a passé la soirée recluse dans les étages, avec ses proches et ses ministres. « *Toutes les voix comptent* », affirme-t-elle, refusant de s'avouer vaincue. Son parti est en hausse, à 30,5 % des voix contre 28,2 % il y a quatre ans. Cette progression, les Sociaux-Démocrates la doivent avant tout à Magdalena Andersson, ex-ministre des finances, élue à la tête du parti et du gouvernement en novembre 2021, et qui bat des records de popularité. « *Dans ma circonscription au nord de Stockholm, de nombreux libéraux ont voté pour nous pour la première fois de leur vie parce qu'ils sont contre le rapprochement de leur parti avec l'extrême droite, mais aussi parce qu'ils aiment Magdalena Andersson* », estime Ardalan Shekarabi, le ministre des affaires sociales.

Cela ne suffira probablement pas pour permettre aux Sociaux-Démocrates de décrocher un

troisième mandat, car, si les Verts sont légèrement en hausse (à 5 % contre 4,4 %), les centristes et le Parti de gauche reculent, à 6,7 % et 6,6 % des voix. La conséquence d'une campagne largement dominée par le thème de l'insécurité. Dimanche soir, les leaders des deux partis se sont inquiétés de la progression de l'extrême droite : « *Beaucoup d'entre vous se demandent : "Qu'est-ce qu'il va m'arriver, qu'est-ce qu'il va arriver à mes enfants quand ils iront à l'école ?" Beaucoup d'entre nous ressentent de l'inquiétude et peut-être de la peur* », a ainsi constaté la patronne du Parti de gauche, Nooshi Dadgostar.

Dernier à s'exprimer, le leader des conservateurs, Ulf Kristersson, s'est voulu rassurant. Sans oser clamer la victoire, c'est pourtant en candidat au poste de premier ministre qu'il s'est exprimé, appelant au « *rassemblement* » et à « *l'apaisement* », et remerciant Magdalena Andersson pour « *un bon match* ». A 58 ans, cet éternel deuxième, qui avait échoué à imposer une alternance il y a quatre ans, pourrait voir enfin son heure venue.

Mais ce sera à la tête d'un parti affaibli, donné en recul par rapport à 2018, à 19,1 % des voix (contre 19,8 %). Les scores préliminaires de ses deux alliés de la droite traditionnelle sont eux aussi en baisse : à 4,6 % pour les Libéraux et 5,4 % pour les Chrétiens-démocrates. Si les conservateurs semblent avoir perdu des voix au profit de l'extrême droite, les Libéraux et les Chrétiens-démocrates ont été la cible d'un rejet plus net de la

« S'il y a un changement de majorité, nous aurons une position centrale. Notre ambition est de siéger au gouvernement »

JIMMIE AKESSON

leader des Démocrates de Suède

part d'une partie de leur électorat opposée à leur rapprochement avec l'extrême droite.

« *Si j'ai la majorité avec moi, je suis prêt à faire tout ce qu'il faut pour former un gouvernement stable et efficace* », a néanmoins assuré Ulf Kristersson. Un processus qui s'annonce compliqué. Car, si les conservateurs, les Chrétiens-démocrates et les Libéraux sont prêts à faire des Démocrates de Suède une force d'appoint au Parlement, ils ont exclu de les intégrer au gouvernement. Mais c'était avant que les SD ne deviennent la deuxième formation de Suède et la première force à droite de l'échiquier politique.

Divisions

« *S'il y a un changement de majorité, nous aurons une position centrale. Notre ambition est de siéger au gouvernement* », a d'ailleurs martelé Jimmie Akesson, lors de son discours, suscitant des cris enthousiastes de ses militants. Les dirigeants des SD veulent à tout prix éviter le sort du Parti populaire danois (DF), une formation d'extrême droite qui les a largement servi d'inspiration dans la stratégie de dédramatisation et ayant fait le choix de ne pas entrer au gouvernement en 2015, malgré son score (21 % des voix) qui en faisait la deuxième force politique du Danemark. DF espérait avoir plus d'influence comme soutien du gouvernement libéral au Parlement. Ses électeurs ne le lui ont pas pardonné. Quatre ans plus tard, le parti a remporté moins de 9 % des votes.

Autre difficulté pour Ulf Kristersson : les SD ne cachent pas leur mépris pour le parti libéral. « *Pour moi, c'est incompréhensible que quelqu'un puisse voter pour les Libéraux* », déclarait encore Jimmie Akesson, le 8 septembre, lors d'un meeting électoral. Les Libéraux le lui rendent bien : divisés sur le rapprochement de leur formation avec l'extrême droite, « *certains députés libéraux pourraient décider de ne pas soutenir un gouvernement de droite dépendant des SD* », note le politiste Jonas Hinnfors. En 2018, la formation du gouvernement avait demandé quatre mois. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Brésil : Lula en opération séduction auprès de l'électorat évangélique

La mouvance, plutôt favorable au président Jair Bolsonaro, est traversée par des divisions

RIO DE JANEIRO - correspondance

Les responsables de la campagne de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva espéraient que l'image serait forte : leur candidat, favori de l'élection présidentielle du 2 octobre, au milieu d'une réunion de pasteurs évangéliques, à Sao Gonçalo, une ville de un million d'habitants de la banlieue pauvre de Rio de Janeiro. Vendredi 9 septembre, alors qu'il y était fermement opposé, le leader du Parti des travailleurs (PT) s'était laissé convaincre de mettre sa foi en avant, afin de réparer son image auprès de l'opinion évangélique. Selon le dernier sondage de l'institut Datafolha, les croyants de cette tendance, qui représentent près du tiers de l'électorat, voteraient à 51 % pour le président Jair Bolsonaro, contre 28 % pour Lula.

La photo historique du leader de la gauche, béni par des pasteurs, la main levée au ciel, n'a pourtant pas eu le succès espéré. C'en est une autre, empreinte de violence, qui a marqué les esprits le même jour, alors qu'un militant du PT était assassiné à coups de couteau par un partisan du président Bolsonaro, dans l'Etat rural du Mato Grosso. Benedito Cardoso, 42 ans, est le deuxième militant du PT tué par des partisans d'extrême droite au cours de cette campagne, après la mort par balle de Marcelo Aloiizio de Arruda, en juillet, dans le sud du pays.

Devant la presse, Lula s'est exprimé sur le climat de « *haine politique qui devrait tous [les] inquiéter* », reléguant au passage la question des évangéliques, raison de son déplacement à Rio de Janeiro en compagnie de son vice-président, Geraldo Alckmin. Ce premier raté de la campagne du PT destinée à cette partie de l'électorat n'aura pourtant peut-être pas de conséquences lourdes.

Gospel et drapeaux rouges

Lula a pu répéter son intention de limiter la libre circulation des armes – défendue par Bolsonaro –, qui est l'un des principaux angles d'attaque de cette opération séduction. Pour cela, souligne Christina Vital da Cunha, chercheuse à l'Institut d'études sur les religions, « *Lula ne part pas de zéro, il s'appuie sur un mouvement du centre gauche évangélique, qui a pris de l'ampleur en 2020 et montre encore plus de vigueur aujourd'hui. Pour ce scrutin [les élections parlementaires ont lieu le même jour], cent une candidatures de centre gauche utilisent leur titre religieux dans les urnes et sur les réseaux sociaux, et davantage encore de candidats à gauche ne se présentent pas comme religieux, mais sont liés à des communautés religieuses* ».

Dans le gymnase de Sao Gonçalo, Lula était de fait assis aux côtés de figures de cette mouvance, comme la députée Benedita da Silva, ainsi que les pasteurs Ariovaldo Ramos et Henrique Vieira, devenus autant de relais du lulisme au sein de leurs communautés. La gauche a aussi donné de l'espace à ces candidatures religieuses, « *après des années de distanciation et de forts préjugés du PT contre les évangéliques* », remarque la chercheuse.

Le PT a élaboré sa stratégie autour de l'idée d'une protection sociale aux familles, sans aborder la question des « *valeurs familiales* » que le président Jair Bolsonaro prétend défendre (sur l'avortement et les problématiques LGBT). Le discours cible les mères et la question de l'éducation. Vendredi, Lula a ainsi détaillé « *le courage de [sa] mère, Dona Lindu, pour élever ses huit enfants* ». Son programme social Bolsa familia

La gauche a donné de l'espace aux candidatures religieuses et a défendu l'idée d'une protection sociale des familles

(bourse familiale) à destination des femmes, puis les universités qu'il a créées sont des faits sur lesquels il insiste pour séduire l'électorat féminin. Devant une assemblée de pasteurs, dont beaucoup de femmes, la musique gospel et la lecture d'un passage biblique ont été facilement incorporées au meeting, sans pour autant éliminer les drapeaux rouges. « *Lula peut encore accentuer le rejet de Bolsonaro dans l'électorat féminin avec ce discours. Il peut aussi démentir les rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux, comme le fait qu'il va fermer les églises* », analyse le docteur en sciences politiques de l'université de Sao Paulo et pasteur baptiste Valdemar Figueredo.

La campagne du PT a dû consacrer un de ses spots TV à cette question, alors que la rumour enflait dangereusement. Dans cette stratégie, le candidat au poste de vice-président, Geraldo Alckmin, catholique fervent et issu de la droite traditionnelle, est « *fondamental* », selon Christina Vital da Cunha, « *pour consolider l'image d'un Lula modéré et conciliateur, alors que Bolsonaro cherche à lui coller celle d'un extrémiste, antireligieux. Pour l'instant, chez les catholiques, la majorité de la population, Lula l'emporte à 54 %, contre 27 % pour Bolsonaro* ».

Le PT est décidé à livrer la bataille du vote évangélique, mais la victoire est loin d'être acquise face au rouleau compresseur du bolsonarisme sur la religion. « *Bolsonaro est allié avec les Eglises évangéliques qui possèdent des groupes de communication et touchent un public beaucoup plus important* », souligne Valdemar Figueredo. Le président a assisté à un nombre record de cultes et laisse son épouse – elle-même évangélique – parler de Dieu, avec toute la gestuelle et le vocabulaire propres aux temples. « *Lula a beaucoup de retard à trois semaines du scrutin* », souligne la même source.

Pour les observateurs du monde évangélique brésilien, il est cependant difficile de définir avec clarté les tendances politiques au sein de cette galaxie, en raison de la grande diversité d'opinions qui la traversent, y compris dans une même Eglise. L'Assemblée de Dieu, première dénomination évangélique du pays, est par exemple divisée entre plusieurs de ses leaders qui appuient Bolsonaro, et des fidèles enclins, quant à eux, à voter Lula. « *Une partie est contre cette intrusion de la politique dans leurs cultes, et vit très mal la présence du président avec leurs pasteurs* », assure Janaine Aires, professeure en communication de l'université fédérale du Rio Grande do Norte.

Enfin, un phénomène, dont certains pasteurs sont coutumiers, peut encore éclaircir le ciel de Lula, avance M. Figueredo : ils pourraient « *retourner leur veste, comme ils l'ont toujours fait* », notamment lorsqu'ils avaient soutenu Lula « *avant de s'allier sans hésitation à l'extrême droite. Si Lula reste favori, certains vont quitter le navire* ». La partie est donc loin d'être jouée. Le facteur religieux est entré de plain-pied dans la présidentielle brésilienne. ■

ANNE VIGNA

La Californie ne connaît pas de répit face aux extrêmes climatiques

Après la canicule et les incendies, la Côte ouest des Etats-Unis a failli être confrontée à un rare ouragan

SAN FRANCISCO - correspondante

Le nom du comté date de la ruée vers l'or: El Dorado. Le pays « doré ». Depuis le 6 septembre, ce comté des contreforts de la Sierra Nevada, en Californie du Nord, est surtout paré de rouge, celui des flammes, et du noir, des arbres calcinés. En quelques jours, l'incendie dit « Mosquito Fire » a plongé la région dans un désastre qui a conduit à l'évacuation de 11 000 habitants. Avec 17 000 hectares dévastés, il est déjà le deuxième feu le plus important de l'année en Californie. Le panache de fumée a été visible jusque dans la baie de San Francisco, à 200 kilomètres à l'ouest.

Une nouvelle fois, les réseaux sociaux ont montré les images terrifiantes des pyrocumuluses, les nuages créés par les incendies eux-mêmes, un champignon atmosphérique qui s'est élevé à 12 000 mètres dans le ciel le 8 septembre, lorsque le feu a enjambé l'American River. Une nouvelle fois, la compagnie électrique PG & E a admis que ses activités pourraient bien ne pas être étrangères au départ du feu. Un de ses pylônes de transmission a été interdit d'accès par les enquêteurs, afin de préserver des indices.

Dimanche, le Mosquito Fire continuait de déverser sur le lac Tahoe, joyau de la Sierra Nevada, à 1 850 mètres d'altitude, une fumée toxique qui a provoqué l'annulation de la 18^e édition de la

compétition cycliste du Tour de Tahoe, à laquelle 1 500 participants étaient inscrits.

Dans le sud de la Californie, en revanche, les pompiers qui luttent contre le Fairview Fire, un foyer qui a dévasté plus de 11 300 hectares et causé la mort de deux personnes, à 120 kilomètres au sud-est de Los Angeles, ont bénéficié samedi d'un répit dans les températures, après dix jours d'une canicule éprouvante. « La plus chaude et la plus longue » de l'histoire de l'Etat pour un mois de septembre, a décrit le gouverneur, Gavin Newsom.

Depuis le week-end férié du Labor Day, début septembre, nombre de records ont été battus, du fait de l'immobilisation d'un dôme de chaleur au-dessus du Golden State. A l'aéroport de Los Angeles, le thermomètre est monté le 9 septembre jusqu'à 38,8 °C, la mesure la plus haute depuis 1984. A Sacramento, la capitale de l'Etat, le record de 1925 a été battu le 5 septembre, avec 46,7 °C.

Toutes les villes de la vallée centrale ont connu, entre le 4 et le 9 septembre, des températures sans précédent pour un mois de septembre. En dix jours, des dizaines de personnes ont été hospitalisées dans la région de San Francisco.

Images « frappantes »

La Californie a pris l'habitude des événements climatiques extrêmes. Ce début septembre n'en restera pas moins dans les mémoires. Après canicule et incendies, l'Etat a été tout près de connaître un phénomène rarissime au bord de la côte ouest : un ouragan. Alors que la saison des tempêtes tropicales, qui s'ouvre traditionnellement début septembre, affecte surtout la région du golfe du Mexique et l'Atlantique, l'ouragan Kay a remonté la côte mexicaine de Basse-Californie et poursuivi vers les Etats-Unis, bien que la température

Les coupures d'électricité n'ont pas été nécessaires: les Californiens ont fait preuve d'un civisme loué par les autorités

de l'océan y soit beaucoup plus basse. Jamais depuis 1858, à San Diego, un ouragan n'a touché terre en Californie.

Le 9 septembre, le climatologue Daniel Swain a diffusé sur Twitter « l'une des images satellites de la Californie les plus frappantes » qu'il ait jamais observées. On y voit tous les phénomènes menaçant l'Etat simultanément : l'ouragan Kay s'approchant par le sud-est, plusieurs incendies dans le nord, et le monstrueux pyrocumululus engendré par le Mosquito Fire. Finalement, le pire a été évité. Rétrogradée en tempête tropicale, Kay s'est « contentée » de déverser des pluies diluviennes sur le sud de l'Etat, mais les inondations meurtrières et coulées de boue redoutées par les autorités ne se sont pas produites. « Il a fait tellement chaud qu'il arrive que la pluie s'évapore avant de toucher le sol », a avancé le National Weather Service de Los Angeles.

Alertes quotidiennes

Le pire a aussi été évité, de peu, en ce qui concerne la production d'électricité. Les coupures de courant semblaient inévitables : la canicule a augmenté la demande, alors que la production d'énergie solaire a baissé, la fumée des in-

cidies obscurcissant le ciel. Mais les black-out n'ont pas été nécessaires – les Californiens ont fait preuve d'un civisme loué par les autorités. Pendant dix jours, ils ont subi des alertes quotidiennes, appelées « flex alerts », lancées par le superviseur des réseaux électriques de Californie, ISO (Independent System Operator), pour les inciter à économiser l'énergie entre 16 heures et 21 heures en ne déclenchant leur climatiseur que si la température dépassait 25,5 °C dans la pièce et en éteignant les appareils électriques non essentiels.

Le 6 septembre alors que la consommation d'énergie était à son maximum (52 061 mégawatts), 27 millions de téléphones ont reçu à 17 h 45 une alerte spéciale : « Le courant risque d'être coupé, sauf si vous passez à l'action. » L'appel a été entendu. La consommation a baissé de 2 600 mégawatts en quarante-cinq minutes. « Sans les efforts de millions de Californiens pour éteindre une lampe ou réduire un thermostat la nuit ou éviter d'utiliser un gros appareil, nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui », s'est félicité M. Newsom.

Le gouverneur a promulgué le 9 septembre un ensemble de me-



sures destinées à protéger les habitants « des vagues de chaleur de plus en plus graves et fréquentes provoquées par le changement climatique ». Celles-ci prévoient la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce et des études d'impact des canicules sur les entreprises, les salariés, les personnes vulnérables et la santé périnatale. Dans les années 1990, la température dépassait 32 °C à Los Angeles en moyenne 56 jours par an. Les simulations montrent qu'en 2072 une telle température pourrait être enregistrée 87 jours chaque année. ■

CORINE LESNES



colissimo

Livrer en vélos-cargos, c'est délivrer les centres-villes.

Objectif : rendre les villes plus fluides et plus respirables, grâce à des livraisons plus respectueuses de l'environnement. Colissimo poursuit le déploiement de la livraison en mode doux dans les 22 métropoles françaises. Nous assurons des livraisons en vélos-cargos, dans les cœurs de villes de Bordeaux, Lyon, Montpellier, Paris, Rennes, Strasbourg et Toulouse. À horizon 2025, nous livrerons vos colis en mode doux ou en véhicules à faibles émissions, dans près de 50 zones urbaines. Idéal pour concilier la croissance durable du e-commerce, le plaisir des e-acheteurs et aider les e-commerçants à réduire l'impact environnemental de leur activité.

Colissimo, le choix d'une livraison plus responsable et réussie.



EcoLogic est un marquage qui identifie la démarche de réduction des émissions de CO₂ et de compensation carbone par Le Groupe La Poste. Retrouvez tous nos engagements sur laposte.fr/neutralitecarbone. La Poste – SA au capital de 5 620 325 816 € – 356 000 000 RCS Paris – Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia 75015 Paris – Crédit photo : Getty Images – 09/2022 – HAVASPARIS



MALI Abidjan dénonce une « prise d'otage » de ses soldats

La Côte d'Ivoire considère que les 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis deux mois sont des « otages », après que la junte au pouvoir à Bamako a conditionné leur libération à l'extradition de personnalités maliennes vivant à Abidjan, selon une source proche de la présidence qui estime que cela « ne restera pas sans conséquence ». Un sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest devrait évoquer le sujet à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'ouvre le 12 septembre. – (AFP)

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE Un puissant séisme fait au moins cinq morts

Un séisme de magnitude 7,6 survenu dimanche 11 septembre dans l'est de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a fait au moins cinq morts, plusieurs blessés graves et entraîné des dégâts sur des bâtiments. Selon la députée Kessy Sawang, « les dégâts sont considéra-

bles ». Un glissement de terrain, notamment, a enseveli des maisons et « scindé » en deux un village, a-t-elle précisé. Dans la ville voisine de Wau, trois mineurs sont morts après avoir été ensevelis sur le site minier de Koranga. – (AFP)

BOLIVIE Des incendies ont ravagé plus de 850 000 hectares

Les incendies provoqués dans les réserves forestières, les terres agricoles et les pâturages en Bolivie ont touché plus de 850 000 hectares du pays, soit près du triple de ce qui avait été signalé deux semaines auparavant, selon un rapport publié dimanche 11 septembre par le gouvernement. Selon le vice-ministre de la défense civile, Juan Carlos Calvimontes, le gouvernement œuvre pour que, sur l'année, la destruction des forêts et des pâturages ne dépasse pas 1,5 million d'hectares (contre 4,2 millions d'hectares en 2021). Les récents incendies ont eu lieu dans les départements de Santa Cruz (Est), Beni (Nord-Est), Tarija (Sud) et Chuquisaca (Sud-Est). – (AFP)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le 16 septembre s'achève la cinquième campagne de Parcoursup. Depuis sa création, en 2018, la plateforme s'est imposée dans les paysages scolaires et universitaires, mais nourrit toujours les critiques. Elle reste, pour les candidats et leurs parents, largement insaisissable, tout comme pour les professeurs de lycée, incrédules lorsque, entre deux élèves présentant le même profil scolaire, seul l'un a obtenu une place dans la formation convoitée.

L'ancienne ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a tenu bon pendant cinq ans, défendant bec et ongles sa réforme. Au printemps 2018, son cabinet avait produit en moins de six mois cette plate-forme sur laquelle quelque 640 000 lycéens et 200 000 étudiants en réorientation postent leurs candidatures.

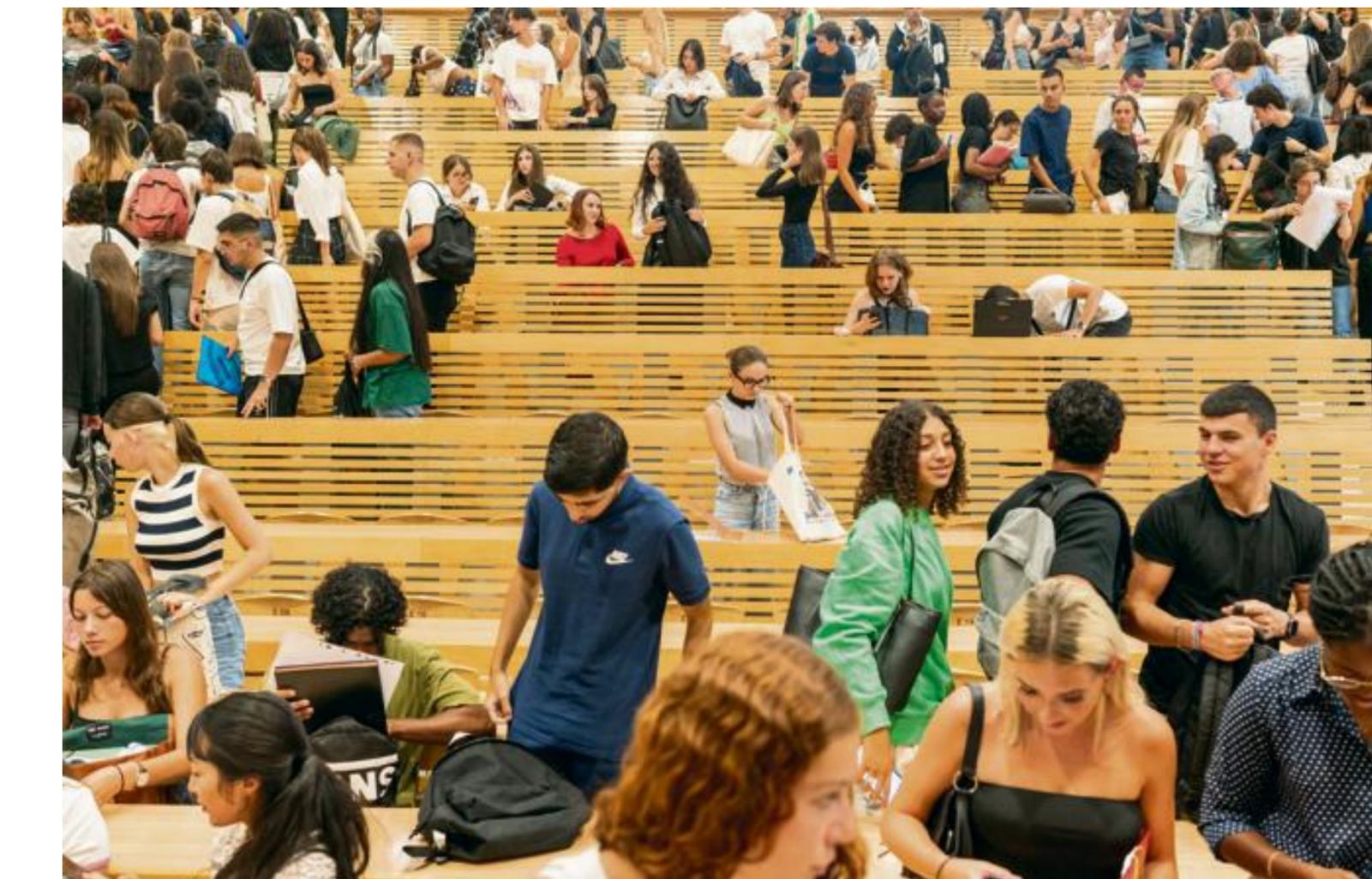
Lors de la campagne présidentielle du printemps 2022, Parcoursup a été brandi comme un épouvantail par l'ensemble des candidats de gauche, qui ont demandé sa suppression. Aucun n'a précisé par quoi la remplacer.

Dans les rangs du gouvernement, pour ce second mandat d'Emmanuel Macron, le ton change. «Parcoursup va rester mais Parcoursup est perfectible», scande désormais le nouveau ministre de l'éducation nationale. Pap Ndiaye promet des améliorations en 2023, «notamment sur des questions de transparence et d'orientation». L'engagement est le même de la part de sa collègue de l'enseignement supérieur, Sylvie Retailleau. Ce quinquennat sera-t-il celui des inflexions? Sur la table de travail, beaucoup de dossiers peuvent être ouverts.

Une sélection qui ne dit pas son nom La création de Parcoursup s'inscrit dans «une séquence politique particulière», rappelle Leïla Frouillou, maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre, spécialiste de la ségrégation à l'université. En 2017, la plateforme précédente, Admission post bac (APB), s'était trouvée plus saturée que jamais, avec 110 licences «en tension» – soit deux fois plus qu'en 2016 –, obligées de recourir au tirage au sort pour plus de 35 000 candidats afin de les départager. «Cette saturation a donné l'opportunité politique de basculer sur une plate-forme généralisant la sélection sur dossier scolaire», note la chercheuse.

A bas bruit, Parcoursup a instauré une sélection à l'entrée à l'université sans que jamais la ministre Frédérique Vidal assume le terme. A ses yeux, il n'est question que de favoriser la réussite d'étudiants ayant choisi leur voie dès le lycée. Les chiffres lui donneraient-ils raison? A la session 2020, la réussite en première année de licence a été plus élevée que les années précédentes, selon une note du service statistique du ministère de l'enseignement supérieur, publiée en novembre 2021: 53,5 % des bacheliers 2019 sont inscrits en deuxième année à la rentrée 2020, soit 8 points de plus que pour les bacheliers 2018. Des résultats liés en partie au «contexte de la crise sanitaire» et à la plus grande mansuétude des jurys, et dont la tendance reste à confirmer.

Le point aveugle de la satisfaction des vœux La plate-forme est devenue la grande affaire d'une génération qui sait qu'avoir le bac ne garantit pas un accès à l'enseignement supérieur. Cette réalité préexistait à Parcoursup mais est apparue plus flagrante. Lors de la première campagne, en 2018,



Des étudiants en droit de première année, dans un amphithéâtre de l'université Paris-Est-Créteil, le 1^{er} septembre. BENJAMIN GIRETTE POUR «LE MONDE»

Parcoursup, les maux durent

La « phase complémentaire », pour les candidats pas encore affectés, prend fin le 16 septembre. Opacité, stress... : depuis cinq ans, la plate-forme alimente les critiques. Des améliorations sont promises par le gouvernement

les réponses aux candidatures sont advenues entre le 22 mai et le 26 septembre, soit une période de quatre mois. A la mi-juillet, un tiers des candidats attendaient toujours une place ou une proposition plus conforme à leurs vœux. L'extrême lenteur de l'algorithme, totalement dépendant des désistements de candidats mieux placés, avait créé une immense déception.

Cinq ans plus tard, la phase d'admission a été resserrée sur trois mois, du 2 juin au 16 septembre, et à la mi-juillet, 10 % des néobacheliers et 20 % des étudiants en réorientation n'avaient reçu aucune proposition. Pour réduire encore les délais, cet été, Sylvie Retailleau a décidé de réintroduire, uniquement lors de la phase complémentaire, une hiérarchisation des vœux restés en attente.

Un peu plus rapide à rendre des réponses, Parcoursup ne permet pas de mesurer la satisfaction réelle des candidats au moment où ils acceptent une proposition, tous les vœux étant mis sur le même plan. Assumée au nom de la « lutte contre l'autocensure », l'absence de hiérarchisation des choix a rompu avec la pratique d'APB, qui était justement fondée sur ce principe.

Afin de combler en partie ce vide et fournir au grand public des éléments plus qualitatifs, le ministère commande depuis deux ans un sondage, réalisé par l'Institut

Ipsos auprès d'un panel d'un millier de néobacheliers. Publiée le 29 septembre 2021, la dernière étude révélait que 30 % des lycéens (21 % en 2020) ne sont pas satisfaits des réponses obtenues de la part des formations et 36 % (contre 26 % du délai avec lequel ils ont reçu ces propositions. Plus largement, 82 % jugeaient la plateforme « stressante » (contre 77 %) et 61 % estiment qu'elle n'est pas « juste » et ne traite pas tout le monde de la même manière.

Des candidats qui disparaissent Chaque année, une part importante de la cohorte s'évapore, en quittant officiellement la plateforme ou, tout simplement, en cessant d'être comptabilisée dans le tableau de bord ministériel, faute d'avoir reçu une proposition. « Il faudrait utiliser les bases de données du ministère pour travailler sur la catégorie des "Exit", connaître leur profil, savoir à quel moment ils quittent la plate-forme, quelles sont les propositions qui leur ont été éventuellement faites et qui n'ont pas été acceptées », avance la sociologue Leïla Frouillou.

Qu'est-ce qui pousse un candidat à quitter Parcoursup? « Les raisons sont extrêmement diverses, estime le chef de la plateforme, Jérôme Teillard, qui supervise l'outil au ministère de l'enseignement supérieur depuis 2018. Certains ont le projet de partir à l'étranger, d'autres en service civique ou en année de césure. Enfin, la situation de l'emploi est

telle, dans les filières en tension, que des bacheliers décident de se lancer directement sur le marché du travail. Parcoursup n'est pas hors de la société. » Dans son rapport annuel publié en février, le comité éthique et scientifique de Parcoursup s'interroge sur le profil des 109 000 candidats néobacheliers non admis à l'issue de la procédure 2021. Les chiffres « montrent qu'une moitié des candidats non admis restent actifs sur la plate-forme après le 17 août et n'avaient donc peut-être pas réellement d'autre projet » que leurs vœux sur Parcoursup, constate le comité.

Une éducation à l'orientation balbutiante A son actif, la plateforme peut se prévaloir d'incarner « une dynamique », celle du « bac - 3/bac +3 », qui consiste à adoucir le passage du lycée à l'enseignement supérieur, jusqu'ici « un impensé », affirme Jérôme Teillard. « Avec APB, il n'y avait tout simplement rien pour accompagner les candidats. La loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, qui a créé Parcoursup, a fait de cet accompagnement tout au long de la procédure une priorité, poursuit-il. Créer un pont entre l'enseignement scolaire et l'enseignement supérieur est un travail très fin, mobilisant tous les acteurs. »

A l'aide du moteur de recherche, un lycéen peut accéder aux fiches de présentation de près de 20 000 formations, sélectives, universitaires ou en apprentis-

sage. Il y a cinq ans, seuls figuraient « les attendus », c'est-à-dire les principales connaissances et compétences requises pour postuler dans chacune d'entre elles.

Une pièce manque pourtant au puzzle pour lisser la marche entre lycée et enseignement supérieur: l'accompagnement à l'orientation, décrit par les lycéens comme très variable d'un établissement à l'autre. Une hypocrisie de la réforme du lycée, qui, entrée en vigueur un an après Parcoursup, proclame l'existence de cinquante-quatre heures par an consacrées à l'orientation, alors que les lycées ne reçoivent en réalité aucune dotation horaire correspondante. Nombre de professeurs principaux en classe de terminale témoignent de leur incapacité à mesurer l'ensemble des paramètres en jeu lorsque leurs élèves participent à un recrutement devenu subitement national. Auparavant, l'algorithme d'APB donnait la priorité aux candidats résidant dans l'académie où se situait la formation placée en premier vœu.

Une opacité qui perdure Le Conseil constitutionnel, en avril 2020, a exigé davantage de transparence de la part des formations, à travers un affichage clair et informatif des attendus, mais aussi des critères d'examen des vœux, ainsi que la publication de rapports annuels sur les critères de sélection utilisés par les commissions d'examen des vœux.

« Un des axes de travail, grâce à l'écoute des usagers que nous conduisons, est de rapatrier au sein des fiches formation, sur la plateforme, une partie de ces données. Elles existent déjà en open data, mais ne sont pas forcément visibles et comprises en l'état par les candidats », reconnaît Jérôme Teillard. La transparence reste toute relative, car la majorité des formations opèrent, afin de faciliter le travail des commissions, un préclassement des dossiers sur des critères quantitatifs, « sans que les candidats le sachent toujours ni en connaissent précisément les barèmes », alerte le comité éthique et scientifique de Parcoursup dans son rapport. « Nous demandons aux formations d'assumer leurs choix en les rendant publics, argue Catherine Moisan, statisticienne et membre du comité. Les licences universitaires font aujourd'hui ce que les classes prépa aux grandes écoles ont fait depuis la nuit des temps en toute opacité et sans que personne leur demande rien. Désormais, il s'agit d'une préoccupation nationale. »

Des candidats plus anxieux Auprès des lycéens, prononcer le mot Parcoursup suffit à déclencher un flot de questions, à faire monter le stress. « Quels vœux d'orientation postbac correspondent à mon dossier scolaire depuis la seconde? », « Le choix de tel enseignement de spécialité en terminale est-il judicieux pour intégrer telle formation du supérieur? », « Ma mauvaise note à une évaluation du premier trimestre de première peut-elle invalider ma candidature? »

Le résultat de ce flou s'observe dans toutes les classes de terminale quand vient l'heure de valider les candidatures: « S'ils sont très angoissés par rapport à Parcoursup, c'est parce que les élèves ont le sentiment de ne pas contrôler la situation », analyse Emmanuelle Vignoli, maîtresse de con-

Fac de droit : une mixité en baisse à Créteil

Parcoursup est accusé d'« aggraver les écarts » entre les universités de Paris et de la périphérie

« S'ILS SONT TRÈS ANGOISSÉS, C'EST PARCE QUE LES ÉLÈVES ONT LE SENTIMENT DE NE PAS CONTRÔLER LA SITUATION »

EMMANUELLE VIGNOLI
maîtresse de conférences en psychologie de l'orientation

férences en psychologie de l'orientation au Conservatoire national des arts et métiers. Elle mène actuellement une enquête sur un panel de 1000 lycéens suivis depuis leur préparation à Parcoursup jusqu'à leurs premiers mois dans l'enseignement supérieur.

Les professeurs et les chefs d'établissement, mais aussi parfois les parents, tiennent auprès d'eux « un discours ambivalent en leur recommandant de ne pas être trop anxieux tout en précisant que s'ils se trompent dans leurs choix, la suite risque d'être dure », décrit la chercheuse. S'ajoute l'idée largement véhiculée qu'« un algorithme va prendre la décision et pas des êtres humains », ce qui implique que lorsque les résultats d'admission tombent au mois de juin, des jeunes sont parfois désemparés de se retrouver sur des listes d'attente de plusieurs milliers de noms. « A cette date, ils ne sont déjà plus vraiment dans le système scolaire et l'accompagnement peut commencer à faire défaut », note Emmanuelle Vignoli.

Un lycéen « autoentrepreneur »
Depuis 2018, le coût d'entrée dans les études s'avère plus élevé. La « fiche avenir », comportant CV et lettre de motivation, adossée au dossier scolaire, dont les notes doivent être les plus performantes possible, constitue le faire-valoir du candidat, qui doit se présenter comme conforme aux attentes de la filière convoitée. « Lorsque vous n'êtes pas sûr de pouvoir, de savoir, d'avoir les compétences pour réussir dans cette formation, un prétri s'effectue en amont », souligne Leïla Frouillou, citant notamment le cas de jeunes filles et d'élèves « dominés scolairement » qui s'autocensurent. En promouvant « l'autoentreprise de soi, poursuit la sociologue, Parcoursup a individualisé les parcours. Intuitivement, on a l'impression que l'individualisation est une dynamique qui va être favorable aux individus alors que ce n'est pas si clair que cela, l'asymétrie d'information et les choix multiples générant des inégalités ».

Les stratégies des lycéens et de leurs parents sont en train de se remodeler, observe Vincent Tiberj, professeur de sciences politiques à Sciences Po Bordeaux, dans un article publié dans La Vie des idées. « Avec Parcoursup, on pourrait voir émerger une nouvelle stratégie de « relocalisation », pressent-il. Pour mieux valoriser le dossier scolaire de leurs enfants, « certains parents pourraient choisir d'en faire un bon élève parmi des élèves supposés moins bons », délaissant des lycées réputés, à la notation plus sévère et à la composition sociale homogène. Parcoursup aurait alors un dernier effet surprise : recréer de la mixité scolaire, là où l'assouplissement de la carte scolaire avait abouti à une plus forte polarisation sociale entre établissements. ■

SOAZIG LE NÉVÉ

REPORTAGE

Dans l'amphithéâtre bondé, cinq silhouettes en toge descendent les marches. Le regard des étudiants se pose sur leurs épaules, recouvertes d'une étoffe rouge écarlate et d'une hermine, qui tranchent sur les robes noires. Ce 1^{er} septembre, c'est la rentrée solennelle des professeurs de « Paris-XII », comme le doyen de la faculté de droit, Laurent Gamet, se plaît à nommer encore l'université Paris-Est-Créteil (UPEC). Dans quelques minutes, le professeur, qui est aussi avocat, prononcera un discours intitulé « *Ad astra per aspera* », « Des voies ardues pour mener aux étoiles ». Les auditeurs, néobacheliers, ne constituent qu'une partie de la promotion de première année de licence, qui compte 1350 étudiants – la moitié sont des redoublants.

« A mon époque, nous étions souvent accueillis fraîchement à la fac de droit, commence Laurent Gamet. Le professeur nous disait de regarder nos deux voisins sur la droite et nos deux voisins sur la gauche, et de nous rendre compte qu'entre les cinq, il n'en resterait plus qu'un sur le banc l'année suivante. » Des regards inquiets se croisent dans les travées. « On ne sait pas qui vous êtes ni d'où vous venez, mais si vous remplissez les conditions qui vont suivre, vous serez avocats, juristes en entreprise ou notaires, et heureux de l'être », scande le doyen.

Le chemin sera ardu : en 2021, seuls 13 % des étudiants ont réussi leurs examens au premier tour. Lors des galops d'essai du mois d'octobre, la moyenne n'a pas dépassé 5 sur 20 et en fin d'année, 40 % des étudiants de première année ne se sont pas présentés aux épreuves. « Sachez qu'ici, on ne se satisfait pas de cet échec en première année, d'autant que le marché de l'emploi est à flux tendu et absorbe tous les juristes que l'on forme. Car nous allons en manquer en France ! », alerte Laurent Gamet.

« Apprendre à apprendre »

« Ça fait quand même peur de se dire que nous ne serons peut-être pas là en deuxième année, glisse Andie Soussan en sortant de l'amphithéâtre. Il va falloir que je trouve comment me démarquer. » Pour mettre toutes les chances de son côté, la jeune fille se promet de « ne jamais louper de cours » et de n'en suivre aucun à distance : « Je n'ai pas du tout envie de revivre cette situation, ça a été trop dur au lycée. »

Pour redresser le niveau, les professeurs ont ouvert au printemps une réflexion avec un panel d'étudiants aux profils variés, pour établir un diagnostic. Le manque de motivation face à la masse de travail et l'emprise exercée par les distractions sur les écrans de téléphone et d'ordinateur expliquent largement la déroute. En cette rentrée, pour les volontaires, du tutorat auprès d'étudiants en master sera proposé chaque samedi ma-

tin ainsi qu'un programme de remise à niveau en langue française. Un professeur de neurosciences de la faculté de médecine viendra expliquer la façon d'« apprendre à apprendre », en explorant le fonctionnement du cerveau humain et la meilleure façon de prendre des notes. « Quand on voit les cours qui circulent sur Internet, on comprend que ce soit n'importe quoi ensuite aux examens. Les professeurs ne reconnaissent absolument pas ce qu'ils ont enseigné », observe Laurent Gamet. Cette année, un étudiant de troisième année va filmer les séances et prendre lui-même des notes pendant les cours magistraux de première année. A charge pour les nouvelles recrues de comparer leur version à celle de leur aîné.

Monika Taras et Alexis Lagarde, 18 ans, sont satisfaits que le

doyen tienne « un discours de vérité ». « Si on ne travaille pas, on doit savoir qu'on ne réussira pas, il ne faut pas se faire d'illusion », résume Monika. « A la fac, il y a beaucoup plus d'enjeux qu'au lycée, car il s'agit de notre avenir. Je sais que je vais travailler plus que jamais », assure Alexis.

« Pas de mention très bien »

Il y a dix ans, le taux de réussite en première année de droit à l'UPEC oscillait entre 23 % et 27 %. « On est tombé brutalement à 17 % en 2018-2019 et même avec le Covid [et les examens à distance], les taux de réussite ont été très faibles », relate Frédéric Martin, professeur d'histoire du droit et responsable des première année. Parcoursup est à l'origine d'une « fuite des meilleurs candidats », soutient-il, depuis la décision,

EN 2021, SEULS 13 % DES ÉTUDIANTS DE LA FAC DE DROIT DE L'UPEC ONT RÉUSSI LEURS EXAMENS DU PREMIER COUP

en 2019, de laisser la possibilité aux néobacheliers des trois académies (Paris, Créteil et Versailles) de postuler dans n'importe quelle université de la région Ile-de-France, pour ne pas les assigner à résidence. « Les mêmes qui candidatent chez nous le font aussi dans les facs de Paris intra-muros, qui prennent les meilleurs. Parmi nos

étudiants, nous n'avions pas de mention très bien en 2021 et nous n'en avons qu'une ou deux cette année, déplore le professeur. Parallèlement, des candidats de Paris ou des Yvelines, qui font deux heures de trajet par jour pour étudier à Créteil, se retrouvent chez nous par défaut. On ne peut pas réussir dans ces conditions. »

La plate-forme, après cinq ans d'exercice, a occasionné « une aggravation des écarts » entre universités de la périphérie et du centre de Paris. « Dans les faits, Parcoursup a donc diminué la mixité, acte Frédéric Martin qui a livré ses réflexions à l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche. Si nos étudiants ne sont pas en mesure de comprendre les cours, la question de leur réussite ne se pose même plus. » ■

S. L. N.





On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Bouygues Telecom vous aide à faire réparer votre smartphone pour le faire durer plus longtemps.

Tous nos clients forfait Sensation bénéficient de **30 % de remise sur la réparation express de leur smartphone.**

Nos conseillers vous accueillent dans **nos 500 boutiques.**



solutions smartphone durable

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Réparation sous 1 à 5 jours ouvrés avec remise de 30 % valable deux fois par an jusqu'au 04/02/23 pour les clients Sensation (engagement 12 ou 24 mois) auprès de notre partenaire WeFix. Conditions sur bouyguetelecom.fr. Kit mains-libres recommandé.

« LES MÊMES QUI CANDIDATENT CHEZ NOUS LE FONT AUSSI DANS LES FAC DE PARIS INTRA-MUROS, QUI PRENNENT LES MEILLEURS »

FRÉDÉRIC MARTIN
professeur d'histoire du droit

L'exécutif veut éviter la « fracture énergétique »

L'Élysée et Matignon s'inquiètent des tensions sociales et du risque d'un « séparatisme » climatique

Le sujet est épineux à court terme. Le défi est socialement explosif dans le futur. Depuis plusieurs semaines, à l'ombre des vagues de chaleur, une partie des Français s'est mise à s'interroger sur ses comportements mais aussi à observer ceux des autres. Au printemps, le compte Instagram @laviondebernard a commencé à publier tous les trajets en jet privé du patron de LVMH, Bernard Arnault, troisième fortune du monde, en soulignant le dégagement de CO₂ de son appareil. Par exemple, le 3 septembre, Genève-Nice (1,5 tonne), puis Nice-Paris (3,5 tonnes).

Lundi 5 septembre, à une question sur les trajets en avion privé de son équipe, l'entraîneur du PSG, Christophe Galtier, a souri, levé les yeux, puis s'est pincé le nez devant sa star Kylian Mbappé : « On est en train de voir si l'on ne peut pas se déplacer en char à voile. » Du coup, BFM-TV a invité le patron de la Fédération française de char à voile pour avoir sa réaction et Greenpeace a offert cet engin de plage à l'entraîneur. « La vidéo du PSG montre quel chemin il nous reste à faire au niveau de la prise de conscience, estime Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition énergétique. Mais les réactions prouvent aussi la grande sensibilité des Français à cet enjeu. Il y a trois ans, ce genre de réponse n'aurait pas provoqué autant d'émotion. »

Le choix de l'incitation

Ces signes d'hypersensibilité face au risque de « séparatisme » climatique des catégories les plus aisées de la population arrivent à un moment délicat pour le gouvernement. Avec la crise énergétique, conséquence, entre autres, de la guerre en Ukraine, l'exécutif est contraint de jouer une nouvelle fois la carte de la solidarité nationale pour atteindre son objectif de sobriété – soit 10 % de réduction de consommation d'énergie d'ici à 2024 – et éviter les délestages cet hiver. « On doit tous se bouger ! », a lancé Emmanuel Macron, lundi 5 septembre, avant de demander à ses concitoyens de « mettre la climatisation et le chauffage un peu moins fort que d'habitude ». Devant le Medef, le 29 août, Elisabeth Borne a, de son côté, appelé les entreprises à prendre leur part.

Pour obtenir la « mobilisation » de tous, le gouvernement a choisi d'être dans l'incitation et de ne pas faire de différenciation entre

Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef, et Elisabeth Borne, première ministre, lors des journées d'été du patronat, à Paris, le 29 août.

BENJAMIN GIRETTE
POUR « LE MONDE »



les catégories sociales, même si, « évidemment, les Français en précarité énergétique ne sont pas ceux qui devront encore faire des efforts », a souligné la première ministre, le même jour. Tout au long de l'automne, les citoyens seront donc invités à réduire leur consommation avec des « écogestes ». Le ministère de la transition énergétique, chargé du plan sobriété, a aussi créé neuf groupes de travail (Etat, industrie, transport, logement, etc.) pour réfléchir avec les administrations et les entreprises à la façon de réduire leur consommation. M^{me} Borne ayant prévenu devant le Medef que les entreprises seraient les premières concernées en cas de coupure, tout le monde joue le jeu. Mais aucune réponse plus globale avec des contraintes n'est prévue pour le moment.

A la croisée des grands enjeux (géopolitique, pouvoir d'achat et transition écologique), le sujet est porteur de potentielles fractures et les mouvements de l'opinion sont surveillés de près par une majorité traumatisée par le mouvement des « gilets jaunes » : au mois de juillet, le gouvernement a commandé des sondages non publiés qui montrent qu'une grande majorité des personnes interro-

gées est consciente du réchauffement climatique, mais estime que les efforts doivent surtout concerner l'Etat et les entreprises. Au Royaume-Uni, une grève des factures, nommée « Don't Pay », a commencé à la fin de l'été. Vendredi, le secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel, a appelé les collectivités locales et les entreprises à ne pas payer en cas de très fortes augmentations des prix.

« Ce que je crains, c'est une sorte de radicalisation des uns et des autres. Plus on va pointer du doigt les comportements inadmissibles de certains, plus l'effort collectif va apparaître injuste et intolérable, un peu comme avec la fraude fiscale qui désespère ceux qui payent l'impôt », estime François Gemenne, politologue spécialiste des questions environnementales et proche de Yannick Jadot, le candidat écologiste pendant la dernière campagne présidentielle.

D'autres chercheurs pointent les inégalités de consommation d'énergie et de dégagement de CO₂. « Même s'il y a des variations fortes au sein d'une même classe sociale, on observe qu'en moyenne un plus haut niveau de revenu est associé à un plus haut niveau d'émissions, affirme Lucas

Chancel, codirecteur du Laboratoire sur les inégalités mondiales. Sur la base des reconstructions statistiques dont on dispose, on estime que les 50 % les plus modestes émettent autour de 5 à 6 tonnes par an et par personne, et les 10 % les plus aisés autour de 20 à 25 tonnes. »

« Ecologisme de progrès »

Pour le moment, Emmanuel Macron ne tranche pas. Sur les jets privés, il a recadré son ministre des transports, Clément Beaune, qui proposait plusieurs solutions pour les réguler et ainsi envoyer un signal à l'opinion. Le 5 septembre, le chef de l'Etat s'est prononcé pour une « contribution » des « opérateurs énergétiques » au niveau européen. Mais, en restant flou sur la répartition de l'effort dans les années à venir, il laisse la porte ouverte aux oppositions de gauche, qui martèlent l'idée d'une taxe sur les superprofits liés à la crise énergétique. « En situation d'ébriété de quelques-uns, c'est insupportable de demander des efforts à tous, notamment à ceux qui ont du mal à se chauffer, estime Julien Bayou, député de Paris et secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts. Comme disait Thomas Sankara [révolu-

tionnaire, ex-président du Burkina Faso assassiné en 1987], il faut choisir entre le champagne pour quelques-uns et l'eau potable pour tous. Et ça, on ne peut le faire qu'avec des contraintes sur ceux qui consomment le plus. »

Mais comment répartir l'effort ? Quels indicateurs ? Le dégagement de CO₂ par personne ? Les revenus ? Le lieu d'habitation ? Quel dispositif ? Un impôt progressif ? Un ISF vert ? A raison, le gouvernement rétorque que la décision dépend de la situation de chacun et que toute réponse systémique est quasiment impossible. « Sur la sobriété, les oppositions de gauche veulent créer une fracture entre les Français. Mais la réalité est plus complexe, analyse M^{me} Pannier-Runacher. Dans une grande ville, avec les transports en commun et un chauffage urbain biomasse, un ménage pourra être plus sobre qu'en zone rurale, où il faudra une voiture et un chauffage individuel. Et les Français savent que l'on ne demandera pas la même chose aux uns et aux autres. » Les chercheurs eux-mêmes affirment que la catégorisation n'est pas simple et que la réponse doit être multicritère.

Il reste que la crise énergétique et la transition écologique met-

« En situation d'ébriété de certains, c'est insupportable de demander des efforts à tous »

JULIEN BAYOU
secrétaire national d'EELV

tent le macronisme au pied du mur. Faut-il mettre les « premiers de cordée » plus à contribution et écorner la politique de l'offre ? Une première réponse devra être apportée avec l'adaptation du bouclier énergétique, le 31 décembre. A plus long terme, Bercy se dit très sensible aux enjeux climatiques, mais ne veut pas que l'attractivité en pâtisse. Une partie de l'aile gauche de la majorité désire « envoyer un message de redistribution », selon les mots de Cécile Rilhac, députée (Renaissance) du Val-d'Oise.

Proche d'Elisabeth Borne, l'eurodéputé Pascal Canfin réfléchit à un chemin de crête. « Comment conserver notre politique d'attractivité tout en ayant une politique climatique juste ? C'est la grande question que nous devons arriver à résoudre et qui permettrait d'embarquer toute la société, espère le président de la commission environnement du Parlement européen. Car c'est un sujet de tension politique. On ne peut pas prendre le risque d'un séparatisme climatique, où les riches s'exonèrent de tout effort. » Lui aimerait que l'exécutif définisse un plan vert plus global. Une façon de graver dans le marbre la doctrine Macron-Borne. Avec un objectif, arriver à porter dans l'opinion un « écologisme de progrès », à équidistance du coercitif et du laisser-aller : peu de contraintes, mais des solutions innovantes, par exemple avec des jets privés circulant à l'hydrogène.

« L'acceptabilité de la sobriété est un terrain très dangereux. Cela peut être vu comme une rupture avec le progrès, analyse Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique. Et il faut une grande puissance politique pour l'imposer, surtout dans un contexte où les populismes n'attendent que de récupérer la colère. » Ce défi politique devrait animer tout l'automne. Et sans doute les prochaines décennies. ■

MATTHIEU GOAR

Le gouvernement réfléchit à encadrer l'usage des jets privés

A Matignon, Elisabeth Borne veut un « plan global » qui marque les esprits, mais les ministères des transports et de l'écologie sont divisés

Il a suffi du fou rire de Kylian Mbappé sur les voyages en jet privé du PSG, le 5 septembre, pour que l'affaire prenne une tournure très sérieuse. Jusqu'alors, l'idée de Clément Beaune, ministre délégué chargé des transports, de réguler l'aviation d'affaires à des fins écologiques avait déclenché des sourires sous cape, y compris au sein de l'exécutif. Fin août, Emmanuel Macron avait lui-même demandé à ses ministres de ne pas « proposer tout et n'importe quoi », ni de céder aux « tentations de la démagogie ».

Le gouvernement avance sur une ligne de crête. Le 30 août, Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition énergétique, a affirmé sur France Inter que « c'est clairement un problème limité en termes d'impact climatique, et donc que les écologistes en fassent un combat montrent à quel point ils sont à côté de la plaque ». Les jets privés ne pèsent certes que 1,6 %

des émissions du trafic aérien en France, soit 400 000 tonnes de CO₂ sur près de 24 millions. Mais le passager d'un petit avion de luxe émet quatre fois plus de CO₂ qu'un passager de ligne classique.

Un « deux poids deux mesures » inflammable, alors que les deux têtes de l'exécutif ont demandé aux Français de régler leur chauffage à 19 degrés cet hiver. Le 6 septembre, M^{me} Pannier-Runacher changeait de tonalité, jugeant sur CNews que « la réaction de Christophe Galtier et de Kylian Mbappé montre à quel point ils sont très loin des enjeux de réchauffement climatique ». « Chacun doit prendre sa part », concluait la ministre.

En parallèle, le projet d'une régulation des jets fait son chemin. Tout début septembre, l'eurodéputé Renew Pascal Canfin a plaidé la cause du ministre des transports auprès d'Elisabeth Borne, à Matignon. « Il faut passer aux jets zéro émission d'ici à 2030 », a dé-

Clément Beaune voudrait rehausser la fiscalité sur l'aviation d'affaires dès 2023

fendu le président de la commission environnement du Parlement européen.

De son côté, Clément Beaune a transmis ses propositions à Matignon pour réguler « l'activité d'aviation d'affaires sous toutes ses formes » et « accélérer sa transition ». Selon ce projet, dont Le Monde a eu connaissance, il mise, lui aussi, sur l'objectif de décarbonation des jets grâce aux carburants durables, dans un esprit de « sobriété volontaire » qui s'ap-

puierait sur le groupe Dassault, leader des jets européen. Une idée qui trouve l'oreille attentive d'Elisabeth Borne, selon qui « on peut être riche et sobre ». Il souhaite aussi rendre obligatoire, pour les usagers, la déclaration publique des émissions de CO₂, et de leur trajectoire de diminution.

« Avantages injustifiés »

Pour aller plus loin, Clément Beaune verrait bien les règles européennes appliquées aux jets, afin que les aéroports de trafic d'affaires, comme ceux du Bourget, de Toulon-Hyères ou de Cannes, s'équipent de carburants « propres ». Le ministre suggère la « limitation » du trafic des jets en Europe et dans le ciel français pour les liaisons de moins de deux heures trente. Invité dimanche de l'émission « Questions Politiques » sur France Inter, il a précisé qu'il n'était pas question de « bannir » les jets ni de « sanction-

ner » leur usage, contrairement aux propositions d'Europe Ecologie-Les Verts.

Mais, plus délicat, Clément Beaune voudrait rehausser la fiscalité sur l'aviation d'affaires dès 2023. Objectif : mettre fin à une sorte de niche, qu'il qualifie de « régime favorable » doté d'« avantages injustifiés » par rapport à l'aviation commerciale classique. Pour les jets privés, il propose d'augmenter de près de 70 % la taxe carbone du carburant d'aviation, pour quelque 20 millions d'euros. Pour l'aviation d'affaires commerciale, l'exécutif étudie la possibilité d'augmenter la « taxe Chirac » sur les passagers – une taxe de solidarité sur le prix des billets –, ce qui représenterait jusqu'à 74 millions d'euros. « Tout est sur la table, y compris la fiscalité », confirme-t-on à Matignon. Les quelque 100 millions d'euros récoltés au total pourraient financer la transition écologique, plaide Clément

Beaune, en se coiffant d'une casquette de ministre de l'écologie.

Chez Christophe Béchu, ministre de la transition écologique, on tempore. « Ce sont des propositions parmi d'autres, qui feront partie du plan de planification écologique cet automne », évacue l'entourage ministériel. A Bercy, Bruno Le Maire entend résister aux simples « symboles ». « Les enjeux sont plus stratégiques que cela », réitérait le ministre de l'économie, le 6 septembre sur BFM-TV. Elisabeth Borne serait cependant « déterminée à prendre le taureau par les cornes avec des mesures symboliques », selon l'un de ses conseillers, mais dans le cadre d'un plan d'ensemble de sobriété qui constituera son marqueur politique. L'idée d'une régulation des jets slalome entre Clément Beaune le téméraire, Christophe Béchu le prudent et Elisabeth Borne la méthodique. ■

IVANNE TRIPPENBACH

La gauche se déchire sur l'« assistanat »

Les propos de Fabien Roussel durant la Fête de « L'Humanité » font polémique à la Nupes

À la Fête de L'Humanité, Fabien Roussel a réussi le double exploit de « faire le buzz » et de liquer contre lui tous les membres de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), y compris ceux issus de son propre camp. La sortie du secrétaire national du Parti communiste français (PCF) sur « la gauche du travail » face à « la gauche des allocations [et] des minima sociaux » aura alimenté la chronique tout le week-end, à Brétigny-sur-Orge (Essonne), et suscité un vent de réactions hostiles.

Samedi 10 septembre, Jean-Luc Mélenchon s'est démarqué du leader communiste, en renvoyant le statut d'assisté aux grandes entreprises qui ont touché « 140 milliards d'euros » durant la crise sanitaire. « L'assistanat, c'est eux », a-t-il lancé lors de son discours, rappelant sa volonté de « taxer les superprofits ». Quelques heures plus tard, Mathilde Panot décochait avec « fraternité » sa flèche contre Fabien Roussel. « Nous ne pouvons combattre ni les libéraux ni l'extrême droite en reprenant leurs mots », lançait la députée de La France insoumise (LFI), immédiatement ovationnée.

« Assistanat », que vient faire ce mot ancré à droite et à l'extrême droite dans la rentrée des communistes et de la gauche en général ? « Il y a le constat évident auquel tout le monde est confronté : le RN [Rassemblement national] s'implante chez les ouvriers, détaille l'historien du PCF, Roger Martelli. Cette catégorie a le sentiment d'être méprisée. C'est une population tentée par l'idée qu'on est dans une société d'assistance. » Un paradoxe en forme de drame pour un parti, qui, historiquement, était celui de la classe ouvrière. A gauche, deux députés parlent « assistanat » ; ils ont fait campagne contre le RN dans des circonscriptions du nord de la France, anciens bassins miniers : Fabien Roussel et François Ruffin. Toutefois, le second s'est désolidarisé du premier. « Opposer la France qui bosse à la France des allocs, ce ne sont pas mes mots », a réagi le député de la Somme sur Twitter.

L'« assistanat » devient le sésame pour accéder à la grille de lecture du monde des électeurs du Rassemblement national

Si la manière d'exprimer ce thème diffère sur le fond, leur analyse a de nombreux points communs. « De « parti des salariés », nous voilà, dans l'esprit commun, le « parti des assistés », écrit ainsi François Ruffin dans son dernier livre, *Je vous écris du front de la Somme* (Les Liens qui libèrent, 144 pages, 10 euros). L'« assistanat » devient le sésame pour accéder à la grille de lecture du monde des électeurs du RN. Le sociologue Olivier Schwartz a notamment théorisé cette nouvelle conscience sociale dite « triangulaire », dans son texte intitulé « Vivons-nous encore dans une société de classes ? » : pour les classes populaires, « le sentiment d'être non pas seulement soumis à une pression venant du haut, mais aussi à une pression venant du bas, venant de plus bas qu'eux ». Le nouveau monde ouvrier, plutôt que de se résumer à l'opposition entre riches et pauvres, inclurait désormais les plus pauvres que soi, les « assistés » et les « sac soc », perçus avec ressentiment par les travailleurs pauvres ne touchant pas d'aide de l'Etat.

Ségolène Royal déjà en 2007

Sauf que, contrairement à ce que laisse entendre Fabien Roussel, il n'y a pas de séparation claire entre le monde du travail et celui des aides sociales. « La réalité est plus poreuse, beaucoup plus hybride. La prime d'activité [complément versé aux revenus situés autour du smic], n'est-ce pas de l'aide d'Etat ? », interroge Nicolas Duvoix, professeur de sociologie spécialisé dans les inégalités sociales à Paris-VIII, qui rappelle



Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, à la Fête de « L'Huma », le 9 septembre. GUILLAUME HERBAUT POUR « LE MONDE »

aussi que, « chaque année, un tiers des allocataires du RSA sortent du système. Etablir une frontière morale au seuil des prestations sociales était une idée qui venait plutôt de Nicolas Sarkozy ou de Laurent Wauquiez ».

La gauche n'en est cependant pas à sa première incursion. Pendant la campagne présidentielle de 2007, Ségolène Royal avait lancé, depuis Limoges : « Je ne suis pas favorable à une société de l'assistanat. » « La gauche, ce n'est pas cela. La gauche, c'est la dignité du travail. La société que je vous propose, c'est une société du donnant-donnant », avait-elle déclaré dans son duel face à Nicolas Sarkozy.

Dix ans plus tard, la campagne de 2017 avait été marquée à gau-

che par la proposition de revenu universel du candidat Benoît Hamon. La présidentielle d'avril n'a, quant à elle, suscité que peu de remises en question de cette « valeur travail ». Pour le politologue Rémi Lefebvre, derrière ce débat réactivé, « il y a l'idée que la gauche dédaigne les catégories populaires. Le sous-texte, c'est la sociologie de l'électorat auquel on s'adresse. Autour de cette question-là se rejoue le débat de la « gauche barbecue », des mots que l'on utilise, et à qui l'on s'adresse ». Drager l'électorat populaire, voilà l'ambition.

Le député socialiste de l'Essonne Jérôme Guedj admet que la Nupes doit encore faire des efforts pour le « reconquérir »,

« mais pas en opposant les uns aux autres. Pour nous, le travail est intimement lié à la redistribution ». Pour Manuel Bompard, en utilisant le vocabulaire de la droite ou de l'extrême droite, Fabien Roussel fait le jeu de l'adversaire. « C'est une bataille idéologique, quand vous reprenez ses mots, vous renforcez son hégémonie », assure le député (LFI) des Bouches-du-Rhône. « Les gens préféreront toujours l'original à la copie », corrobore Roger Martelli.

En faisant l'éloge du travail, Fabien Roussel fait ressurgir une autre des divisions au cœur de l'alliance de la gauche. « La culture communiste, c'est d'être du côté des ouvriers qui souffrent, mais aussi de ceux que le travail éman-

cipe », poursuit l'historien du PCF. Cette vision libératrice du travail est aux antipodes de la pensée des écologistes. « La valeur travail doit être relativisée, rétorque, pour sa part, la conseillère municipale écologiste d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) Marine Tonnelier. Nous sommes pour travailler moins et mieux, afin de permettre aux citoyens de mieux s'occuper de leur famille, d'avoir des loisirs, d'être dans des associations, autant de rôles qui ont une utilité sociale. » A moins qu'avec cette sortie Fabien Roussel ne cherche simplement à continuer à marquer sa différence vis-à-vis de la Nupes. ■

JULIE CARRIAT
ET SANDRINE CASSINI

JUSTICE 1000 euros d'augmentation pour les juges judiciaires

Eric Dupond-Moretti a annoncé, lundi 12 septembre, que les salaires des juges judiciaires seraient augmentés en moyenne de 1000 euros brut par mois, une revalorisation selon lui « inédite » visant à aligner leur rémunération sur celle des magistrats administratifs. « Je veux que les magistrats de l'ordre judiciaire soient payés comme les magistrats de l'ordre administratif », a indiqué, sur BFM-TV, le ministre de la justice, qui doit détailler cette mesure lors du nouveau cycle de discussions des Etats généraux de la justice. — (AFP)

POLICE L'Association des hauts fonctionnaires de la police au secours de la réforme

Dans un communiqué rendu public lundi 12 septembre, l'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale estime que le projet de réorganisation de la police vise à « mettre fin au fonctionnement en tuyaux d'organes des grandes directions de la police nationale et à aller dans le sens d'un traitement de proximité des problématiques de sécurité ».

A l'extrême droite, Le Pen et Zemmour toujours face à face

Les deux leaders nationalistes ont fait leur rentrée politique ce week-end, l'une dans le Nord, l'autre dans le Sud

GRÉOUX-LES-BAINS (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE) ET HÉNIN-BEAUMONT (PAS-DE-CALAIS) - envoyés spéciaux

Mille kilomètres et un océan d'indifférence séparaient, dimanche 11 septembre, Marine Le Pen d'Eric Zemmour pour leurs discours de rentrée politique. En apparence seulement, puisque les deux leaders d'extrême droite avaient choisi de se faire face à l'agenda. « Bon vent », a cinglé la première, interrogée au sujet du polémiste depuis son fief d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), où elle s'exprimait devant sa permanence parlementaire.

Lui n'a pas dit un mot de sa rivale, lors d'un discours d'une heure, où il a ressassé ses thèmes fétiches et tenté quelques ouvertures sur l'école ou sur l'énergie. Il a surtout voulu convaincre ses plus fidèles partisans qu'il ne déposait pas les armes, et les préparer à des années de « bataille culturelle ».

M^{me} Le Pen peut, elle, envisager pour la première fois des combats législatifs. Sur sa terre d'adoption, elle est en terrain favorable pour dérouler le thème qui l'a portée

au second tour de l'élection présidentielle. Le pouvoir d'achat des Français subit « l'explosion des prix de l'énergie, de l'électricité, des carburants », dont elle tient pour responsable des « erreurs politiques » ayant conduit à « l'effondrement de notre système de production énergétique ».

Il faut s'inquiéter, prévient-elle, des « ministres qui se succèdent à la télévision pour nous habituer à certains mots : tickets de rationnement, marché noir, ruptures d'approvisionnement, prix prohibitifs, pénurie... » M^{me} Le Pen y voit « une campagne d'intoxication pour nous préparer à des perspectives sombres ». La leader nationaliste enchaîne sur une tirade vilipendant « l'arrogance d'un monde politique à l'agonie » et une « caste détestée ». Qu'elle rejoindra d'une certaine manière, le 17 septembre, puisque le Rassemblement national (RN) organisera à son tour des journées parlementaires, fort de ses quatre-vingt-neuf députés élus avant l'été.

Mille kilomètres au sud, à Gréoux-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence), les fidèles d'Eric Zemmour refusent de pleurer les défaites du printemps. Après

deux jours de formation à destination des jeunes de Génération Z et des aspirants cadres, les militants revivent les grandes heures de la campagne passée : entrée d'Eric Zemmour sur fond de musique de péplum, drapeaux bleu-blanc-rouge par milliers, « Ben voyons ! » vengeurs quand le chef tance Emmanuel Macron et son « insouciance ».

Les discussions entre militants portent sur le rôle à jouer pour Marion Maréchal, les quelques erreurs de la campagne — « il n'aurait pas dû insister sur les pré-noms catholiques », avance Christian (qui n'a pas souhaité donner son nom), de Marseille, ancien policier — ou le rôle de Pétain du-

Le chef de Reconquête ! a surtout voulu convaincre ses plus fidèles partisans qu'il ne déposait pas les armes

rant la seconde guerre mondiale : « Si la France a très peu souffert ces années-là, c'est grâce à lui. On sait que des juifs sont morts à ce moment-là... mais on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs », explique docement un jeune militant à un couple de sexagénaires conquis.

« Grand déclassement »

On se « réarme idéologiquement » en achetant les livres de Renaud Camus, à l'origine de l'expression « grand remplacement », ou de Philippe de Villiers, on s'abonne à la revue bimestrielle *Éléments* de la nouvelle droite, on s'inscrit aux futures conférences de l'institut Iliade, de l'ex-théoricien du Front national Jean-Yves Le Gallou. De quoi se préparer à la « bataille culturelle » qu'appelle de ses vœux Eric Zemmour. En l'absence d'élections avant un an et demi et alors que le RN, fort de son groupe parlementaire, devrait monopoliser la parole à l'extrême droite de l'échiquier, Reconquête ! est contraint de se focaliser sur la lutte contre « un air du temps (...) forgé par l'extrême gauche ».

A la tribune, comme un écho au discours tenu plus tôt par Marine

Le Pen, M. Zemmour fustige la même incurie présumée des « élites qui dirigent la France depuis quarante ans ». Joue sur la même corde sensible du nucléaire abandonné et de la grande peur d'un hiver sans chauffage. Le « grand déclassement » après le « grand remplacement », professe-t-il devant une foule assommée par le soleil, sans doute inférieure de moitié aux 7000 personnes revendiquées.

Ces deux catastrophes en précédent une troisième, prévient-il : « le grand endoctrinement » qui menacerait l'école française. Il compte porter le combat sur ce thème à l'automne, avec une conférence en Alsace, une campagne baptisée « Protégeons nos enfants ! » et la constitution d'un réseau de « parents vigilants ». Au palmarès des personnages honnis des adhérents de Reconquête !, le nouveau ministre de l'éducation, Pap Ndiaye, a rejoint Emmanuel Macron, Sandrine Rousseau et les éoliennes. Principale nouveauté d'un discours dans lequel les questions économiques n'ont pas encore trouvé de place. ■

CLÉMENT GUILLOU
ET FLORENCE TRAUILLÉ

Le cancer du poumon mieux compris

Une étude décrit le mode d'action de la pollution dans cette maladie qui touche aussi les non-fumeurs

La pollution de l'air liée aux particules fines provoque plus de 250 000 morts par cancer du poumon chaque année dans le monde. Et ce, même chez des personnes qui n'ont jamais fumé. Le constat était fait, mais l'explication causale manquait.

Par quels mécanismes ces particules fines agissent-elles ? La réponse a été dévoilée samedi 10 septembre, lors du congrès annuel de la Société européenne d'oncologie médicale, l'ESMO, qui se tenait à Paris. « Cette étude met en évidence un modèle original de développement du cancer », commente Suzette Delaloge, oncologue médicale, directrice du programme de prévention personnalisée des cancers à l'institut Gustave-Roussy, à Villejuif, qui n'a pas participé à ce travail.

Dans le modèle classique, un toxique (comme la fumée de tabac) déclenche des mutations qui, en s'accumulant, suffisent à déclencher un cancer. Mais ce n'est pas le cas pour les sujets observés dans cette étude : « Il faut une étape supplémentaire, qui est une inflammation. » Les particules fines créent ce processus inflammatoire, qui déclenche la transformation tumorale de certaines cellules des voies respiratoires

seulement, celles qui portent des mutations à risque.

Présentes dans les gaz d'échappement des véhicules motorisés et dans les fumées issues de la combustion de carburants fossiles, les particules fines sont invisibles à l'œil nu. Leur diamètre est inférieur ou égal à 2,5 micromètres – d'où leur nom de « PM2,5 » –, soit vingt à trente fois moins que le diamètre d'un cheveu. « Du fait de cette petite taille, elles pénètrent très loin dans les voies aériennes, en particulier dans les poumons », explique Suzette Delaloge. Ces PM2,5 sont responsables d'environ 14 % de l'ensemble des morts par cancer du poumon. Le tabac, pour sa part, provoque à lui seul environ 63 % de ces morts.

Combinaison d'approches

En 2009, une étude américaine estimait que 10 % à 15 % des cancers du poumon survenaient chez des non-fumeurs, mais « cette proportion est en augmentation », a tenu à préciser le professeur Charles Swanton, de l'Institut Francis Crick et du Collège universitaire de Londres (Royal College), lors d'une conférence de presse à l'ESMO. L'étude que ce chercheur renommé a conduite tire sa force d'une combinaison d'approches et de techniques, qui vont de l'épidémiologie à la biologie cellulaire et moléculaire, en passant par des modèles animaux et humains.

L'épidémiologie, d'abord, confirme l'association entre l'augmentation des concentrations de PM2,5 et le risque de développement de différents cancers. Les auteurs ont analysé les données de 463 679 personnes résidant en Angleterre, en Corée du Sud et à Taïwan. En croisant les données individuelles d'exposition aux PM2,5 – selon le lieu d'habitation – et les données individuelles de santé, ils trouvent que le risque de cancer du poumon augmente de 16 % pour chaque hausse de 1 microgramme par mètre cube d'air du taux de PM2,5. Par ailleurs, l'ensemble des voies aérodigestives est concerné. Le ris-



que augmente en effet de 15 % pour les cancers des lèvres, de la cavité buccale et du pharynx, de 26 % pour le cancer du larynx, de 30 % pour le cancer de l'intestin grêle et de 23 % pour le cancer de l'anus. Plus surprenant, car sans rapport avec les voies aérodigestives, il est accru de 19 % pour le glioblastome multiforme, un cancer du système nerveux central.

Les auteurs se sont focalisés sur les mécanismes d'apparition des cancers du poumon du non-fumeur. Première observation : dans de petits échantillons de tissus pulmonaires sains (issus d'autopsies de personnes mortes d'une autre cause que le cancer du poumon), les auteurs ont trouvé des mutations de certains gènes connus pour jouer un rôle important dans le développement tumoral. Ainsi, des mutations du gène EGFR étaient présentes dans 18 % des échantillons de tissus normaux ; et des mutations du gène KRAS, dans 33 % de ces échantillons.

Toutefois, ces mutations ne suffisent pas à déclencher un cancer du poumon, montrent les chercheurs. « Deux étapes sont nécessaires », insiste Charles Swanton. La première est l'émergence de ces mutations, la seconde est l'exposition aux particules fines. L'origine des mutations reste à préciser, mais une certitude existe : « Leur nombre augmente avec l'âge », relève le chercheur britannique.

Afflux de « macrophages »

Pour retracer l'étape suivante, les chercheurs ont exposé à des particules fines des souris porteuses de mutations des gènes EGFR ou KRAS dans leurs cellules normales. Résultat, des cancers du poumon sont rapidement apparus chez ces souris – mais pas chez celles qui ne portaient pas ces mutations. Par ailleurs, ils ont exposé une dizaine de volontaires humains à de fortes doses de PM2,5 (de l'ordre de 250 microgrammes par mètre cube) pen-

dant deux heures. Le lendemain, ces individus ont été soumis à un brosseage bronchique (qui consiste à frotter la muqueuse des bronches avec une mini-brosse stérile insérée dans un bronchoscope) pour récupérer des cellules tapissant les alvéoles pulmonaires. Les cellules ainsi récoltées ont été comparées à celles recueillies avant l'exposition.

Résultat : chez les souris comme chez les humains, les PM2,5 ont déclenché un afflux de cellules inflammatoires nommées « macrophages » dans le tissu pulmonaire. Ces macrophages ont sécrété une quantité massive d'interleukine-1 bêta, une molécule favorisant l'inflammation. Les chercheurs ont également observé, chez ces souris, une apparition de cellules souches, capables de transformation et de prolifération.

Une dernière expérience a confirmé le rôle-clé de l'interleukine-1 bêta. Chez la souris, les

« Le premier message est qu'il nous faut réduire notre exposition aux particules fines, donc nos émissions polluantes »

SUZETTE DELALOGUE
oncologue médicale

chercheurs ont bloqué l'action de cette molécule à l'aide d'un anticorps monoclonal, le canakinumab, qui cible spécifiquement l'interleukine-1 bêta (c'est un médicament indiqué pour certaines arthrites). Ils ont ainsi empêché le développement d'un cancer du poumon.

L'étude ne permet pas de fixer un seuil de PM2,5 à partir duquel ces particules fines risquent de déclencher un cancer. « Mais nous estimons qu'une exposition de trois ans pourrait suffire », avance Charles Swanton. Cette découverte ouvre, selon les auteurs, la perspective de nouvelles approches de prévention ou de traitement du cancer du poumon. Pourrait-on, si l'on parvenait à identifier les personnes porteuses des mutations à risque dans leurs tissus pulmonaires sains, cibler cette inflammation par une intervention médicamenteuse ? Pas question d'administrer largement un médicament comme le canakinumab, qui n'est « pas anodin du tout », relève Suzette Delaloge. « Le premier message est qu'il nous faut réduire notre exposition aux particules fines, donc nos émissions polluantes », insiste-t-elle.

En 2020, 96 % des citoyens européens ont été exposés à des concentrations de particules fines supérieures à la valeur moyenne annuelle de 5 microgrammes par mètre cube préconisée par l'OMS, avertissait l'Agence européenne pour l'environnement en avril. L'OMS fixe le seuil de PM2,5 à ne pas dépasser à 5 microgrammes par mètre cube en valeur moyenne annuelle, et à 15 microgrammes par mètre cube en valeur moyenne sur vingt-quatre heures.

« En France, la population est exposée à des niveaux compris entre 10 et 15 microgrammes par mètre cube de PM2,5 en moyenne annuelle », affirme Suzette Delaloge. Dans le monde, les niveaux d'exposition varient énormément. « Ils atteignent des sommets dans certaines régions d'Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. Dans certaines zones industrielles de Chine ou d'Inde, par exemple, ils culminent à 150 microgrammes par mètre cube. » ■

FLORENCE ROSIER

LES CHIFFRES

1,8 MILLION

de personnes meurent d'un cancer du poumon chaque année dans le monde – dont plus de 33 000 en France.

250 000

de ces morts sont dues à la pollution de l'air par les particules fines.

DE 10 % À 15 %

au moins des cancers du poumon surviennent chez des non-fumeurs.

A Nantes, sécheresse et grandes marées menacent l'eau du robinet

La remontée d'eau salée et le faible débit de la Loire risquent de perturber l'alimentation de la métropole de Loire-Atlantique

L'usine de pompage de Mauves-sur-Loire, en Loire-Atlantique, est en alerte depuis plusieurs jours. C'est elle qui alimente en eau potable 85 % des 656 000 habitants de la métropole nantaise mais aussi ceux du nord-ouest du département. En plus de la sécheresse qui a réduit de manière spectaculaire le débit de la Loire cet été, la station de pompage est confrontée à un autre phénomène naturel qui complique sérieusement le travail des agents chargés de la qualité de l'eau potable.

Les grandes marées des dimanche 11 et lundi 12 septembre, avec des coefficients qui atteignent 105, ont pour effet de repousser l'eau de mer loin dans l'estuaire du fleuve, accroissant sa turbidité et la difficulté à la traiter pour la

rendre consommable. Pas de panique cependant, comme l'explique Robin Salecroix, vice-président (PCF) de Nantes Métropole chargé de l'eau et de l'assainissement : « On n'est pas à la veille d'une rupture de l'alimentation en eau potable, mais nous sommes dans un contexte très particulier. »

« Bouchon vaseux »

En poussant l'eau salée loin dans le lit du fleuve, dont le débit est encore très faible, les grandes marées font remonter un bouchon vaseux vers le lieu de pompage. « C'est un phénomène naturel des estuaires marnants [espaces recouverts et découverts par la marée], explique sur son site Internet le groupement d'intérêt public Loire Estuaire, qui regroupe les services de l'Etat et les collectivités bordant le fleuve

jusqu'à son embouchure, à Saint-Nazaire. Issues de l'érosion des sols du bassin versant, les particules de vase apportées par le fleuve se regroupent entre elles en présence d'eau salée. Sous l'action des courants de marée ou de crue, ces sédiments sont mis en suspension dans la colonne d'eau et constituent alors le bouchon vaseux. »

Les récentes pluies et les derniers lâchers d'eau en amont, dans l'Allier notamment, ont permis d'améliorer le débit du fleuve – entre 115 et 120 mètres cubes par seconde actuellement, il était passé sous la barre des 100 mètres cubes par seconde à la mi-août –, mais il reste trop faible pour contrer efficacement la remontée de ce bouchon vaseux qui s'étire sur une soixantaine de kilomètres. « Nos servi-

ces sont sur le pont pour préserver la ressource, reprend Robin Salecroix. La situation est tendue et nous réitérons nos conseils pour que chacun économise l'eau. Nous avons rempli les stockages au maximum et l'on a des prises d'eau de secours, au cas où. On analyse de très près la situation. »

Si la fin des grandes marées est prévue le 16 septembre, le problème reste néanmoins entier avec la répétition des épisodes de sécheresse. « On a déjà connu ça en 2019, confirme l'élu nantais. Ça nous a permis de nous poser les bonnes questions. Nous allons doubler les investissements de la métropole pour améliorer la gestion et la distribution d'eau potable sur le territoire et anticiper les évolutions. »

La maire (PS) de Nantes, Johanna Rolland, a annoncé, le

6 septembre, que la collectivité allait investir « 460 millions d'euros sur la politique du petit et grand cycle de l'eau, dont plus de 170 millions d'euros, afin d'assurer la bonne gestion et distribution de l'eau potable sur le territoire » contre 200 millions d'euros lors du précédent mandat. « Nantes veille également à réduire sa consommation d'eau. Durant l'été, elle a, par exemple, arrêté le lavage des chaussées à grandes eaux et installé de nouvelles solutions pour stocker et réutiliser les eaux de pluie sur certains de ses centres techniques. »

Récupérateurs d'eau de pluie

La métropole a déjà investi 89,5 millions d'euros dans la rénovation du site de production d'eau potable de Mauves-sur-

Loire, capable de produire 43 millions de mètres cubes par an.

Si l'usine en revend une partie aux communes du littoral lorsque le niveau de la Loire le lui permet, les réserves de la métropole nantaise sont très limitées. Elle ne dispose que de vingt-quatre heures d'eau potable d'avance, stockée dans ses châteaux d'eau et le grand réservoir de la Contrie (20 000 mètres cubes).

Les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, la collectivité a décidé de verser, dès janvier 2023, une aide de 50 euros aux particuliers qui feront l'achat de récupérateurs d'eau de pluie. La métropole a également prévu de faire don de mousses (embouts) de robinet économes en eau à l'ensemble des foyers nantais. ■

YVES TRÉCA-DURAND

Bus, trams, trains... en panne de conducteurs

Le manque de personnel désorganise les transports publics. Et la crise des vocations va aggraver la situation

Tendu». Le mot revient sans cesse. En cette rentrée, la bonne organisation des transports publics se heurte à une réalité : il manque partout des chauffeurs de bus, de car, de tramway et de train. Les entreprises – SNCF et sa filiale Keolis, RATP, Transdev et les milliers de petites sociétés d'autocars – jonglent avec les horaires, les vacances et les emplois du temps de leurs salariés, d'intérimaires et parfois de retraités, pour maintenir le service, mais ça ne suffit pas toujours.

C'est maintenant en dehors des transports scolaires que l'inquiétude monte. Le problème est national. Dans la métropole bordelaise, par exemple, lors de la dernière réunion du comité social et économique de Keolis Bordeaux Métropole (KBM, filiale de la SNCF), le 7 septembre, « la direction a demandé à des agents de maîtrise de reprendre le volant, sur la base du volontariat », constate Mathieu Obry, représentant CGT et conducteur depuis vingt et un ans. Pour lui, il manque cinquante chauffeurs, pour la direction une trentaine, mais les deux parties reconnaissent le problème. « Le recrutement de conducteurs pour les réseaux urbains est difficile, et ce depuis plusieurs mois », note Pierrick Poirier, directeur de KBM. Ce sous-effectif chronique a d'ailleurs entraîné des mouvements de grève locaux très suivis un peu partout en France : à Pau, Brive-la-Gaillarde (Corrèze), Clermont-Ferrand, Caen, Dijon...

En Ile-de-France, avec 9,4 millions de déplacements quotidiens, la vigilance est au maximum. « En grande couronne parisienne, nous avions l'habitude de manquer de conducteurs de bus, car ils partaient tous à la RATP, explique François Durovray, président (LR) du département de l'Essonne et membre du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités (IDFM), l'autorité organisatrice des transports. Mais, cette année, le phénomène est plus grave : ils quittent un métier qui manque d'attractivité. » Autre nouveauté soulignée par l'élu : « On voit des tensions sur le personnel apparaître à la SNCF, ce qui n'avait jamais été le cas jusqu'à maintenant. Les conditions et les pratiques sociales de cette entre-



prise lui ont toujours permis d'avoir une réserve de conducteurs. Or, là, ils n'ont plus de marge. »

Les effets sur la qualité de service commencent à s'en ressentir. Dans l'Essonne, M. Durovray reçoit des plaintes d'usagers de bus quotidiennement « mais chaque jour à propos d'une ligne différente. Comme si Keolis ou Transdev faisaient tourner les bus supprimés pour que ce ne soit pas toujours les mêmes personnes qui en subissent les conséquences ».

Pour Jacques Baudrier, adjoint communiste à la Mairie de Paris et lui aussi administrateur d'IDFM, « dans la région, il manque maintenant 1 500 chauffeurs de bus, 9 % de l'effectif, contre 500

il y a six mois, et l'offre qui n'est pas satisfaite est de l'ordre de 9 % [entre 5 % et 25 % selon les centres bus], contrairement aux 3 % annoncés ». Les démissions ou abandons de poste se multiplient, selon lui, ce que dément la RATP. Mais elle a tout de même dû verser 50 millions d'euros de pénalités à la région, au premier semestre, et même 9 millions de surpénalités pour non-conformité du service rendu.

Pénalités

Côté trains, les passagers des lignes C et D du RER trinquent aussi : la SNCF y a supprimé douze et dix-neuf trains, soit 4 % des trajets, aux heures les plus creuses.

Seulement 1 % du trafic passager, précise-t-elle. « Certes, mais en bout de ligne, à Dourdan, Etampes ou Malesherbes, les voyageurs perdent une demi-heure ou une heure, s'inquiète M. Durovray. Ils sont peut-être peu nombreux, mais cela peut avoir des conséquences graves pour eux. »

La région parisienne – qui réclame aussi des pénalités à la SNCF – n'est pas la seule touchée. En Auvergne-Rhône-Alpes, entre quarante et cinquante trains ont été supprimés cet été, selon SUD-Rail, faute de conducteurs, mais aussi d'aiguilleurs (il en manquerait 800 en France). Côté TGV, la tension existe aussi, surtout du vendredi au lundi : « On demande

A la RATP, on abaisse l'âge de recrutement à 18 ans, à la SNCF, on mobilise des influenceuses

à des conducteurs sur le point de partir à la retraite de rester plus longtemps, avec une prime de 1 000 euros par mois, et on rappelle des retraités », explique Frédéric Meyer, secrétaire fédéral ferroviaire traction de l'UNSA.

Enfin, côté fret, il constate que la direction reporte ou refuse des

contrats avec des transporteurs. Un comble alors que l'objectif national est de faire passer la part du ferroviaire dans le transport de 9 % à 18 % d'ici à 2030.

Le problème n'est pas près de se résoudre. S'il manque 1 % des conducteurs au niveau national (environ 150) selon SNCF Voyageurs – le double selon les syndicats –, les besoins se creusent. La SNCF a lancé un plan de recrutement de 1 200 conducteurs d'ici à la fin de l'année. Pour l'instant, elle en a trouvé 450.

Primes pour attirer les candidats

Côté RATP, 1 500 recrutements de conducteurs ont été lancés, et 700 embauches ont été déjà réalisées. Tout est déployé pour attirer les candidats : primes de cooptation allant jusqu'à 300 euros à la RATP, 600 euros à la SNCF pour les salariés qui présentent un bon candidat, décentralisation des recrutements à partir des centres de bus pour jouer la carte de la proximité résidentielle à la RATP, abaissement de l'âge de recrutement pour conduire un bus à 18 ans au lieu de 21 ans, financement de l'intégralité de la formation au permis D, bus itinérant avec simulateur de conduite pour faire découvrir le métier chez Transdev... A la SNCF, on cherche à attirer plus de jeunes femmes, en mobilisant des influenceuses, comme Ginger Chloé, sur les réseaux sociaux...

A la RATP comme à la SNCF, les directions répètent que le problème est général, pas du tout lié au changement de statut des cheminots ou de la RATP. La preuve : les tensions sont communes à toutes les entreprises, privées ou publiques, et touchent beaucoup d'autres professions depuis l'épidémie de Covid-19. Une grave erreur d'analyse, pour Jacques Baudrier, dont l'avis rejoint celui des syndicats. Entre la fin du statut de cheminot ou de la garantie d'emploi à la RATP et l'ouverture à la concurrence, qui ne peut que peser sur les salaires et les conditions de travail des conducteurs de bus, « on assiste à un effondrement du système de transport public parisien, c'est gravissime », affirme-t-il. Le sujet sera sur la table du conseil d'administration extraordinaire d'IDFM, mardi.

SOPHIE FAY
ET CLAIRE MAYER
(BORDEAUX, CORRESPONDANTE)

La voiture électrique commence à séduire les Etats-Unis

La Californie a adopté une réglementation qui impose aux véhicules vendus à partir de 2035 d'être tout-électriques ou hybrides rechargeables

L'automobile américaine s'est trouvée une nouvelle frontière. De la patrie des gas guzzlers, ces grosses voitures au moteur gavé d'hydrocarbures, proviennent des signaux convergents, révélateurs d'une électrification accélérée du marché. Outre-Atlantique, la part de véhicules électriques dans les immatriculations atteint 5,6 %. C'est à peu près la moitié de la pénétration de ces modèles en Europe, mais les ventes ont triplé ces deux dernières années et les perspectives brossées par les constructeurs comme par les pouvoirs publics laissent clairement entrevoir la fin du règne du moteur thermique.

Fin août, la Californie, le plus gros marché automobile du pays, a adopté une réglementation qui impose aux véhicules vendus à partir de 2035 d'être tout-électriques ou hybrides rechargeables. Dès 2026, ce pourcentage devra atteindre 35 %. A l'avant-garde des normes environnementales,

la Californie pourrait être imitée par dix-sept Etats dont trois (New York, Washington et Massachusetts) envisagent de reprendre à leur compte l'objectif de 2035.

Simultanément, l'Etat fédéral – qui a fixé l'objectif de parvenir en 2030 à une parité des ventes entre modèles à moteur thermique et véhicules électrifiés – a promulgué un plan d'investissement de 370 milliards de dollars (367 milliards d'euros) destinée à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Y figure un crédit d'impôt, allant jusqu'à 7 500 dollars, conçu pour encourager l'acquisition de véhicules électrifiés, y compris sur le marché de l'occasion.

Pourront exclusivement en bénéficier les modèles assemblés aux Etats-Unis, au Canada ou au Mexique, à condition d'être équipés d'une batterie dont l'essentiel des composants (la totalité, à l'horizon 2029) devra provenir des Etats-Unis ou d'un pays avec lequel a été conclu un accord. Cette

réglementation protectionniste, qui a suscité de vives réactions des autorités européennes et les protestations des constructeurs coréens, démontre le caractère stratégique que revêt désormais la transformation de l'industrie automobile américaine.

Levée de capitaux

Après avoir longtemps considéré Tesla comme un pari perdu puis comme un phénomène isolé, les Big Three de Detroit ont réécrit leur agenda. Désormais, ils ne jurent plus que par le véhicule électrique. General Motors compte en fabriquer un million en 2025 et prévoit de ne plus proposer de thermiques après 2030. Cadillac ou Buick ne voient leur avenir qu'à travers le « zéro émission ». Le 8 septembre, Jeep a dévoilé un plan qui doit en faire « le leader mondial de l'électrification des SUV ». Dans le sillage de la marque dirigée par Elon Musk, des constructeurs tels que Rivian ou Lucid

ont levé d'énormes capitaux. Même les emblématiques pick-up, un quart du marché, s'apprennent à tourner la page du moteur V8 vrombissant. Le Ford F150 Lightning, version tout-électrique du F-150, le plus vendu sur le marché américain, rencontre un succès d'ampleur malgré son tarif qui démarre à près de 60 000 dollars.

La capacité de production de l'usine de Dearborn, près de Detroit, initialement fixée à 40 000 unités annuelles, a été réévaluée à 150 000. « Il y a quatre ans, on se demandait si le passage à l'électrique allait avoir lieu. Aujourd'hui la question est de savoir à quel rythme il va se généraliser », assure Linda Zhang, l'ingénieure qui a piloté la conception du F-150 Lightning. Pour elle, « le succès de ce pick-up est le signal que le véhicule électrique s'installe aux Etats-Unis et que cette transition s'effectue en douceur car elle va au-devant des attentes du public. (...) Il offre plus d'espace, plus de capacité de

remorquage, plus d'accélération et peut aussi alimenter des équipements de loisirs ».

« Le processus d'adoption du véhicule électrique dans la culture automobile américaine est lancé, confirme Bertrand Rakoto, consultant pour Ducker, installé à Détroit. Ici, les gens apprécient cette voiture plus pour sa technologie et sa capacité à sortir du lot – une dimension qui s'est perdue en France – que pour ses vertus environnementales. » Dans sa dernière étude, le Boston Consulting Group estime que 68 % des ventes de voitures neuves aux Etats-Unis pourraient concerner des véhicules électriques en 2035, soit une progression de 65 points en quatorze ans.

Bertrand Rakoto nuance cependant cette révolution électrique : « Dans les Etats où les conditions climatiques sont rudes, en particulier l'hiver, le tout-électrique ne peut pas constituer une solution réaliste. Sans compter que la distance moyenne parcourue par les

conducteurs américains, de l'ordre de 20 000 kilomètres par an, est presque deux fois plus importante qu'en Europe et pose la question de l'autonomie. » Le plan Biden prévoit certes de débloquer plus de 5 milliards de dollars pour installer 500 000 stations de recharge dans les cinq ans mais ce financement ne dépassera pas 10 % du coût total. Il faudra que le secteur privé se mobilise fortement. Selon le BCG, 1,1 million de stations seront nécessaires en 2025 et 2,3 millions en 2030.

Reste l'épineuse question de la production électrique – et de son origine – aux Etats-Unis. Le 31 août, à peine une semaine après avoir annoncé le bannissement programmé du moteur thermique, la Californie a dû appeler les automobilistes à ne pas recharger leur voiture entre 16 heures et 21 heures. Une précaution nécessaire pour ménager un réseau placé au bord de la rupture. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

La chasse aux promos, nouvelle passion française

En période d'inflation, la grande distribution multiplie les opérations pour attirer des clients

Sur son opération promotionnelle du moment, Michel Biero, le directeur exécutif des achats de Lidl, en est plutôt satisfait, « même si elle [lui] coûte une blinde », lance-t-il. Cette martingale ? un coupon de 5 % de rabais sur tout le magasin un jour par mois à partir de cinquante euros d'achats pour les clients détenteurs de la carte de fidélité et de l'application mobile. Mise en place au mois de mai, la formule aurait attiré un million d'adhésions en dix jours. Lidl en compte plus de six millions actuellement. « Là où un client dépensait dix euros, il en dépense trente avec l'opération », se réjouit M. Biero. Une aubaine pour la chaîne qui bataille avec son homologue Aldi sur le créneau des prix bas. « Mais, ajoute-t-il, cela nous coûte tellement d'argent que l'on n'est pas sûr de continuer après octobre. »

Dans le contexte inflationniste du moment, les Français sont de plus en plus attirés par les bonnes affaires. Selon une enquête réalisée par OpinionWay pour Bonial, spécialiste de la publicité ciblée sur mobile, et parue le 1^{er} septembre, 34 % des personnes interrogées ont l'intention de rechercher davantage de promotions. C'est deux points de plus qu'au mois de juin. Une étude de l'institut de sondages YouGov, parue le 6 septembre, montre que pour réduire leur facture sur les produits alimentaires, 75 % des Français profitent des offres promotionnelles en magasin, 70 % réduisent aussi les volumes achetés et 64 % optent pour des marques moins chères.

« Bouclier anti-inflation », « défi anti-inflation », « prix bloqués », « prix serrés », et moult opérations de réduction sur le carburant... Les grandes surfaces ont rivalisé de créativité pour conserver des clients tentés de s'échapper vers des enseignes à bas prix. Elles voulaient aussi montrer qu'elles avaient répondu à la demande du gouvernement, au printemps, de défendre le pouvoir d'achat des Français. A partir de mai, la plupart des distributeurs ont déployé des opérations commerciales massives. Beaucoup ayant pris soin de relever leurs prix en magasin juste avant.

« L'intérêt des supermarchés, c'est d'attirer les clients pour qu'ils puissent faire toutes leurs courses dans le magasin »

DANIEL DUCROQ
directeur du pôle distribution
chez Nielsen IQ

Cette course aux rabais a fini par étonner les spécialistes du secteur. « Nous avons même vu apparaître fin août des opérations promotionnelles sur les produits les moins chers, comme ce prospectus de Carrefour portant uniquement sur sa marque de premiers prix, relève Daniel Ducrocq, directeur du pôle distribution chez Nielsen IQ. Or sur ces articles, la marge des distributeurs est déjà ridicule. Mais l'intérêt des supermarchés, c'est d'attirer les clients pour qu'ils puissent faire toutes leurs courses dans le magasin. » Et acheter ainsi d'autres produits sans vraiment regarder les prix. D'ailleurs 57 % des consommateurs se disent fortement influencés par les promotions pour choisir l'enseigne où faire leurs courses, selon une étude de Tiendeo (diffusion de prospectus sur Internet), réalisée avec Nielsen IQ.

Améliorer le chiffre d'affaires

D'une manière générale, la part des promotions ne cesse d'augmenter : depuis le début de l'année, 21,2 % des ventes de produits de grande consommation dans les supermarchés et hypermarchés ont été réalisées sur des opérations de prix réduits, contre 20,6 % il y a un an, selon les données arrêtées à mi-août de Nielsen IQ. Et plus encore dans les rayons non alimentaires, qui ne sont pas limités par la loi dans leur taux de remise : « 48,8 % des ventes de lessives sont faites en promo (46,6 % en 2021), et 42,6 % des couches (contre 42,4 %) », relève M. Ducrocq.

Ces bons plans contribuent fortement à l'amélioration générale



Dans un supermarché de Rennes, le 31 mai. DAVID ADEMAS/©-OUEST-FRANCE/MAXPPP

du chiffre d'affaires des enseignes. Selon le cabinet IRI, les ventes en promotion ont augmenté de 3,6 % au premier semestre, contre seulement 0,6 % pour les autres produits de grande consommation. En volume, si les ventes en promotion ont progressé de 0,6 %, le reste a baissé de 2,6 %. Ces chiffres ne témoignent pas seulement de l'attrait des clients pour les bonnes affaires. « La multiplication des offres promotionnelles contribue mécaniquement à cette tendance », relève Emily Mayer, d'IRI. Mais l'outil a ses limites. « En 2008 et en 2012, lors des précédents pics d'inflation, nous n'avions pas constaté d'explosion des ventes en promotion, poursuit-elle, car l'économie n'est pas immédiate : il faut souvent acheter en grande quantité pour bénéficier d'un rabais. »

En période de ralentissement économique, les Français ne finiront-ils pas par se serrer la cein-

ture ? Ce fut le cas cette année pour les ventes de fournitures scolaires, malgré d'importantes promotions. Dans les hypermarchés et supermarchés, qui captent 73,5 % du marché, la rentrée scolaire est habituellement un temps fort et les remises sont importantes (articles en lots ; deux achetés, un gratuit). Il s'agit d'attirer les familles qui remplissent leur réfrigérateur en rentrant de vacances. Or cette année, les ménages ont beaucoup moins acheté que les années précédentes. En volume, les ventes de fournitures scolaires dans les grandes surfaces alimentaires ont dégringolé de 9,5 % par rapport à 2021, selon les données du paneliste GfK et de l'Association des industriels de la papeterie et du bureau.

Un autre sujet inquiète les commerçants. Depuis le 1^{er} septembre, le gouvernement expérimente, dans onze collectivités, une mesure issue de la loi Climat et rési-

En volume, les ventes de fournitures scolaires dans les grandes surfaces alimentaires ont dégringolé de 9,5 % par rapport à 2021

lience pour réduire le gaspillage, le système « Oui pub » qui restreint la réception des imprimés publicitaires non adressés. Or les Français semblent attachés aux catalogues promotionnels en papier, qu'ils épluchent avant de faire leurs courses. « Des tests sur certains magasins nous ont montré qu'en arrêtant 100 % de nos prospectus, on perd 20 % du chiffre

d'affaires autour de la zone de distribution », souligne M. Biero. « Sur un an, les produits en promotion sur les prospectus ont contribué à 87 % de la croissance des ventes alimentaires, c'est énorme », ajoute M. Ducrocq.

Selon une partie de la profession, les produits alimentaires seront la variable d'ajustement dans les arbitrages des ménages pour affronter la vague de hausse des prix. « Les gens se sont habitués à la déflation au rayon alimentaire pendant des années. Par conséquent, soit ils sont montés en gamme dans leurs achats de nourriture, soit ils ont augmenté d'autres postes de dépenses comme les loisirs », souligne M. Ducrocq. Nous avons calculé que, sur cinq ans, l'inflation sur les produits alimentaires qui existaient déjà dans les rayons en 2017 est de 7 %, soit largement moins que la hausse du smic. ■

CÉCILE PRUDHOMME

Face à la crise, les entreprises françaises tiennent bon

L'activité et les marges des sociétés restent élevées. Mais la récession à venir risque de piéger les moins prudentes

Il y a des signaux qui s'allument, mais pas de catastrophisme. Pour le moment, l'activité est toujours très élevée, les carnets de commandes sont bien remplis. La récession, si récession il y a, se ressentira plutôt sur le début de 2023 », résume Denis Le Bossé, président du cabinet ARC, expert en recouvrement de créances. Si les mois qui viennent s'annoncent difficiles, en raison de la crise énergétique et d'un net ralentissement économique – la production industrielle a baissé de 1,6 % au mois de juillet, indique l'Insee vendredi 9 septembre – les entreprises françaises abordent la période dans une situation financière plutôt favorable.

Les marges restent élevées et les trésoreries bien alimentées par la dynamique des six premiers mois de l'année. Selon une note d'Allianz Trade, si elles commencent à s'amenuiser, les réserves de liquidités des entreprises « restent élevées » : « elles ont dépassé les niveaux de 2019 de 30 % en Europe », estime l'assureur-crédit. « Les entreprises disent que les

commandes tiennent, que les Français ont toujours envie de consommer, que les entreprises ont toujours envie d'investir », assurent François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, vendredi matin.

Faillites contenues

Dans ce contexte, le remboursement des 148 milliards d'euros de prêts garantis par l'Etat (PGE), octroyés pendant la crise à quelque 700 000 entreprises se fait sans problème majeur, d'autant qu'une petite moitié des bénéficiaires n'ont pas dépensé des fonds qu'ils avaient sollicités à titre de précaution. « Environ 56 % des PGE étaient remboursables en 2022 – 288 000 prêts à compter du deuxième trimestre, et 58 000 à compter du troisième », précise Frédéric Visnovsky, médiateur du crédit auprès de la Banque de France.

A la fin août 2022, le médiateur n'avait été saisi que de quelque 420 demandes de renégociation du crédit, un chiffre très faible compte tenu du nombre de prêts distribués qui s'explique peut-être

Les défaillances sont surtout le fait de petites entreprises, sans salarié et quasiment sans actif

par le fait que les entreprises qui demandent une restructuration de la dette voient leur notation dégradée et risquent d'être en difficulté pour obtenir des financements ultérieurs. L'établissement a réévalué à 4,6 % (contre environ 3 % en début d'année) le risque de perte sur les crédits accordés, compte tenu des problématiques liées au conflit en Ukraine.

Les faillites restent elles aussi contenues, au regard de la violence de la crise du Covid. « Certes, les ouvertures de procédures collectives ont augmenté de 74 % entre 2021 et 2022, constate Frédéric Abitbol, président du Conseil na-

tional des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (CNAJMJ). Mais nous finirons l'année à 38 000 ou 40 000 procédures, soit environ 30 % de moins que dans une année normale ».

Zone à risque

De plus, précise M^e Abitbol, les défaillances sont surtout le fait de toutes petites entreprises, sans salarié et quasiment sans actif : leur impact économique reste donc faible. En revanche, signe que la situation se dégrade progressivement, « nous observons deux fois plus de sollicitations pour déclencher les dispositifs de prévention – à savoir le mandat ad hoc et la procédure de conciliation », indique Serge Préville, administrateur judiciaire et vice-président de l'IFPPC (Institut français des praticiens des procédures collectives).

Portées par l'activité sur la première moitié de l'année, c'est dès à présent que les entreprises entrent dans une zone à risque, tandis que la conjoncture se dégrade. L'Insee estime que la croissance

ne dépassera pas 0,3 % au troisième trimestre et sera atone les trois derniers mois, tandis que la récession se profile pour 2023. Le piège risque de se refermer pour les entreprises qui se seront laissées emporter par des carnets de commandes bien remplis.

« Pour pouvoir servir leurs clients, les chefs d'entreprise continuent à acheter des matières premières – dont les prix ont flambé – et poursuivent leurs recrutements, explique M. Le Bossé. Ils risquent aussi de se retrouver avec des commandes passées à prix ferme, alors que tous les secteurs sont touchés par les surcoûts. Et ils ne peuvent pas être payés tant qu'ils n'ont pas terminé leurs chantiers mais les délais d'approvisionnement et les pénuries bloquent les délais de livraison. » Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises auprès de Bercy, observe lui aussi avec inquiétude s'allonger les délais de paiement. Ce n'est pas encore « un retournement de tendance », assure-t-il, « mais le mot du moment, c'est vigilance ». ■

BÉATRICE MADELINE

CONJONCTURE La croissance française positive en 2023, selon Bruno Le Maire

Le ministre de l'Économie et des finances, Bruno Le Maire, a déclaré, lundi 12 septembre, sur LCI, que le gouvernement tablait toujours sur une croissance positive en 2023. Il a confirmé l'objectif d'un déficit public équivalent à 5 % du produit intérieur brut (PIB) l'an prochain alors que le gouvernement compte le ramener en deçà de 3 % d'ici à 2027. A l'approche de la présentation du budget pour 2023, M. Le Maire a précisé que la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises se ferait sur deux ans : 2023 et 2024. – (Reuters.)

Léger rebond du PIB au Royaume-Uni

Le PIB britannique a rebondi, de 0,2 % en juillet, après un recul de 0,6 % en juin, tiré notamment par le secteur des services, a annoncé, lundi, l'Office national des statistiques. En revanche, les secteurs de la production et de la construction ont reculé sur la période. Le pays subit une forte crise du pouvoir d'achat qui fait planer la menace d'une récession. – (AFP)

Le rêve d'une Europe numérique



Le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, inaugure le huitième data center d'Equinix, à Pantin (Seine-Saint-Denis) et visite les installations ultra-sécurisées du centre de données numériques, le 18 février 2019.

GILLES BASSIGNAC/DIVERGENCE

seul pays, affirme Jean Schmitt, président fondateur de la société de gestion Jolt Capital. Il s'agit plutôt d'être indépendants sur certains sujets et, pour cela, de contrôler une partie de chacune des chaînes de valeur importantes comme, par exemple, les matériaux en semi-conducteurs. Ainsi, grâce à sa technologie SOI [silicium sur isolant], Soitec contrôle beaucoup plus la chaîne du semi-conducteur que STMicroelectronics... »

Le sujet de la souveraineté numérique s'est aussi imposé après que quelques grands acteurs américains et chinois ont conforté leur prédominance sur le marché du cloud, l'informatique en ligne. Les composants électroniques, les serveurs et les logiciels qui font tourner les centres géants où sont hébergées les données des particuliers et des entreprises, les plates-formes sur lesquelles nous achetons, communiquons, télétravaillons, nous divertissons, sont en très grande majorité conçus, fabriqués et exploités par des acteurs essentiellement non européens. Par exemple les fameux Gafam (Google, Amazon, Meta (ex-Facebook), Apple et Microsoft), qui, de fait, hébergent toutes nos applications et nos données.

« RÉÉQUILIBRER LA SITUATION »

Le marché mondial du cloud bénéficie d'un taux de croissance à faire pâlir d'envie bien des secteurs : 34 % en 2021, selon Synergy Research. Le cabinet estime le taux de croissance annuel moyen à 40 % d'ici à 2027. En Europe, ce marché devrait peser autant que celui des télécoms en 2027, soit quelque 260 milliards de dollars (260 milliards d'euros), dont 65 % sont aujourd'hui détenus par Amazon, Microsoft et Google. Ces chiffres ont en effet de quoi émouvoir quelques dirigeants, entrepreneurs et commissaires européens. En France, le marché passerait de 16 milliards d'euros en 2021 à 27 milliards d'euros en 2025, toujours selon Synergy Research. « Aujourd'hui, les États-Unis sont nos alliés, mais que se passerait-il s'ils ne l'étaient plus demain ? », interroge Stanislas de Rémur, directeur général de Oodrive, un éditeur de logiciels de partage et de sauvegarde de données. Si les acteurs européens s'unissaient, « nous pourrions rééquilibrer la situation, passer d'un rapport 90-10 en faveur des Gafam à un rapport 60-40, par exemple ».

Le cloud catalyse les principaux enjeux de cette souveraineté. Dans le cloud dit « pu-

La question de la maîtrise des données s'invite de plus en plus dans l'agenda européen. Si les années 2010 ont vu **la domination des acteurs américains et chinois**, l'Europe tente de rattraper son retard

DOSSIER

Imaginez que vous possédez une parure de diamants que vous mettez à l'abri dans un coffre, dans un pays de votre choix. Si, un jour, ce pays décide que vous ne pouvez plus accéder à votre coffre, vous serez toujours propriétaire de vos diamants, mais vous n'en aurez plus l'usage. C'est ce qui se passe avec nos données lorsque nous les mettons dans le cloud. Elles nous appartiennent toujours, mais nous n'en avons pas la maîtrise», décrit Philippe Latombe, député de Vendée et rapporteur de la mission d'information « Bâtir et promouvoir une souveraineté numérique nationale et européenne » à l'Assemblée nationale. La maîtrise des données est le principal enjeu de la souveraineté, car c'est sur celles-ci que repose désormais notre économie. La réindustrialisation, la relance, la lutte contre le réchauffement climatique ne seront durables que si nous numérisons nos activités. « Et, pour cela, nous avons besoin de maîtriser les données, de pouvoir les traiter et les stocker. Sans cette maîtrise, notre économie est en danger », avertit le député.

La pandémie de Covid-19, les tensions géopolitiques qui s'accroissent entre les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Europe depuis la mandature de Donald Trump, la mise à mal du multilatéralisme et la guerre en Ukraine sont autant de sujets qui ont fait prendre conscience à l'Europe de ses dépendances industrielles et économiques. Et l'ont conduite à se poser cette question : qu'il s'agisse d'autonomie stratégique ou de souveraineté industrielle, dispose-t-elle des atouts et de la puissance qui lui permettraient de conserver ou de reprendre la maîtrise de ses systèmes d'information et de communication, et surtout de ses données, cette matière première de nos activités ? Oui, répondent de nombreux acteurs. Comme le think tank Digital New Deal (DND), qui défend « une troisième voie », celle d'« un numérique humaniste, européen, alternatif aux modèles libertarien américain et autoritaire

chinois, qui impose ses valeurs en faisant de la confiance la norme mondiale ».

Aujourd'hui, l'importance de la souveraineté numérique ne fait plus débat. « Les enjeux sont autant économiques que stratégiques et maintenant géopolitiques, mais aussi éthiques et démocratiques », souligne Michel Paulin, directeur général d'OVH-cloud. Ils sont au moins aussi importants pour notre avenir que les enjeux énergétiques. » Pour preuve, même l'Allemagne parle désormais, par la voix de son chancelier Olaf Scholz, de « souveraineté euro-

péenne », allant jusqu'à suggérer l'adoption d'une stratégie « made in Europe 2030 », pour retrouver compétitivité et autonomie. Il ne s'agit pas d'établir une forme de protectionnisme, mais plutôt de retrouver une liberté de choix et d'action, et ce à l'échelle européenne. « Je ne crois pas à une souveraineté nationale, le souverainisme est l'ennemi de la souveraineté. De toute façon, le coût technologique et le niveau d'innovation nécessaires pour faire des systèmes numériques complexes dépassent aujourd'hui les capacités d'investissement et d'innovation d'un

« Depuis ses débuts, le Vieux Continent est hostile à l'émergence de champions »

ÉLIE COHEN, économiste, directeur de recherche au CNRS, grand analyste et historien de la politique industrielle française, a publié, en 2022, *Souveraineté industrielle. Vers un nouveau modèle productif* (Odile Jacob, 240 pages, 22,90 euros). Il explique pourquoi l'Europe n'est pas près de faire émerger un champion européen du numérique.

La souveraineté numérique est-elle à la portée de l'Europe ?

On en parle depuis très longtemps, d'abord pour l'informatique puis pour les télécoms, enfin pour les composants. En fait, le débat sur la souveraineté technologique – et, surtout, la question des moyens de ne pas subir les grandes transformations lancées ailleurs – hante l'Europe depuis longtemps. Elle a tenté plusieurs approches. Les projets Eureka se sont révélés trop colbertistes pour une Europe dont l'ADN est la libéralisation. Pour adopter une politique industrielle européenne, il aurait fallu enfreindre les règles du marché ; l'Europe a préféré démanteler les barrières nationales et les modèles nationaux intégrés. Elle a décidé d'être moins ambitieuse et s'est donné pour objectif de devenir la puis-

sance championne de l'économie de la connaissance : c'est l'agenda de Lisbonne et... un nouvel échec.

Entrée dans le troisième âge de la politique industrielle européenne, l'Europe explore deux pistes : elle tente de pousser plus loin l'intégration pour susciter des coopérations – c'est ce que font les projets importants d'intérêt européen commun (Piiec), dans les batteries, les hydrolyseurs, les semi-conducteurs – et, en tant que première puissance de consommation mondiale, elle veut façonner le paysage numérique grâce à son pouvoir réglementaire et sa capacité de régulation. C'est ce qu'elle fait avec le règlement général sur la protection des données, le Digital Markets Act, le Digital Services Act...

Le pouvoir réglementaire et normatif peut-il apporter la souveraineté ?

L'Europe a abandonné aux États-Unis sa souveraineté industrielle sur le matériel, et aux Gafam et à des entreprises essentiellement américaines celle sur les plates-formes, les logiciels et les services. Elle n'adoptera pas une stratégie volontariste semblable à

celle que la Chine a mise en place pour contrer les Gafam ou pour devenir leader mondial de la 5G. L'usage intelligent de la norme doit être appuyé par un pouvoir industriel, par une commande publique, par des investissements et par un contrôle du marché. Alors, être une puissance normative permettra-t-il à l'Europe de construire une puissance industrielle et technologique ? La réponse est non ! A fortiori si l'on ajoute la lenteur de ses processus décisionnels, les querelles internes franco-allemandes, la réticence à faire émerger des champions européens... J'avoue avoir été séduit par les Piiec et par la politique d'innovation, mais les ordres de grandeur ne sont pas là, il faudrait un facteur 10 !

Cela dit, la Commission a fait de vrais progrès, notamment sémantiques. Il faut saluer le travail de Thierry Breton, commissaire au marché intérieur, qui a fait de la pédagogie sur la souveraineté d'une puissance industrielle, mais on est encore loin d'une stratégie économique européenne intégrée. De plus, la poussée organisationnelle est contrée par la poussée politique, principalement de la part de petits pays qui veulent à tout prix

endiguer la domination d'un duo franco-allemand.

L'Europe ne sera donc pas capable de faire émerger des champions ?

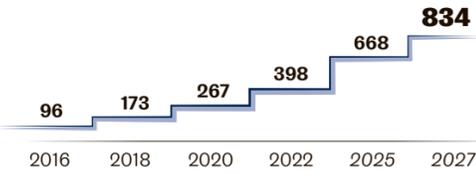
L'idée d'Europe renvoie à l'idéal d'un marché fluide et intégré. Depuis ses débuts, l'Europe est hostile à l'émergence de champions. Elle est câblée pour promouvoir la concurrence. Elle a peur d'être suspectée de nationalisme, de tendances protectionnistes... Je suis scandalisé par le projet d'espace européen des données de santé, auquel participe le Health Data Hub français, qui héberge nos données dans le cloud de Microsoft. Voilà un domaine où il est vital de préserver les données de santé des Européens, où la puissance publique peut intervenir pour choisir des acteurs européens, pour les favoriser par des précommandes, des expérimentations, et où l'on risque de se retrouver avec une solution matérielle et logicielle américaine hébergée, pourquoi pas, sur un site américain ! Pour la souveraineté de l'Europe, il faudrait un souverain européen, et nous en sommes loin ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHY CAULIER

La souveraineté européenne en défaut

Le cloud : un marché en pleine expansion...

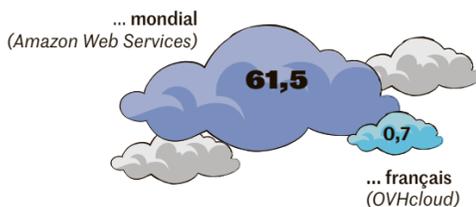
Marché mondial du cloud public*, en milliards de dollars



* A l'inverse d'un cloud privé, les infrastructures d'un cloud public sont utilisables par plusieurs entités et ne sont jamais situées chez le client.

Chiffres d'affaires en 2021, en milliards d'euros

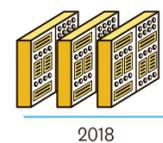
Premier acteur...



En Europe, un arsenal juridique en construction

Somme des sanctions prises** par les pays de l'Union européenne en milliards d'euros

** Au nom du règlement général sur la protection des données (RGPD), entré en application dans l'UE en mai 2018.

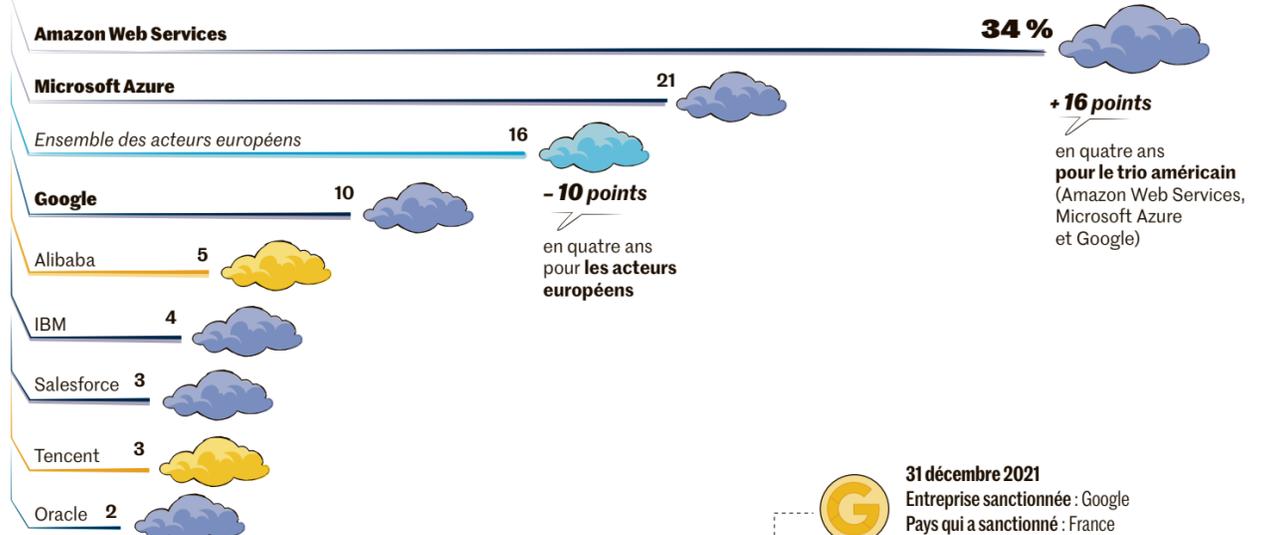


Infographie : Benjamin Martinez et Floriane Picard

... dominé par les géants américains et chinois

Parts du marché mondial du cloud au deuxième trimestre 2022, en % ...

... détenues par des entreprises américaines chinoises européennes



+ 16 points
en quatre ans pour le trio américain (Amazon Web Services, Microsoft Azure et Google)

- 10 points
en quatre ans pour les acteurs européens

31 décembre 2021
Entreprise sanctionnée : Google
Pays qui a sanctionné : France
Montant des deux amendes : 90 + 60 millions d'euros

2 septembre 2021
Entreprise sanctionnée : WhatsApp
Pays qui a sanctionné : Irlande
Montant de l'amende : 225 millions d'euros

16 juillet 2021
Entreprise sanctionnée : Amazon
Pays qui a sanctionné : Luxembourg
Montant de l'amende : 746 millions d'euros

31 décembre 2021
Entreprise sanctionnée : Facebook
Pays qui a sanctionné : France
Montant de l'amende : 60 millions d'euros

5 septembre 2022
Entreprise sanctionnée : Instagram
Pays qui a sanctionné : Irlande
Montant de l'amende : 405 millions d'euros

Sources : Statista ; Synergy Research ; Amazon ; OVH ; GDPR Enforcement Tracker

blic», librement accessible à tous, le vol de données personnelles pour leur utilisation par des pirates ou l'exploitation commerciale des données en ligne par les opérateurs sont devenus critiques. Lorsqu'un internaute se connecte pour comparer des cafetières avant d'en acheter une, ses identifiants, les pages qu'il a consultées, etc., sont autant de données instantanément vendues à des sites marchands. Conséquence, avant même d'avoir choisi un modèle, l'internaute voit son écran se remplir de moult publicités pour des cafetières, du café, des tasses, des moulines, et ce sans qu'il en tire aucun avantage.

« Que j'aie pris une douche ce matin n'est pas une information stratégique, mais ne rien avoir à cacher ne signifie pas que tout doit être publié. La question est "Qu'est-ce que je veux rendre public ? Qu'est-ce que la police a le droit de regarder ?" C'est la différence entre un Etat totalitaire et un Etat de droit ! », affirmait récemment Benjamin Bayart, cofondateur de l'association la Quadrature du Net et militant pour la neutralité du Web, lors d'une conférence sur la géopolitique de la donnée. Le règlement général sur la protection des données (RGPD) du Parlement européen, applicable depuis mai 2018, répond à ces questions. Il a donné à l'Europe une avance certaine sur le sujet réglementaire. Outil majeur de la panoplie européenne de protection des données personnelles, il incite aujourd'hui de nombreux pays à s'en inspirer pour développer leur propre réglementation.

« UNE NOUVELLE PHASE, PLUS OFFENSIVE »

En revanche, lorsqu'il s'agit de nos données bancaires, d'état civil ou de santé, ou des données les plus critiques des entreprises et de l'Etat, il vaut mieux qu'elles soient hébergées dans des clouds dits « de confiance » ou « souverains », c'est-à-dire gérés selon des règles qui assurent la confidentialité des données et le contrôle des accès. En France, cette garantie est apportée par la certification SecNumCloud, délivrée par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. L'agence de l'Union européenne pour la cybersécurité s'appête à publier sa

nouvelle norme, et les Français espèrent qu'elle s'inspirera de SecNumCloud, la plus exigeante en Europe.

L'annonce récente par Thales, d'une part, et par Capgemini et Orange, d'autre part, qu'ils s'allient respectivement à Google et à Microsoft pour proposer aux entreprises françaises des clouds dits « souverains », a fait l'objet de nombreuses critiques. Qualifiées de « chevaux de Troie » ou de « publicité mensongère », ces solutions sont en attente de la certification SecNumCloud, qui garantirait leur dimension souveraine. « On ne sait pas tout faire tout seuls, même en matière de souveraineté. Il faut choisir les bons combats !, rétorque Marc Darmon, directeur général adjoint de Thales. Les entreprises ont besoin d'offres riches et variées qui répondent à leurs différents besoins, y compris en matière de cloud souverain. Sans quoi elles respecteront de moins en moins leurs obligations, et les données seront de plus en plus hébergées dans des clouds non certifiés. » « Notre solution, qui répond aux exigences techniques, physiques et logicielles de SecNumCloud, est destinée aux administrations et aux entreprises à qui le cloud de confiance est imposé. J'ajouterais que, heureusement, utiliser des solutions matérielles ou logicielles américaines ne signifie pas absence de souveraineté, car il y a de telles solutions dans toutes les entreprises et dans toutes les administrations... », précise-t-il. L'écart entre le discours des grandes entreprises françaises sur le sujet et leurs choix en matière de cloud, qu'elles confient bien souvent à l'un des trois géants américains, prouve que la souveraineté reste une notion à géométrie variable...

Si l'on compare les forces et les faiblesses européennes en la matière, le résultat est plutôt encourageant. « Si nous avons perdu la bataille des infrastructures face aux Gafam, où nous avons eu une attitude très défensive, pensant que nous allions créer nos propres grands acteurs du cloud, nous entrons dans une nouvelle phase, plus offensive, portée par la localisation des services numériques et l'ambition de créer les Gafam de demain », constate Paul-François Fournier, directeur exécutif de Bpifrance Innovation. Je

LA MAÎTRISE DES DONNÉES EST LE PRINCIPAL ENJEU DE LA SOUVERAINÉTÉ, CAR C'EST SUR CELLES-CI QUE REPOSE NOTRE ÉCONOMIE

m'explique. Maintenant qu'Internet entre dans tous les secteurs, les services proposés et les écosystèmes diffèrent d'un pays à l'autre. Cela réduit l'avantage des Américains et favorise l'émergence de nouveaux acteurs européens, comme Spotify ou Doctolib. Ce n'est pas gagné, mais cela nous redonne la main. » Effectivement, les lignes sont en train de bouger. Dès 2023, les règlements européens Digital Markets Act et Digital Services Act entreront en vigueur, afin de limiter la domination économique des grandes plateformes et la diffusion en ligne des contenus et des produits illicites.

« UNE QUESTION DE COURAGE »

Mais d'aucuns estiment que l'Europe ne valorise pas suffisamment ses succès, et ne s'appuie pas assez sur sa propriété intellectuelle – les logiciels ne sont pas brevetables, par exemple – et sur la qualité de ses ingénieurs et chercheurs. « Ces atouts ne se traduisent pas suffisamment en créations d'entreprises et n'accompagnent pas assez leur croissance. L'Europe est encore faible sur les

grosses levées de fonds, à plusieurs centaines de millions d'euros, et sur les introductions en Bourse qui permettent de lever plus de capital. Il est vrai que, contrairement aux Etats-Unis, qui sont un pays de 330 millions d'habitants, l'Europe est fragmentée, ce qui rend plus difficile la croissance des entreprises nationales », explique Olivier Sichel, président fondateur du think tank DND.

Au chapitre des attentes, beaucoup espèrent la création d'un Small Business Act à l'européenne, qui aiderait à la croissance des PME, et surtout des engagements de commande publique à l'échelle de l'Europe, qui excluraient les entreprises non certifiées souveraines, notamment en matière de cloud. Il faudra pour cela conjuguer des décisions politiques et des investissements. « Mais la souveraineté n'est pas une question d'argent, conclut Marie de Saint Salvy, directrice générale adjointe de CS Group, une société spécialisée dans la conception et la gestion de systèmes critiques pour entreprises, c'est une question de courage. » ■

SOPHY CAULIER

Le rôle stratégique des normes et des règlements

LORSQUE DONALD TRUMP place, en 2019, le géant des télécoms Huawei sur la liste noire des entreprises et lui ferme l'accès au marché américain, c'est bien plus que le soupçon d'espionnage qui motive cette décision, c'est la domination du marché de la toute nouvelle technologie de télécoms mobiles, la 5G. Car, si les industriels européens ont dominé la 3G et les Américains la 4G, la Chine s'est imposée sur le marché mondial de la 5G. Certes, Pékin a investi massivement dans la recherche et a mené très tôt les tests et la validation des technologies. Mais c'est aussi la présence des acteurs chinois au sein des instances internationales de normalisation qui a pesé.

Dans la boîte à outils de la souveraineté industrielle, les normes et les règlements jouent un rôle essentiel, car ils donnent un avantage certain au pays qui les impose, avantage à la fois économique et politique, lui assurant un large accès au marché et parfois un contrôle des usages, voire, dans le cas du numérique, un contrôle des données.

Les règlements établis par un pays ou une organisation internationale et imposés au monde entier sont un moyen efficace de protéger les industries, les emplois et les innovations de ce pays ou de cette organisation. Ainsi, l'Europe est parvenue à imposer le règlement général sur la protection des données. Mais c'est aussi

ce que font les Américains, par exemple avec l'International Traffic in Arms Regulation (ITAR), un règlement qui contrôle la vente et l'exportation de n'importe quelle arme ou système d'arme – si l'un ou l'autre contient ne serait-ce qu'un composant ou un bout de logiciel listé dans l'ITAR – et qui s'applique de façon extraterritoriale... « ITAR contamine tout, constate Marie de Saint Salvy, directrice générale adjointe de CS Group. Par exemple, il faudra une autorisation pour vendre des drones tactiques Patroller, développés par Safran, car ils contiennent un logiciel "ITARisé"... » Ou comment contrôler l'activité industrielle de ses concurrents... ■

so. c.



PERTES & PROFITS | TRANSPORTS

PAR PHILIPPE ESCANDE

Le dilemme de la «5G du TGV»

Christophe Galtier a-t-il été invité à la présentation du futur TGV ce vendredi 9 septembre ? En tout cas, personne n'y a vu l'entraîneur du PSG. C'est dommage, car lui qui avait ironisé sur un prochain déplacement en char à voile, quand on lui avait reproché de ne pas prendre le train, aurait pu constater que la SNCF se plie en quatre pour lui faire préférer le TGV. La cinquième version – la «5G» – du fameux bolide, inauguré, en 1981, par le président François Mitterrand, se distingue en effet par sa modularité. En un clin d'œil, une voiture peut passer de première classe en seconde ou se plier aux désirs d'un passager prestigieux comme le club de football parisien.

Praticité et prix

Cette petite polémique, deuxième épisode d'une autre sur l'usage des jets privés, a le mérite de pointer le sujet de la concurrence des modes de transport à l'heure de la transition énergétique. Aujourd'hui, si l'avion est relativement marginal dans les déplacements à l'intérieur de la France métropolitaine, le train ne constitue que 10 % des transports quand la voiture en représente près des trois quarts. L'ambition affichée par le président de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, est de doubler cette «part modale» pour la porter à

20 %. Un pari considérable, contraire à la tendance jusqu'ici en faveur de la voiture et de l'avion. Sans parler du transport de marchandise trusté par la route.

Pour y parvenir, il convient d'agir sur les deux critères décisifs aux yeux des clients, la praticité et le prix. Côté pratique, le TGV a fait le job sur les longues distances, en positionnant Nantes, Lyon ou Bordeaux à deux heures de Paris. Mais cet effort considérable s'est construit au détriment de l'investissement dans le réseau des petites lignes et du prix du voyage. Que ce soit pour aller à Nantes ou à Nice, deux personnes dans une voiture suffisent à évaluer le prix d'un billet de train et, plus problématique, le TGV sur longue distance est plus cher que l'avion.

Pour aller à Nice, les premiers prix s'affichent à 50 euros en avion contre plus du double en train. C'est la raison pour laquelle, la nouvelle 5G sauce ferroviaire ne sera pas plus rapide, mais plus économe. Elle embarquera 20 % de voyageurs en plus dans des trains plus longs et transformables à souhait. Mais la facture est douloureuse, 3,5 milliards d'euros pour renouveler un tiers de la flotte. Et elle le sera aussi pour tous les voyageurs le jour où l'avion et la voiture paieront eux aussi le prix réel de la transition énergétique. Reste à convaincre M. Galtier de montrer l'exemple, ce qui n'est pas encore gagné. ■

ÉNERGIE

L'erreur d'une filiale d'EDF sème la panique sur le réseau électrique

Electricité de Strasbourg, filiale d'EDF, a vendu par erreur, les 6 et 7 septembre, près de 8 gigawatts d'une électricité qu'elle ne possédait pas, l'obligeant à racheter très cher la quantité de courant équivalente et occasionnant une

perte de 60 millions d'euros pour l'entreprise, a rapporté le *Financial Times*, le 11 septembre. L'impair a mis en péril l'approvisionnement électrique français. RTE, le gestionnaire du réseau national, a dû envoyer une alerte au Royaume-Uni et à l'Espagne – procédure rare –, afin qu'ils se prêtent à secourir la France. Le dispositif n'a pas été activé.

D'Apple à Starlink, les débuts des smartphones reliés aux satellites

Cette innovation technologique, encore limitée, pourrait se généraliser. Les opérateurs de constellations voient s'ouvrir un nouveau marché

Et si les téléphones pouvaient se connecter au réseau dans les zones blanches, loin de toute antenne mobile ou câble Internet ? Cette perspective suscite depuis plusieurs années des spéculations dans l'industrie de la «tech» et des télécoms. Ces dernières semaines, plusieurs grands acteurs du marché ont simultanément annoncé de premiers accords permettant à des smartphones de se connecter ainsi, grâce à des satellites. Une nouvelle possibilité pour l'instant limitée techniquement mais qui représente un pan d'activité potentielle supplémentaire pour de nouveaux entrants dans le secteur des télécoms : les constellations de satellites et le leader du secteur, Starlink, lancé par Elon Musk.

Le 7 septembre, Apple a dévoilé l'iPhone 14, son premier appareil intégrant une forme de connexion satellite. Cette nouveauté est présentée comme une façon de passer des appels d'urgence, par exemple lors d'une randonnée en montagne, d'une sortie en mer ou en cas d'accident dans une zone très isolée. Cette fonctionnalité «associe des composants étroitement intégrés au logiciel pour permettre aux antennes de se connecter directement à un satellite afin d'envoyer un message aux services d'urgence en l'absence de couverture cellulaire ou Wi-Fi», explique Apple dans un communiqué.

L'envoi d'un message de détresse avec l'iPhone 14 sera toutefois beaucoup plus compliqué qu'une communication mobile : «Les satellites étant mouvants et

disposant d'une bande passante limitée, l'envoi des messages peut prendre quelques minutes», précise Apple, tout en précisant que le smartphone indiquera à l'utilisateur «comment orienter son téléphone vers un satellite». Ce nouveau service sera disponible aux États-Unis et au Canada, à partir de novembre, et sera gratuit pendant deux ans.

Pour proposer cette innovation, Apple a dû intégrer dans son smartphone une antenne miniature : celle-ci permet de capter une partie du signal des constellations de satellites, sans disposer d'une antenne parabolique ou d'un combiné téléphonique spécifique. Le fabricant de l'iPhone a passé un accord avec Globalstar, un des opérateurs de constellations de «basse altitude», ces ensembles de satellites volant à environ 500 kilomètres de la Terre dans le but de couvrir les zones du globe mal desservies.

«Réseau complémentaire»

Spécialiste depuis 2007 des messageries satellites professionnelles, Globalstar a expliqué avoir noué un accord en vue du lancement de 17 nouveaux satellites pour 327 millions de dollars, dont Apple financera 95 % en échange de 85 % de leur bande passante. Le jour même de l'annonce d'Apple, Huawei déclarait que son Mate 50 était le premier smartphone à pouvoir envoyer des SMS et à se localiser sur une carte via satellite. Le constructeur chinois utilise pour cela la constellation de Beidou, le système de navigation chinois équivalent du GPS. Avant cela, Starlink et l'opérateur T-Mo-

Cette nouveauté est présentée comme une possibilité de passer des appels d'urgence, par exemple lors d'une randonnée

bile ont rendu public fin août un partenariat inédit destiné à «faire des zones non-couvertes une relique du passé». Aux États-Unis, en Alaska et «dans les eaux territoriales», les clients de l'opérateur pourront (sans surcoût pour la plupart de ses forfaits) à partir de fin 2023 envoyer des SMS ou des MMS et utiliser des messageries instantanées par satellite, assure T-Mobile, promettant plus tard des appels voix et une connexion mobile.

Ces ajouts sont rendus possibles par une nouvelle génération de satellites, plus gros et équipés d'antennes beaucoup plus grandes : «La version deux de Starlink, qui sera lancée à partir de 2023, transmettra directement aux smartphones, éliminant les zones blanches dans le monde», a lancé dans un tweet plein d'assurance Elon Musk, tout en précisant : «Le débit sera de 2 à 4 Mbo/s par zone, donc cela fonctionnera très bien pour les appels texte et voix, mais pas pour une connexion Internet haut débit.» Les utilisateurs d'une zone devront se partager la bande passante et le système marchera bien «si le ciel est

clair», selon T-Mobile. Ces premiers usages vont-ils rester limités techniquement ou préfigurent-ils l'ouverture d'un vaste nouveau territoire pour les télécoms ? «La technologie va évoluer, même si cela va rester compliqué, du fait de la taille des antennes», estime Guy Pujolle, professeur émérite au laboratoire d'informatique de la Sorbonne, à Paris, croyant toutefois au développement des SMS et des appels vocaux via satellite.

La connexion satellitaire dans les smartphones pourrait se généraliser : elle sera possible «dans la prochaine version d'Android», a annoncé le 1^{er} septembre Hiroshi Lockheimer, le responsable chez Google de cet environnement logiciel qui, hors-Apple, équipe la quasi-totalité des téléphones du monde. Le deal de Starlink avec T-Mobile devrait intéresser d'autres opérateurs. Et Kuiper, le projet de constellations d'Amazon, qui promet de bientôt lancer ses premiers satellites, se présente aussi comme «un réseau complémentaire des télécoms».

Encore balbutiante, la connexion satellite des smartphones s'ajoute aux marchés déjà visés par les constellations : l'accès Internet des avions, trains ou bateaux, mais aussi des particuliers et des entreprises des zones blanches, ainsi que l'hébergement et les services dans le cloud pour l'industrie ou l'agriculture en zone isolée et, bien sûr, les usages militaires. Une palette qui pourrait faire de ces nouveaux entrants des acteurs de plus en plus stratégiques. ■

ALEXANDRE PIQUARD

Cancer : le nouvel appétit des laboratoires pour un marché à 185 milliards de dollars

Le rendez-vous européen de l'oncologie se tenait à Paris. Il a confirmé la vigueur du secteur

Dans les allées du congrès de l'Esmo, la grand-messe européenne de l'oncologie, qui ouvrait ses portes à Paris, ce vendredi 9 septembre, les avancées scientifiques et les succès commerciaux s'affichent en grand sur les stands des Big Pharma. Keytruda, Enhertu, Libtayo, Ibrance, Rybrevant... Difficile d'échapper aux médicaments stars des champs du cancer, dont les noms s'inscrivent en grosses lettres colorées sur les façades des comptoirs des industriels pharmaceutiques, pas plus qu'aux écrans géants qui les tapissent, et où défilent des courbes matérialisant les gains en termes de survie des patients de leurs produits.

Ce n'est pas tant le hall des expositions qui draine l'essentiel de la foule des chercheurs du monde entier que les salles de conférences, situées un étage au-dessous. Pendant cinq jours, les résultats de centaines d'essais cliniques de médicaments, tests de diagnostic, promesses d'avancées substantielles dans le traitement des malades, y seront dévoilés et décortiqués par les 25 000 participants.

«Après deux ans sous un format virtuel, c'est un plaisir de pouvoir échanger en personne avec la communauté scientifique. Beaucoup de nouvelles idées et d'innovations naissent des discussions qui ont lieu lors de ces congrès», note Hesham Abdullah, vice-président, responsable mon-

dial du développement en oncologie chez GSK.

Le laboratoire britannique, qui présente notamment cette année une étude sur l'efficacité du Zejula, son médicament pour le traitement du cancer de l'ovaire, est encore un acteur modeste de ce marché disputé, loin des poids lourds du secteur tels MSD, Roche, Bristol Myers Squibb, ou plus récemment, AstraZeneca. Il illustre néanmoins le changement qui s'opère chez les industriels majeurs du secteur qui, après avoir délaissé le domaine, poussent les feux sur la recherche de nouveaux anticancéreux.

Les Français à la traîne

En 2014, GSK s'était délesté de son portefeuille de médicaments oncologiques auprès du suisse Novartis, avant de relancer ses travaux en 2019. «Trois ans plus tard, les efforts payent. Nous comptons aujourd'hui treize produits au stade du développement clinique, trois autres qui sont déjà en phase de commercialisation, et un quatrième dont la demande d'approbation est en cours aux États-Unis», explique M. Abdullah.

Si la ruée sur le marché s'explique par le dynamisme de l'innovation cette dernière décennie, avec l'essor des immunothérapies et de la génomique, elle a d'autres motivations. Avec environ 20 millions de nouveaux cas de cancer diagnostiqués dans le monde en 2020, dont 36 % en Europe et en

Amérique du Nord – les continents les plus lucratifs pour les laboratoires –, l'oncologie rapporte gros. En 2021, les ventes d'anticancéreux pesaient plus de 185 milliards de dollars (environ 182 milliards d'euros) dans le monde, selon le spécialiste des données de santé IQVIA. Elles devraient franchir le cap des 300 milliards de dollars d'ici à 2026.

Un marché gigantesque, qui ne laisse pas indifférents les champions français de l'industrie pharmaceutique. Depuis 2015, Sanofi tente ainsi, non sans peine, de raviver l'étincelle créatrice qui, avec le lancement du Taxotere, a fait ses beaux jours en cancérologie au milieu des années 1990. Après l'arrivée du Libtayo en 2018, son premier anticancéreux après six années de disette, il commercialise depuis 2020 le Sarclisa, un anticorps monoclonal développé et produit sur son site de Vitry-sur-Seine, où se concentrent 80 % de ses effectifs mondiaux de R&D en oncologie, et destiné au traitement du myélome multiple, un cancer de la moelle osseuse.

Avec seulement 912 millions d'euros de ventes dans les anticancéreux en 2021 (2,4 % de son chiffre d'affaires), le laboratoire français fait toutefois pâle figure face aux géants du marché. Pour rattraper son retard, il a multiplié les acquisitions de biotechs spécialisées ces dernières années et renforcé le nombre de ses molécules en deve-

loppement clinique. Mais le chemin vers le succès est encore long, comme l'illustre l'abandon en août du programme de l'Amcencentrant, un traitement oral du cancer du sein, dû à de mauvais résultats. «Nous avons essayé un revers. C'est décevant, mais c'est ainsi. Nous nous efforçons de réaliser des percées scientifiques qui transformeront la pratique de la médecine plutôt que de copier ce qui a déjà été fait. C'est moins confortable mais nous aurons aussi des succès», dit Paul Hudson, le directeur général.

Egalement lancé dans la bataille, le numéro deux tricolore, Servier, a investi 6 milliards d'euros ces cinq dernières années pour garnir son portefeuille de produits, en misant notamment sur le développement de médicaments dans les cancers dits «difficiles à traiter». Ces derniers sont caractérisés par un fort taux de mortalité et peu de traitements disponibles. Ils sont souvent délaissés par les gros laboratoires, qui ne les jugent pas assez rentables. Pour s'imposer rapidement sur ce marché où il était encore absent il y a six ans, Servier, qui vise 1 milliard d'euros de ventes dans le cancer en 2025, a racheté en 2018 la division oncologie de Shire, puis celle, en 2021, de la biotech Agios Pharmaceuticals. Une stratégie qui lui a permis de faire grimper ses revenus en oncologie de 0 à 14 % de son chiffre d'affaires depuis 2016. ■

ZELIHA CHAFFIN

amazon future engineer & LE FESTIVAL DU MONDE

ATELIERS D'INITIATION AU CODING POUR LES ADOS

→ gratuits

À LA DÉCOUVERTE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (AVEC AWS DEEPRACER)

17 sept. 14h et 16h

Réservations sur FESTIVAL.LEMONDE.FR

L'ascension express de Carlos Alcaraz

A 19 ans, l'Espagnol, vainqueur de l'US Open, devient le plus jeune numéro 1 mondial

Cette histoire-là, personne ne l'avait écrite. Du moins, pas si vite. Si sa trajectoire exponentielle laissait peu de doute sur sa capacité à régner dans un avenir proche, rares sont ceux qui l'avaient imaginé, il y a quinze jours, avec la cape de nouveau maître de la planète tennis sur le dos à l'issue du rendez-vous new-yorkais.

Dimanche 11 septembre, Carlos Alcaraz a prouvé que l'adjectif « prématuré » lui était étranger en battant, en finale de l'US Open, le Norvégien Casper Ruud (6-4, 2-6, 7-6 [7-1], 6-3). Le premier titre en Grand Chelem d'un prodige au sourire carnassier qu'on prédit insatiable. A 19 ans et quatre mois, l'Espagnol devient le plus jeune numéro 1 mondial de l'histoire, délogeant l'Australien Lleyton Hewitt, couronné à 20 ans et huit mois (en 2001).

Jamais une finale de Grand Chelem n'avait opposé deux joueurs en position d'ouvrir leur palmarès en Grand Chelem et de s'asseoir dans la foulée sur le trône mondial. Pour l'Espagnol comme pour le Norvégien de 23 ans, le poids de l'histoire pesait lourd sur les épaules à leur entrée sur le court Arthur-Ashe, coiffé de son toit.

Après le gain de la première manche, le protégé de Juan Carlos Ferrero est devenu soudain moins précis, son explosivité restée au vestiaire. De l'autre côté du filet, Casper Ruud mettait son plan à exécution : tenir son rival le plus loin possible, en jouant avec profondeur et rigueur.

Dans le troisième set, le cadet a souvent été sur un fil, laissant apparaître sa frustration là où son adversaire n'était que flegme. Le jeu du Norvégien ne fera sans doute jamais lever les foules, même si, dimanche, c'est souvent lui qui eut le dernier mot sur les points les plus flamboyants.

Carlos Alcaraz retrouva sa fougue au tie-break du troisième set, et n'allait plus s'en départir. « Ce n'était pas l'heure pour être fatigué, quand tu arrives au bout d'un tournoi, il faut laisser tout ce qu'il te reste sur le court », réagit le vainqueur, encore 141^e mondial début 2021, devant 23 000 spectateurs depuis longtemps conquis.

Des lendemains enivrants

Il y a peu, certains promettaient une ère guettée par l'ennui, quand les trois héros du début du XXI^e siècle tiraient leur révérence. À l'ombre de Roger Federer, Rafael Nadal et Novak Djokovic, le tennis ne serait plus qu'un spectacle insipide, banal et parfois interminable.

Cette édition de l'US Open a prouvé qu'on peut encore remplir des stades à ras bord, même au bout de la nuit, même après une myriade de matchs en cinq sets, sans que les spectateurs frôlent l'overdose. Tout comme les premiers rôles joués par une nouvelle génération talentueuse, emmenée par un benjamin décomplexé, ont auguré des lendemains enivrants.

Le tennis peut remercier Carlos Alcaraz. L'Espagnol avait déjà livré, dans la nuit de mercredi à jeudi, le plus beau match de la quinzaine, face à l'Italien Jannik Sinner (13^e mondial), à peine plus âgé que lui (21 ans). Un quart de finale remporté par l'Espagnol à l'heure la plus tardive jamais pointée à l'US Open (2h50 du matin), au terme du deuxième match le plus long de l'histoire du tournoi. Durant cinq heures et quinze minutes, les deux impudents ont frappé dans la balle avec une intensité maximale. Le duel a impressionné et porte les germes d'une rivalité qui pourrait s'installer.

Contre Marin Cilic déjà, en huitièmes, Alcaraz avait dû ferrailler



Carlos Alcaraz, vainqueur de Casper Ruud en finale de l'US Open, le 11 septembre à New York. MIKE SEGAR/REUTERS

pendant cinq sets. Le minot d'El Palmar (province de Murcie) a encore une bouille d'adolescent, mais des nerfs de vieux briscard et du feu dans les bras. Après ses trois combats d'affilée bouclés en treize heures et vingt-huit minutes, il était « un peu fatigué, bien sûr, mais simplement très heureux ». « Je repense à l'enfant que j'étais il y a dix ans, qui rêvait du moment que je suis en train de vivre. Il faut poursuivre ses rêves. Le travail est toujours récompensé », ajoutait l'Espagnol, après sa victoire en demi-finale face à la révélation du tournoi, l'Américain Frances Tiafoe, 24 ans, tombeur de Rafael Nadal en huitièmes.

Le gamin apprend vite, très vite. Il y a un an, encore 55^e mondial à l'aube de disputer son premier US Open, l'adolescent aux bras maigrelets avait dû jeter l'éponge

Début 2020, « Carlitos » jouait encore sur le circuit secondaire, et pointait au 490^e rang ATP

en quarts de finale après un enchaînement de matchs marathons. « Lan dernier, je n'avais disputé que trois Grands Chelems avant l'US Open, et un seul match en cinq sets, justifiait-il à la veille de la finale. Aujourd'hui, je suis davantage prêt, physiquement et mentalement. Depuis cet US Open, il y a eu douze mois de travail intense, en salle et sur le court. Mais je dirais que la clé est surtout mentale. »

Caméléon du jeu

L'ancienne numéro 1 mondiale Justine Henin se dit épatée par cette ascension vertigineuse. « Dans les tournois qui ont précédé Roland-Garros, il nous a amenés sur une autre planète, avec son enchaînement exceptionnel [demi-finale à Indian Wells, titres à Miami, Barcelone et Madrid], on ne savait pas où il allait s'arrêter », racontait la Belge au Monde cette semaine. L'Espagnol a finalement été battu en quarts de finale à Roland-Garros, alors que tout le monde l'imaginait repartir avec la Coupe des mousquetaires sous le bras. « C'est normal, il avait encore des choses à apprendre. Mais je n'étais pas inquiète pour la suite », poursuivait Henin.

Début 2020, « Carlitos » jouait encore sur le circuit secondaire. Il avait 16 ans, des posters de Nadal

Iga Swiatek assoit sa domination

Numéro 1 mondiale, Iga Swiatek s'est adjugé, samedi 10 septembre, à New York, son premier US Open, aux dépens d'Ons Jabeur (5^e mondiale) : 6-2, 7-5. Face à la Tunisienne, qui disputait sa deuxième finale consécutive d'un Majeur après celle perdue il y a deux mois à Wimbledon, la Polonaise a tenu son rang de favorite. A 21 ans, Iga Swiatek ajoute à sa collection un troisième titre du Grand Chelem, après ses deux sacres à Roland-Garros en 2020 et en juin cette année. Ce succès vient un peu plus couronner une saison qui l'a vue enchaîner 37 victoires de rang entre février et juin, et six titres d'affilée (à Doha, Indian Wells, Miami, Stuttgart, Rome puis Roland-Garros).

accrochés aux murs de sa chambre, et pointait au 490^e rang ATP. Contrairement au Majorquin, qui écrasait la concurrence dès son plus jeune âge, Alcaraz a mis plus de temps à faire mûrir son talent. Le frère adolescent avait pourtant une palette technique plus complète que son aîné au même âge, mais, avec autant d'options dans sa raquette, il ne savait pas toujours choisir la bonne au bon moment.

Depuis, il est devenu ce caméléon du jeu capable d'adapter son tennis à n'importe quel type d'adversaire, et a bousculé les habituels temps de passage, épousant souvent ceux de son idole. Depuis le début de la saison, il cumule 50 victoires et cinq titres. A New York, durant quinze jours,

son tennis tout en panache a électrisé un public souvent davantage absorbé par son hot dog ou celui de son voisin : un jeu explosif tourné vers l'avant, une grosse frappe de fond de court, des montées au filet et l'amortie en guise d'arme fatale.

Il n'y a pas si longtemps, le Grec Stefanos Tsitsipas, l'Allemand Alexander Zverev ou encore le Russe Andrey Rublev étaient annoncés comme les héritiers de la sainte trinité Federer-Nadal-Djokovic. Tous ont jusqu'ici échoué à décrocher le Graal. Carlos Alcaraz vient de leur griller la politesse. Ou plutôt, pour reprendre les mots de Zverev, balayé par l'Espagnol à Madrid en mai, de leur « botter les fesses ». ■

ÉLISABETH PINEAU

Remco Evenepoel, jeune roi d'Espagne et du cyclisme belge

Le coureur, venu très tard au vélo et victime d'une grave chute en 2020, a remporté le Tour d'Espagne à seulement 22 ans

Au fil des étapes du 77^e Tour d'Espagne et des journées passées en rouge, la couleur du maillot de leader de la course, le nom de Johan De Muynck a commencé à surgir d'un passé oublié dans les questions posées à Remco Evenepoel. « Oui, je réalise que je peux devenir le premier Belge vainqueur d'un grand Tour depuis longtemps », a concédé le coureur au début de la troisième et dernière semaine de course. Très longtemps même. C'était le 28 mai 1978 très exactement et De Muynck avait remporté le Giro à Milan, dix jours après les adieux d'Eddy Merckx au vélo.

Au lendemain d'une ultime étape de montagne, au cours de laquelle il n'a pas été inquiété par son dauphin, l'Espagnol Enric Mas, Remco Evenepoel a fait résonner *La Brabançonne* à l'arrivée de la Vuelta, dimanche à Madrid, où s'est par ailleurs imposé le Colombien Sebastian Molano. A 22 ans, le coureur de la formation Quick-Step réinstalle ainsi la Belgique au sommet des grands Tours.

L'issue était autant espérée qu'attendue : depuis son entrée dans le peloton professionnel en 2019, l'intéressé n'a cessé d'être présenté comme l'héritier du « Cannibale ». Le genre de comparaison à vous ajouter quelques hectobars de pression sur les épaules. Pour répondre à ces attentes, il lui fallait encore lever les derniers doutes sur ses capacités à briller sur les courses de trois semaines.

Un homme n'en a jamais douté, son père. « Remco a toujours parlé de grands Tours, a confié Patrick Evenepoel, ancien coureur professionnel lui-même dans les années 1990, au quotidien belge *Le Soir*, le 5 septembre. C'est son défi. Il a gagné des classiques [des courses d'un jour], mais une course de trois semaines, c'est dans son ADN. Et ce Tour d'Espagne est en réalité son premier, car le Giro de l'année passée, il ne compte pas dans son esprit. »

Explication. Le 15 août 2020, Remco Evenepoel croise la mort de près après un virage mal négocié dans la descente du mur de

Sormano sur le Tour de Lombardie. Il disparaît dans un ravin et atterrit une dizaine de mètres plus bas. « Ce 15 août, c'était un jour de chance, car notre enfant aurait pu mourir », avoue Patrick Evenepoel.

Neuf mois plus tard, son fils s'avance au départ du Giro tout juste remis de ses fractures du bassin et d'un fémur. Pendant six semaines, il n'a pas pu marcher. Pour son retour à la compétition, la presse flamande le voit remporter cette première campagne d'Italie et imprime ses pages cyclisme sur du papier rose, clin d'œil lourd de sens au maillot de leader de la course. Le rose, Evenepoel manque de le porter en première semaine avant de craquer et d'abandonner au matin de la 18^e étape.

Avec le recul, Patrick Lefevere plaide l'erreur. Pour le manager de la Quick-Step, Remco Evenepoel n'était pas prêt pour ce Tour d'Italie. Malgré les critiques, les doutes dans l'esprit de certains – à commencer par Eddy Merckx, qui adoube le Slovène Tadej Pogacar, vainqueur du Tour de France, et

trouve des lacunes en montagne à son compatriote –, le roué Lefevere garde toute sa confiance dans les qualités de sa pépite.

L'homme est peut-être connu comme le sorcier des classiques, mais il a tout de suite reconnu en Remco Evenepoel ce « witte merle », soit ce « merle blanc », qu'il disait souvent chercher pour voler haut sur les grands Tours. « Je ne vais pas nier que c'est quelqu'un d'exceptionnel. Je n'avais pas encore vu ça, alors que j'ai pressenti tout vu dans le cyclisme », a-t-il confié dans le livre *Le Siècle des coureurs, histoires intimes du cyclisme belge* de François Brabant et Quentin Jardon (éditions Weyrich, 264 pages, 20,50 euros).

Au Tour de France en 2023 ?

Patrick Lefevere n'est pas le seul à l'avoir perçu. Le talent d'Evenepoel brûle la rétine, attire la convoitise et fait naître tous les fantasmes. En 2018, le phénomène remporte le titre de champion d'Europe chez les juniors avec une marge de presque dix minutes sur le deuxième. Plus

fascinant encore, à l'époque, le Belge pédale avec sérieux depuis seulement une grosse année.

Le 24 mars 2017, Patrick Evenepoel ne trouve plus son vélo de course de retour de sa journée de travail. Le coupable s'appelle Remco, sorti faire un « petit tour » de 117 kilomètres en passant par le terrible mur de Grammont. Dans la foulée, le fils annonce à son père mettre de côté le football pour suivre son chemin dans le cyclisme. Gaucher doué et forcément endurant, Remco Evenepoel a pourtant évolué en sélection nationale chez les moins de 15 ans. Mais il sent sa carrière patiner du côté de Malines et le vélo l'appelle.

De cette première carrière, le jeune cycliste aurait gardé les mauvaises manières, celles souvent associées au football par ses détracteurs. Le garçon serait arrogant, caractériel et mauvais perdant. On lui reproche ses célébrations, comme lorsqu'il mime d'enlever la poussière sur son épaule après une victoire d'étape sur le Tour de Burgos en 2020, comme pour dire « trop facile ».

Lui assure que sa chute en Lombardie l'a changé comme homme. Mais depuis sa victoire sur Liège-Bastogne-Liège, en avril, Remco Evenepoel est entré dans la caste des vainqueurs de classiques et a changé de dimension. Il a aussi appris à maîtriser ses nerfs. Maillot rouge depuis la 6^e étape de la Vuelta, l'ex-footballeur aborde parfaitement la course et ne s'épuise pas dans des efforts vains.

Un château en Espagne, c'est déjà très bien à 22 ans, mais la Belgique imagine son « Remco » parader en jaune sur les Champs-Élysées, quarante-sept ans après Lucien Van Impe. « Si cela dépend de moi, il ne fera pas le Tour de France en 2023 », prévenait Patrick Lefevere dans un entretien au *Soir* en milieu de Vuelta.

Mais l'ancien comptable dit « ne pas être un dictateur » et pouvoir infléchir sa décision si son coureur insiste vraiment pour s'aligner, en juillet 2023, au départ de Bilbao. Après tout, l'Espagne réussit plutôt bien à Remco Evenepoel. ■

ALEXANDRE PEDRO

Louis-Fabrice Latour

Figure des vins de Bourgogne



A Beaune (Côte-d'Or),
en novembre 2013.

GILLES MATHIEU / LE BIEN PUBLIC / MAXPPP

Louis-Fabrice Latour, président du directoire de la Maison Louis Latour, s'est éteint à Beaune (Côte-d'Or) dans la nuit du 5 au 6 septembre, à 58 ans. « Il était la Bourgogne et participait grandement à l'âme de la région », n'hésite pas à dire, non sans émotion, Albéric Bichot, président de la Fédération des négociants-éleveurs de Grande Bourgogne (FNEB), qui perd un ami d'enfance en même temps qu'un alter ego dans le commerce du vin. Né le 29 février 1964 à Beaune, Louis-Fabrice Latour représentait la onzième génération de la maison de négoce beaunoise, qu'il dirigeait depuis 1999.

Les 225^e vendanges de la Maison Louis Latour, qui battent leur plein, seront marquées par l'absence de cet homme reconnu affable et bienveillant par ses collaborateurs. « Il était très préoccupé par le bien-être des gens qui travaillent dans l'entreprise. Il y a même des familles d'employés qui se succèdent de génération en génération dans la Maison Latour », souligne son cousin Jérôme Gautheret, journaliste à Monde.

Membre des Hénokiens (association qui ne regroupe que des entreprises familiales et indépendantes d'au moins 200 ans), Louis-Fabrice Latour avait une passion pour la vie publique et les médias. Ce diplômé de Sciences Po Paris était un grand lecteur de la presse : comme aucun recoin de son vignoble, aucune actualité nationale et internationale ne lui échappait. Il était d'ailleurs membre du Siècle. « Il était curieux. Laisser une trace dans l'histoire était une préoccupation pour lui », souligne son attaché de presse, Eric Touchat.

Vision claire de l'avenir

Grâce à la permanence de sa famille depuis 1731 dans le vignoble bourguignon, Louis-Fabrice Latour portait sur les événements un recul unique : « La Maison a traversé la révolution française et deux guerres mondiales, ce n'est pas le Covid-19 qui va l'anéantir », avait-il dit. S'il n'était pas révolutionnaire, il avait une vision claire de l'avenir. « L'exportation des vins de Bourgogne était un de ses fers de lance. Il avait consacré une grande partie de son temps et de son énergie à défricher les marchés et à conquérir de nouveaux horizons commerciaux », témoigne M. Bichot.

Louis-Fabrice Latour, qui a travaillé sur le marché londonien puis à Paris, au sein de BNP Paribas en tant qu'attaché de direc-

tion, avant de rejoindre son père dans l'entreprise familiale en 1989, n'a cessé d'œuvrer pour la communauté. Il fut notamment président de la FNEB de 2003 à 2014, président de la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux de 2011 à 2014, président délégué puis président du Bureau interprofessionnel des vins de Bourgogne de 2013 à 2021.

Dans le même temps, il a étendu les propriétés familiales déjà fortes de 48 hectares uniquement de grands et premiers crus en côte de Nuits (Chambertin, Romanée-Saint-Vivant) et en côte de Beaune (Corton-Charlemagne, Chevalier-Montrachet). Celui qui préférerait se développer dans la Grande Bourgogne plutôt qu'à l'étranger, comme certains de ses confrères, a convaincu la centaine de ses actionnaires, qui forment le directoire de la Maison Latour, d'acquiescer à Chablis (Yonne) les domaines Simonnet-Febvre en 2003 et Henry Fessy dans le Beaujolais en 2008, ainsi que les Pierres Dorées. Avant lui, son père, Louis, avait préféré s'étendre hors de la région, en Ardèche et dans le Var.

« Comme l'ensemble de la Bourgogne, la Maison Latour ne s'est jamais portée aussi bien. Louis-Fabrice nous quitte au moment où elle récolte le fruit de son travail. Il réussissait toujours à nous convaincre avec enthousiasme. Sa dernière décision était la conversion du vignoble à la culture biologique. Jusqu'au bout, il a piloté l'entreprise », raconte Jérôme Gautheret. Chevalier de la Légion d'honneur depuis 2011, Louis-Fabrice Latour s'était investi dans la candidature des Climats de Bourgogne au Patrimoine mondial de l'Unesco et s'était attelé à la défense de la colline de Corton pour laquelle il a œuvré, afin qu'elle retrouve la croix de Charlemagne. Il sera enterré tout près, dans le cimetière d'Aloxe-Corton. Marié depuis 1995, Louis-Fabrice Latour laisse derrière lui une fille aînée de 25 ans et trois garçons, dont le plus jeune a 12 ans. ■

LAURE GASPARETTO

Le Monde

Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@publicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ carnet@publicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Avril, sa sœur, Claire SCHWARTZ, Odette SOURIAU, Patricia et Jean-Marc MINAULT, Catherine SCHWARTZ, Pascal SOURIAU, souhaitent la bienvenue à

Vadim,

né le 5 août 2022,

fils de

Eve MINAULT et Vincent SOURIAU.

Décès

Paris.

Alexandra Babeau et Eric Schmitt, Ion et Dominique Babeau, Laetitia Babeau, Coralie et Sylvain Cousin, leurs enfants et petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Henriette BABEANU, née SCHLUMBERGER,

survenu le 28 juillet 2022.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 14 septembre, à 16 h 30, au Temple de Pentemont, 106, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

123, rue de Grenelle,
75007 Paris.

Laurence Nani, sa compagne, Julien, son fils, Et Mathilde, Louise et Josephine, ses petites-filles, Marie Christine Barraut, Anne Catherine Domez, Emmanuelle Toscan du Plantier, ses sœurs, Tous ses neveux et nièces Et Françoise Barraut,

ont l'immense chagrin d'annoncer la disparition de

Alain BARRAULT,

survenue le 7 septembre 2022.

Une bénédiction aura lieu en l'église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, 81, rue d'Alleray, Paris 15^e, le jeudi 15 septembre, à 10 heures.

Massat (Ariège).
Montauriol (Pyrénées-Orientales).

Les familles Claustre, Treinen, Labonnote, Pattégay, Laffont, Toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre CLAUSTRE, directeur de la MRA au Tchad (1969-1974), secrétaire général de l'ANAC Toulouse,

survenu le 2 septembre 2022, à Massat, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 6 septembre, à 9 h 30, en l'église du Rieuprègon, à Bousenac (Ariège), dans la plus stricte intimité, selon sa volonté, suivie de l'inhumation, auprès de son épouse,

Françoise († 2006).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} E. Labonnote,
1, rue du 8 mai,
37520 La Riche.

Josette, Michelle, Françoise, ses filles, Sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Rémi GUILLO, chevalier de la Légion d'honneur, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, ancien élève de l'ENA promotion Guy Desbos,

survenu à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

M^{me} Jean Claude Legrand, née Rosine Champetier de Ribes Christoffe, son épouse, Jean-François Legrand, Sophie Legrand, Nicolas Legrand (†), Nathalie Gauthier (†), ses enfants, Paul et Emilie Ghafoorian et Malo, Vincent Bernard, ses petits-enfants et son arrière-petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean Claude LEGRAND, X 38, ancien vice-président de la Lyonnaise des Eaux,

survenu à l'âge de cent deux ans.

La messe de funérailles a eu lieu le samedi 10 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris 16^e.

Marie-Christine Mercier

a la tristesse d'annoncer le décès de

Yvette MERCIER,

à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Ses obsèques auront lieu ce mardi 13 septembre 2022, à 15 heures, au cimetière de Bourg-La-Reine (Hauts-de-Seine), 27, rue de la Bièvre.

Elvire et Jean-Philippe Lorizon, sa fille et son gendre, Cosme et Swann, ses petits-enfants Et toute la famille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Gérard TARDIVON, conservateur des Hypothèques honoraire, ancien directeur des Impôts de la Nouvelle-Calédonie,

survenu le 27 août 2022, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Paris.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Paris 16^e, le 5 septembre, dans l'intimité familiale.

2, square Moncey,
75009 Paris.

Souvenir

Vivre au rythme de tes anniversaires et voir partir impuissant les êtres chers !

« La vie, c'est une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, Et qui ne signifie rien. »

« Arrêter les pendules, couper le téléphone, Empêcher le chien d'aboyer pour l'os que je lui donne, Faire taire les pianos et les roulements de tambour. Que les avions qui hurlent au dehors Dessinent ces trois mots Il Est Mort, Nouer des voiles noirs aux colonnes des édifices Gantier de noir les mains des agents de police. Il était mon Nord, mon Sud, mon Est, mon Ouest, Ma semaine de travail, mon dimanche de sieste, Mon midi, mon minuit, ma parole, ma chanson, Je croyais que l'amour jamais ne finirait : j'avais tort. Que les étoiles se retirent, qu'on les balaye Démontez la lune et le soleil Vider l'océan, arracher les forêts Car rien de bon ne peut advenir désormais. »

Le corps nu, allongé sur une table d'hôpital en métal, couvert d'un drap jusqu'à mi-épaules. La tête enrubannée, un pansement blanc sur la tempe gauche, les yeux fermés. Mèche de cheveux coupés aux ciseaux et dérobés dans la pièce mortuaire, des larmes, des vertiges et partout de la buée.

A ce garçon, beau et brillant, que j'aime, loin de qui je vieillis, au

docteur Jean-Louis FRASCA,

6 février 1960,

tué à l'âge de trente-six ans, un samedi matin, le 14 septembre 1996.

Remerciements à celles et ceux, connus ou inconnus nombreux, qui font vivre le nom de Jean-Louis.

Jean-Jacques Baudouin-Gautier, ton ami.

jjbgjbg@gmail.com

Hommage

Roger, son mari, Nicolas et Olivier, ses fils Ainsi que Rebecca et Louise, ses petites-filles,

souhaitent annoncer l'hommage qui sera donné à

Yvonne BABY, journaliste au journal *Le Monde* et écrivain,

le jeudi 15 septembre 2022, à 10 h 30, en l'église Saint-Eustache, Paris 1^{er}.

L'hommage a lieu suite à son décès, le 3 août dernier.

Commémoration

Commémoration de la déportation des Juifs de France par l'association « Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France » et le Mémorial de la Shoah, avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Cérémonie à la mémoire des déportés du convoi n° 32 partis, il y a 80 ans, du camp de Drancy pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.

Mercredi 14 septembre 2022, à 12 heures.

Lecture des noms des 1000 déportés, dont 113 enfants, du convoi n° 32. Seuls 66 déportés sont revenus.

Mémorial de la Shoah,
17, rue Geoffroy-l'Asnier,
75004 Paris.

Renseignements :
Tél. : 01 53 01 17 99.

Email : wendy.semah@memorialdelashoah.org

Conférences

Les Mardis de la Philo ont 25 ans et s'installent au Centre Sèvres. Dès le 13 septembre 2022, à 9 h 30, chaque mardi, venez philosopher et penser le monde contemporain à la lumière des grands auteurs. Notre programme fait la part belle aux questions qui soulèvent le 20^e siècle : géopolitique, migrations, numérique, défis de la vie en commun, souveraineté, reconnaissance, démocratie... mais aussi le rire, l'émerveillement, l'âme russe, la philosophie française, la littérature, la philosophie médiévale juive et arabe, Virgile, John Stuart Mill, Nietzsche, ou encore les grandes révolutions philosophiques.

Des conférenciers d'exception, parmi lesquels : Marcel Gauchet, Charles Pépin, Nicole Gnesotto, Rémi Brague, Charles Girard, Michel Eltchaminoff, Bertrand Vergely, Camille De Jardin, Éric Fiat, Olivia Gazalé, Heinz Wismann, Céline Spector, Bertrand Vergely, Laurence Devillairs, Jean-Michel Besnier, Pierre-Henri Tavoillot, Catherine Wihtol de Wenden. Les conférences ont lieu au Centre Sèvres et en visio, 35 bis, rue de Sèvres, Paris 6^e. Programme détaillé sur : www.lesmardisdela-philo.com ou au 06 77 66 09 55 Podcasts www.mercisocrate.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Mornot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Hélène Bekmezian, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevalerieau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Bonredon, Emmanuel Davidenko (Événements), Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Christian Massol, Franck Nouchi (Débats et Idées)
Directrice du design Méline Zerbib
Direction artistique du quotidien Sylvain Peirani
Infographie Delphine Pavin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Jean-Louis Boffa, président, Sébastien Carganico, vice-président

Vos signatures
projections-débats
expositions
colloques
conférences
concerts
Cours

Le Monde
Le Carnet

Pour toute information : carnet@publicite.fr
Prix à la ligne : 33€ TTC.



Grandes voix africaines
Conférences
Les mardis à 18 h 30
À partir du 13 septembre 2022
Philharmonie de Paris.

Une découverte des richesses culturelles de l'Afrique à travers ses grandes voix, l'occasion d'aborder les engagements de musiciens aux multiples facettes, de Cesária Évora à Fela Kuti en passant par Youssou N'Dour.

Infos et réservation :
01 44 84 44 84
philharmoniedeparis.fr

Communications diverses



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent ceux qui souffrent de solitude, de mal-être et peuvent avoir des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants bénévoles sur toute la France. L'écoute peut sauver des vies et enrichir la vôtre ! Choix des heures d'écoute, formation assurée.

En IdF RDV sur www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur www.sos-amitie.com



Journées européennes du patrimoine 2022

Visitez la Maison de la recherche de l'Inalco, ancien hôtel particulier ouvert exceptionnellement au public, le samedi 17 septembre, 13 heures - 17 h 30. Institut national des langues et civilisations orientales, Maison de la recherche, 2, rue de Lille, Paris 7^e. Entrée et visite libres. www.inalco.fr

Les yeux dans les yeux avec Marina Abramovic

En Suisse, Marco Anelli expose les visages des 1545 participants à la performance de l'artiste, en 2010



Des visages, dont celui de Lou Reed (en bas, au centre), parmi ceux des 1545 personnes, célèbres et anonymes, qui ont participé en face à face à la performance de Marina Abramovic (en bas, à droite), en 2010, au MoMA, à New York.

MARCO ANELLI

PHOTOGRAPHIE

VEVEY (SUISSE) - envoyé spécial

Le 7 mars 2010, à l'heure où le Musée d'art moderne (MoMA) de New York ouvrait ses portes, Marina Abramovic a rejoint une chaise dans le patio et ne l'a pas quittée jusqu'à la fermeture. L'artiste a répété le geste pendant soixante-quinze jours, soit le temps de l'exposition que lui consacrait le musée dans les étages. Sept cent seize heures et trente minutes sans bouger, face à une autre chaise où les visiteurs pouvaient s'asseoir le temps qu'ils voulaient. A condition de ne pas lui parler et de ne pas la toucher. Mille cinq cent quarante-cinq personnes ont fixé Marina Abramovic dans les yeux tandis que 800 000 autres, intriguées ou fascinées, ont assisté à cette performance tout en visitant son exposition.

Le photographe Marco Anelli, Italien de 53 ans installé à New York, a enregistré au téléobjectif ces 1545 personnes. Pas les corps, juste les visages. Une partie des photos sont exposées à Vevey, en Suisse, dans le cadre du festival Images. Elles permettent de comprendre un peu mieux ce qui s'est joué durant ces « conversations intimes par les yeux » entre une artiste et le public et pourquoi cette performance intitulée *The Artist is Present* est mythique. Les photos montrent ce que Marina Abramovic a vu et que le public autour n'a pu voir. Soit une palette d'émotions sur les visages : le plaisir, l'admiration, la sidération, l'inquiétude. Et souvent une douleur. Nombre de personnes pleurent en silence. D'autres sont au bord des larmes.

Marina Abramovic a alors 64 ans. Pionnière de la performance radicale au début des années 1970 dans sa Serbie natale, mettant en jeu son corps, jusqu'à lui faire subir des sévices, elle est devenue une star, non sans un côté jet-set. Impliquer le public dans l'œuvre est dans son ADN. Cette performance au MoMA où

les visiteurs deviennent l'œuvre en est le sommet. Marco Anelli entend la restituer en restant invisible. Il se fond dans le public qui regarde la performance, à 8 mètres, juste derrière Marina Abramovic, et capte les visages avec un puissant téléobjectif. L'image est d'une netteté totale sur les yeux, pas tout à fait sur le nez ou les oreilles. Floue dans le fond. La couleur révèle chaque détail de la peau. Le cadrage est légèrement oblique et les gens regardent sur leur gauche, ce qui met le spectateur à distance tout en étant un voyeur privilégié.

« Un truc de fous »

Marco Anelli est dans son élément. Avec le même téléobjectif, il avait photographié le football en Italie, des courses de formule 1, des concerts classiques, des sculptures dans la basilique Saint-Pierre à Rome. Chaque fois, il cherchait à « faire entrer le spectateur dans l'intimité de personnalités et figures que l'on ne peut voir que de loin ». Il réussit la même chose avec Marina Abramovic. Cette dernière est en confiance depuis leur rencontre en 2007 à Rome, quand elle lui accorde dix minutes pour faire son portrait et qu'il lui répond : « Ce n'est pas vous que je veux montrer, ce sont vos cicatrices. » Elle en a sur les poignets, le cou, l'abdomen, les stigmates de performances passées.

Au MoMA, il entend se mettre dans les mêmes conditions qu'elle. Ils arrivent au musée et en repartent ensemble. Il n'entend rater aucune personne qui s'assoit face à l'artiste. Il est présent chaque minute – c'est inédit dans l'art de la performance. Il lui arrive de s'échapper quelques secondes pour se dégourdir les jambes et aller aux toilettes, alors qu'Abramovic ne bouge pas pendant huit heures. Elle a suivi une préparation spéciale, a eu recours à un nutritionniste pour modifier son métabolisme. Elle sortira physiquement cassée de sa performance la plus éprouvante. Fixer des yeux si longtemps est « un truc de fous », ajoute Marco Anelli. Selon des spécialistes, quand ça dépasse les sept secondes, c'est le plus souvent pour embrasser ou pour vous battre avec votre interlocuteur.

Les premiers jours de la performance, le public ne se bouscule pas. Et puis les télévisions en parlent, le buzz gagne, la folie monte, des personnalités accourent. Dans les dernières semaines, des dizaines de personnes passent la nuit devant le musée puis, une fois les portes ouvertes, courent dans les couloirs pour avoir une chance de participer à la performance. Il y a aussi les milliers de personnes massées sur les quatre côtés de l'atrium, juste pour regarder. Avec ce petit

« Marina [Abramovic] était entre la Callas et le pape »

MARCO ANELLI
photographe

miracle : dans la ville la plus tourbillonnante au monde, des gens restent immobiles sans avoir rien à consommer, à acheter, à vendre. Un homme réussit à s'asseoir vingt-neuf fois face à Marina Abramovic. Le dernier à le faire est Klaus Biesenbach, conservateur du MoMA et instigateur de l'événement. A la fin, il se lève et embrasse l'artiste. Un tonnerre d'applaudissements monte dans le musée. « Marina était entre la Callas et le pape », se souvient Marco Anelli.

Ce dernier se demande encore pourquoi une femme qui ne fait rien et ne dit rien a généré une telle émotion collective. Lui-même, pourtant réservé, se rappelle que les jours suivant la performance, il était en manque de Marina, de son corps, du public autour : « C'est la plus forte expérience de ma vie professionnelle. » Et pourtant, il a travaillé avec de très grands artistes, de Robert Longo à Matthew Barney en passant par Alex Katz ou Shirin

Neshat. « Il est rarissime qu'une œuvre suscite une telle émotion. »

Les premières semaines, une table de bois tient à distance Abramovic de son interlocuteur. Et puis l'artiste la retire. La proximité totale donne alors des sueurs froides au musée – un visiteur pouvait se jeter sur elle – mais fait monter les émotions. Il y a aussi le côté imprévisible du déroulement. Un homme reste sept heures face à Abramovic. La moyenne est de quinze minutes. Sous chaque portrait, Marco Anelli ne mentionne pas le nom de la personne mais la durée de sa présence face à l'artiste. « Au bout de quatre ou cinq minutes, l'émotion monte, les larmes surgissent », livre Marco Anelli.

Sainte ou martyre

Marina Abramovic comme le public voit dans l'autre assis le miroir de leur propre vie. « Vous ne pouvez pas imaginer à quel point j'ai pleuré », confiera l'artiste. Le charisme de cette dernière, sa beauté, son allure, son regard, jouent leur rôle dans le triomphe. « Dès qu'elle entre dans une pièce, tout le monde s'arrête, elle irradie les lieux », confirme le photographe.

C'est du reste un résultat imprévu et dérangeant de la performance. Les semaines passant, l'artiste, d'abord perçue comme une sculpture avec ses robes ex-

travagantes, devient une sorte de sainte ou de martyre qu'on vient aduler. Le public communité et participe du chemin de croix, ce qui renvoie au statut ambivalent de l'artiste, entre la marge et le glamour.

Marco Anelli ajoute une couche supplémentaire de lecture. Les 1545 visages photographiés forment un portrait de New York, la ville « la plus cosmopolite au monde ». Il y a des Blancs, des Latins, des Noirs, des Asiatiques, des jeunes (un enfant de 7 ans resté plusieurs heures face à l'artiste) et des vieux, des riches et des pauvres... Et puis des visages célèbres : Björk, Sharon Stone, Isabelle Huppert, James Franco, Alan Rickman, Michael Stipe, Lou Reed, Patti Smith, Isabella Rossellini... Ils se confondent avec les anonymes, sans maquillage ou retouche. Ils sont banals, voire ingrats, à mille lieues des photos magnifiées dans les magazines. « Ils n'ont rien à vendre », dit Marco Anelli, qui les montre sous un jour inédit.

Il n'y a rien de mieux que la photographie pour restituer une performance immobile, jouant sur les détails du visage. C'est mieux que le film documentaire sur le même sujet, *Marina Abramovic : The Artist is Present* (2012), de Matthew Akers. Sauf pour une séquence : quand l'artiste Ulay, compagnon de vie et de performances d'Abramovic (on peut en voir une à Vevey, réalisée en 1988 sur la muraille de Chine), mort en 2020, est venu s'asseoir face à elle au MoMA, vingt ans après leur séparation. Déroutant au protocole, elle lui a pris les mains. La scène totalise 17 millions de vues sur YouTube. Du grand spectacle. ■

MICHEL GUERRIN

Portraits in the Presence of Marina Abramovic, de Marco Anelli. Festival Images, Musée historique de Vevey (Suisse). Jusqu'au 25 septembre, tous les jours de 11 heures à 19 heures. Entrée libre.

Boris Mikhaïlov et Diana Markosian à l'honneur

LE FESTIVAL IMAGES, à Vevey (Suisse), réunit près de cinquante artistes (photo, vidéo, installations) de vingt pays sur le thème « Together, la vie ensemble ». Une partie des expositions sont en intérieur et d'autres dans la rue, une spécialité de cette biennale d'arts visuels. Dans un ensemble de très bonne qualité, alliant auteurs reconnus (Thomas Struth, Martin Parr, Alec Soth, Bettina Rheims, Bertien van Manen, Marina Abramovic/Marco Anelli) et d'autres à découvrir, l'édition 2022 est dominée par l'Ukrainien Boris Mikhaïlov et par la Russo-Américaine Diana Markosian.

Boris Mikhaïlov, 84 ans, propose à La Serrurerie le diaporama *Yesterday's Sandwich* sur la musique de *The Dark Side of the Moon*, de Pink Floyd. L'artiste projette ses images du début des années 1970, fruits de superpositions de diapositives mêlant scènes de l'ex-URSS, portraits et nus féminins, couleurs audacieuses. Ce chef-d'œuvre figure aussi dans la rétrospective Mikhaïlov, à voir jusqu'en janvier 2023 à la Maison européenne de la photographie, à Paris.

Diana Markosian, 33 ans, associe, dans l'immense salle del Castillo, des photos, des archives et un court film réalisé par

elle visant à restituer, avec des acteurs et des actrices, l'histoire de sa mère (la sienne aussi). Cette dernière, en 1996, quitte son mari et la Russie pour la Californie, où un homme lui promet de lui faire découvrir, ainsi qu'à ses enfants, le rêve américain, véhiculé par la série télé *Santa Barbara*. ■

M. G.

Festival Images, Together, la vie ensemble, à Vevey, en Suisse, jusqu'au 25 septembre. Catalogue général, *Together, la vie ensemble*, 370 pages, 25 francs suisses.

A Bayreuth, le triomphe des castrats et de l'opéra baroque

« Alessandro nell'Indie », œuvre de Leonardo Vinci, est reprise pour la première fois depuis 1730

MUSIQUE
BAYREUTH (ALLEMAGNE)

C'est l'histoire d'une *success story*. Inauguré en 2020, en plein cœur de la pandémie, par le contre-ténor et metteur en scène croate Max Emanuel Cencic, qui en est également directeur artistique, le Festival d'opéra baroque de Bayreuth déroule, du 7 au 18 septembre, une troisième édition de haut vol. Le pari d'offrir un contrepoint culturel au grand festival wagnérien estival (fondé en 1876) par la ville de Haute-Franconie semble tenu si l'on en juge par les groupes en habits de soirée qui convergent en cette fin d'après-midi pluvieuse du vendredi 9 septembre vers l'Opéra des Margraves, édifice baroque de 490 places édifié entre 1744 et 1748, classé au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2012.

Car il fut un XVIII^e siècle, rappelez-le, où Bayreuth accueillait les opéras de Telemann, Cesti et Keiser, où la Margravine Wilhelmine de Brandebourg-Bayreuth, sœur de Frédéric II de Prusse et amie de Voltaire, elle-même musicienne et compositrice (son opéra, *Argenore*, créé en 1740, a connu plusieurs productions récentes à l'Opéra des Margraves, dont elle fut la commanditaire), animait l'une des cours les plus brillantes d'Europe. Un temps que n'aurait pas déparé la somp-

tueuse production d'*Alessandro nell'Indie*, de Leonardo Vinci, que Max Emanuel Cencic vient de ressusciter en première mondiale (l'œuvre n'avait jamais été reprise depuis sa création lors du carnaval de 1730 au Teatro delle Dame de Rome). Distribution étourdissante, mise en scène enlevée, direction musicale engagée : cette longue soirée d'exception est visible sur le site d'Arte depuis dimanche 11 septembre.

Distribution masculine
Concocté par le librettiste star Pietro Metastasio (son *Alessandro* suscita pas moins de 80 mises en musique, dont une de Wilhelmine de Bayreuth, en 1741), le livret relate la conquête de l'Inde par Alexandre le Grand (*Alessandro*) et la défaite du roi Poros (*Poro*) en 326 avant notre ère lors de la bataille de l'Hydaspe. Comme souvent dans l'opéra baroque, l'histoire n'est que prétexte à lamentations, fureurs, déclarations d'amour et batailles – l'humaine mécanique des passions humaines. D'un côté, la jalousie dévorante du roi Poros, à l'égard de sa promise, la reine Cleofide, trop proche à son goût d'*Alessandro*, qui le mènera au bord du suicide puis de la folie vengeresse et du féminicide. De l'autre, l'aspiration de la gent féminine à se gouverner soi-même, que ce soit sur le plan politique, sentimental ou sexuel. Ainsi la princesse Erissena, sœur de Poro,

revendiquant d'aimer au gré de son cœur et de sa sensualité.

Le principe de la mise en abyme est aussi vieux que le théâtre. Mais Max Emanuel Cencic en fait l'atout d'une fantaisie que ponctuent les interventions tragi-comiques de deux acteurs anglais hauts en couleur. L'opéra est, en effet, présenté à l'instar d'une des fêtes qu'organisait George IV dans son extravagant Royal Pavilion de Brighton, construit dans le style d'un de ces palais indo-sarrasins répandus en Inde au XIX^e siècle, symbole kitsch d'un Orient fantasmé qui s'ébat sur le plateau en une réjouissante orgie de costumes hollywoodiens et de chorégraphies plus ou moins burlesques, inspirées de la danse classique indienne. Débauche de bijoux et de tissus colorés, combats de marionnettes, masques et castelet en forme de boîte magique, vélos dromadaires ou éléphants à roulettes : la mise en scène exige des interprètes une véritable performance scénique. Que demander

La « queen » de la soirée n'est autre que le soprano brésilien, Bruno de Sa

de plus quand celle-ci est au service du chant et de la musique ?

Interdites de scène à Rome, les femmes ont été remplacées par les castrats : la distribution est donc entièrement masculine. La « queen » de la soirée n'est autre que le soprano brésilien Bruno de Sa. Comment ne pas noter devant cette voix haute et claire, à la projection subtile et puissante, au phrasé souple, capable d'atteindre des notes stratosphériques et de les tenir longtemps sur le souffle ? Stupéfiant vocalement, le chanteur campe une reine Cleofide à qui ne manque aucun des attributs de la féminité la plus charmante ou vindicative.

La dispute amoureuse avec le Poro possessif de Franco Fagioli, lui aussi fantastique de nuances, de couleurs, d'invention et de virtuosité, est un moment d'anthologie, lequel convoque au passage dans un duel hilarant, des extraits du « Sempere libera » de *La Traviata* et l'Air de la Reine de la nuit, puis « La Donna è mobile » du *Rigoletto*, de Verdi, pour le plus grand bonheur du public.

Face à nos deux héros de la soirée, la coquette et coquine Erissena de Jake Arditti, qui séduit par son timbre sombre et charnu et son sens aigu d'un comique de situation agrémenté de tenues plus suggestives les unes que les autres. Moins à l'aise à cause d'une prise de rôle tardive (il remplace Dennis Orellana, atteint du Covid-19), l'*Alessandro* de Maayan Licht, s'il manque encore d'autorité, déploie une délicatesse de guerrier clément et magnanime. Carton plein pour le Gandarte droit dans ses bottes de Stefan Sbonnik ainsi que pour le traître de service incarné par

Nicholas Tamagna, naviguant avec habileté entre componction et machiavélisme. Au pupitre, au violon, et plus incidemment sur la scène, la Polonaise Martyna Pastuszka a mené avec maestria son excellent {oh!} Orkiestra, en résidence cette année au Festival d'opéra baroque de Bayreuth. ■

MARIE-AUDE ROUX

Alessandro nell'Indie, de Leonardo Vinci. Avec Franco Fagioli, Bruno de Sa, Jake Arditti, Maayan Licht, Stefan Sbonnik, Nicholas Tamagna, Max Emanuel Cencic (mise en scène), Domenico Franchi (décors), Giuseppe Palella (costumes), David Debrinay (lumière), Sumon Rudra (chorégraphie), {oh!} Orkiestra, Martyna Pastuszka (direction et violon). Festival d'opéra baroque de Bayreuth (Allemagne). Jusqu'au 18 septembre. Diffusé sur Arte en direct le 11 septembre à 15 heures, puis disponible sur Arte.tv jusqu'au 10 septembre 2023.



Représentation d'« Alessandro nell'Indie », le 5 septembre, à l'Opéra des Margraves, à Bayreuth (Allemagne). FALK VON TRAUENBERG

CINÉMA « Aftersun », Grand Prix du festival de Deauville

Le Grand Prix du 48^e Festival du cinéma américain de Deauville a été attribué, samedi 10 septembre, à *Aftersun*, de la réalisatrice Charlotte Wells, film poignant sur les relations d'un père en vacances avec sa fille de 11 ans. Le film est le premier long-métrage de la réalisatrice Charlotte Wells, née en 1987. Le Prix du jury a, lui, été décerné à deux films : *War Pony*, plongée dans le monde amérindien, de Gina Gammell et Riley Keough, et *Palm Trees and Power Lines*, film sur l'adolescence, de Jamie Dack. – (AFP)

Mort du cinéaste suisse Alain Tanner

Le prolifique réalisateur suisse Alain Tanner, considéré comme un pionnier du mouvement cinématographique de la Nouvelle Vague dans son pays, est mort, dimanche 11 septembre, à l'âge de 92 ans. « Alain Tanner a été l'une des figures phares du cinéma suisse et est à l'origine du nouveau cinéma suisse dans les années 1970 », a écrit l'association Alain Tanner dans un communiqué. Avec plus de vingt films à son actif, Alain Tanner a commencé sa carrière à la fin des années 1950. *Le Monde* publiera une nécrologie du cinéaste dans une prochaine édition. – (AFP)

La Mostra, vitrine des académismes contemporains

Le Lion d'or a été décerné à « All the Beauty and the Bloodshed », un documentaire de l'Américaine Laura Poitras

CINÉMA

VENISE (ITALIE) - envoyé spécial

Après avoir passé en revue, onze jours durant, les vingt-trois films qui garnissaient les rangs de la compétition, le jury de la 79^e Mostra de Venise, présidé par Julianne Moore, a remis, samedi 10 septembre, le Lion d'or à la réalisatrice Laura Poitras pour le documentaire *All the Beauty and the Bloodshed*, dont le passage sur la lagune avait laissé une forte impression. L'Américaine est ainsi la troisième femme consécutive à remporter la récompense suprême, après la Chinoise Chloé Zhao avec *Nomadland*, en 2020, et la Française Audrey Diwan avec *L'Événement*, en 2021 – cette dernière figurant cette année au nombre des jurés.

All the Beauty and the Bloodshed retrace par le menu le parcours de vie et de création de la photographe Nan Goldin, mais aussi son combat actuel, au sein d'une association de victimes, contre la puissante famille Sackler. A la tête d'un empire pharmaceutique jugé responsable de l'épidémie d'opioïdes ayant ravagé les États-Unis depuis les années 1990, celle-ci blanchit son image par le mécénat des arts et des donations aux plus prestigieuses musées du

monde, dont certains exposent justement les œuvres de Goldin. Ce qui a notamment permis à l'artiste de faire pression en menaçant de les retirer.

Le film éclaire l'enfance corseillée de la photographe dans le Massachusetts des années 1950, son compagnonnage avec l'underground new-yorkais queer et flamboyant de la fin des années 1970, scène déclinée par le sida la décennie suivante, la création de sa fameuse série de diapositives *The Ballad of Sexual Dependency*, ses amours libres et parfois toxiques. S'il s'avère informatif et intéressant au niveau du contenu, on peut aussi trouver au film une forme convenue, compilation de documents et d'entretiens enchaînés avec un horizon de clarté et d'efficacité.

Œuvres « à contenus »

Le sacre d'un tel film, qui représente le standard du documentaire, est symptomatique d'une tendance de la Mostra depuis quelques années – qu'une logique de tapis rouge porte de plus en plus vers des œuvres « à contenus » (films à sujet, performances d'acteurs appuyées, formes pomprières, registre théâtral) – qui fait de la compétition une vitrine des académismes contemporains. En témoigne, outre le niveau globa-

lement médiocre de l'édition, la porte ouverte par le festival aux productions des plates-formes, souvent maximalistes et emphatiques, bien qu'il soit à noter qu'aucune d'entre elles (*White Noise*, de Noah Baumbach ; *Bardo*, d'Alejandro Gonzalez Iñárritu ; *Athena*, de Romain Gavras et *Blonde*, d'Andrew Dominik côté Netflix ; *Argentina, 1985*, de Santiago Mitre, côté Amazon) n'ait remporté de prix.

Quelques œuvres, néanmoins, surnageaient haut la main. Ce fut le cas notamment de *Saint-Omer*, premier long-métrage de fiction, après des documentaires remarquables, de la Française Alice Diop, reparti avec deux prix, le Lion d'argent-Grand Prix du jury et le Lion d'argent du meilleur premier film. Avec une rigueur et une intensité remarquables, le film raconte le procès d'une mère infanticide (inspiré du cas bien réel de Fabienne Kabou) ayant abandonné son bébé sur une plage à marée montante. Diop orchestre surtout la rencontre en miroir de deux femmes noires, l'une dans la salle, romancière spectatrice, et l'autre comparaisant sur le banc des accusés, connectant, par-delà le jugement de la société française, le regard conscient de l'une à la parole brûlante de l'autre.

Le dernier film clandestin du grand cinéaste iranien Jafar Panahi, *Aucun ours*, présenté en l'absence du réalisateur, incarcéré à Téhéran depuis le 11 juillet, a reçu, quant à lui, le Prix spécial du jury. Libellé malheureux pour une récompense qui semble de circonstance, alors que le film est proprement splendide. Panahi s'y met en scène lui-même en cinéaste contraint de ruser pour tourner ses films à distance, caché dans un village frontalier où sa présence sème la zizanie. Tout en jeux de miroirs et procédés réflexifs, le film, bourré de clins d'œil à son défunt mentor Abbas Kiarostami, dit le tiraillement des artistes iraniens tentés par l'exil mais ne pouvant s'y résoudre.

Sans grande surprise, la coupe Volpi de la meilleure interprétation féminine est allée à Cate Blanchett pour son rôle dans *Tar*, de Todd Field, celui d'une cheffe d'orchestre lesbienne à la tête de l'Orchestre philharmonique de Berlin qui se retrouve confrontée aux effets de la « cancel culture ». Une performance à la mesure de l'actrice, qui donne à ce personnage perfectionniste une incarnation résonnant en profondeur avec sa propre maestria, dans un film au style glacé et monumental. L'Irlandais Colin Farrell est reparti, quant à lui, avec l'équivalent

masculin de la récompense pour *Les Banshees d'Inisherin* de son compatriote de naissance Martin McDonagh, fable intrigante sur la guerre civile irlandaise où il joue un homme simple brouillé du jour au lendemain, et sans trop savoir pourquoi, avec son meilleur ami.

Grand habitué et enfant chéri de la Mostra, l'Italien Luca Guadagnino est reparti avec le Lion d'argent du meilleur réalisateur pour *Bones and All*, où il retrouve une deuxième fois Timothée Chalamet après *Call Me by Your Name* (2017), en duo avec l'actrice canadienne Taylor Russell, sacrée également par le Prix Marcello Mastroianni du meilleur espoir. La douceur et la délicatesse avec lesquelles est traitée cette virée cannibale de jeunes marginaux à travers les États-Unis cachent mal les enjeux décoratifs d'une romance adolescente conformiste. C'est hors des sentiers battus de la compétition qu'il fallait chercher le plus beau film de cette Mostra : *Master Gardener*, du vétéran Paul Schrader, qui, à 76 ans, avec ce portrait d'un horticulteur repen- tant au passé honni, signe une véritable leçon de simplicité, d'équilibre et de grandeur d'âme. Toutes choses dont les prochaines éditions feraient bien de s'inspirer. ■

MATHIEU MACHERET

Elizabeth II, Sa Majesté du rock'n'roll

Des Beatles au punk, la monarchie britannique a aussi vécu au rythme de la scène musicale

Elle s'en serait volontiers passée, mais Elizabeth II s'est retrouvée au cœur d'un des plus retentissants scandales musicaux du XX^e siècle, la « grande escroquerie du rock'n'roll » que fut l'explosion punk. L'affaire éclate, le 7 juin 1977, à l'occasion du jubilé d'argent célébrant les vingt-cinq ans de son couronnement. La reine doit, deux jours plus tard, effectuer une procession sur la Tamise, qu'une bande d'histriens anarchisants a décidé de tourner en ridicule par une parodie. Ils se nomment les Sex Pistols et viennent de lancer une bombe contre la monarchie, un single emplis de fureur et de chaos : *God Save the Queen* n'a pas grand-chose à voir avec la reprise instrumentale de l'hymne national proposée, fin 1975, par le bien nommé groupe Queen.

D'une voix démoniaque, le chanteur, John Lydon (alias Johnny Rotten), hurle que la reine n'« est pas un être humain » après avoir dénoncé « un régime fasciste ». Il se moque de la « parade débile » à venir, pour conclure : « Il n'y a pas de futur pour toi. » Comme l'écrit Jon Savage dans *England's Dreaming*. Les Sex Pistols et le punk (Allia, 2002), « les Sex Pistols surgirent à peu près avec le même effet qu'une grenade à main lancée dans un parterre de glaïeuls. *God Save the Queen* était la seule protestation sérieuse contre le jubilé, le seul cri de ralliement pour ceux qui n'étaient pas d'accord avec le jubilé parce qu'ils n'aimaient pas la reine, ou parce que, comme John Lydon, ils étaient irlandais, ou encore, bien plus simplement, parce qu'ils se sentaient floués par une telle propagande, par une vision de l'Angleterre qui n'avait pas le moindre rapport, même le plus lointain, avec leur expérience quotidienne ».

«Secouez vos bijoux»

Banni des ondes et des quelques grandes enseignes de distribution, *God Save the Queen* atteint sa cible, en dépit des tentatives de censure, puisqu'il grimpe à la deuxième place du classement officiel, et même à la première de celui établi par l'hebdomadaire *New Musical Express*. La pochette, réalisée par le graphiste Jamie Reid, détourne une photographie de la reine, en recouvrant ses yeux et sa bouche de caractères découpés comme dans les lettres d'un corbeau. Un sticker lui cloue carrément la bouche avec une épingle à nourrice. L'outrage est consommé, mais les Sex Pistols n'auront pas le loisir de jouer *God Save the Queen* à bord du *Queen-Elizabeth*, la péniche qu'ils ont réservée et décorée d'une banderole avançant que « la reine Elizabeth souhaite la bienvenue aux Sex Pistols ». L'apothéose est empêchée par l'intervention de la police, qui arrête une dizaine de personnes. Le trône n'a pas vacillé. Le groupe, lui, explose en vol, sept mois plus tard, lors de sa tournée américaine.

Le couronnement d'Elizabeth II, le 2 juin 1953, a précédé de peu l'avènement du rock'n'roll aux États-Unis, une exaltation de la jeunesse et de sa ferveur, dont s'emparent les groupes britanniques, qui s'imposent à partir de 1964 avec le phénomène de la British Invasion. En pole position, un quatuor de Liverpool symbolise l'insouciance du Swinging London, redevenu une capitale au centre du monde. Sœur cadette d'Elizabeth II, la princesse Margaret s'entiche de la musique des Beatles, malgré la génération qui les sépare, fréquente les clubs en vue et noue bientôt une amitié avec Mick Jagger.

C'est elle qui assiste, le 4 novembre 1963, au Prince of Wales Theatre, à Londres, à la première apparition des « Fab Four » devant la famille royale. Enceinte d'Edward, Elizabeth II est excusée pour cette Royal Variety Performance au



La reine Elizabeth II, lors d'une rencontre avec les guitaristes Jeff Beck, Eric Clapton, Jimmy Page et Brian May, au palais de Buckingham, à Londres, le 1^{er} mars 2005. KIRSTY WIGGLESWORTH/AFP

cours de laquelle John Lennon s'illustre avec cette recommandation : « Ceux qui ont les places les moins chères, applaudissez. Les autres, contentez-vous de secouer vos bijoux. » D'un geste amical au chanteur, la reine mère montre qu'elle apprécie cette insolence. « Ils sont si frais et énergiques, dit-elle des quatre garçons. Je les adore. » Margaret assistera aux premières des films *A Hard Day's Night* et *Help!*, sans se douter que Lennon, qui la rebaptisera « *Priceless Margarine* », la méprise.

La Couronne a tout intérêt à soigner ses relations avec ce phénomène qui contribue à la prospérité de l'économie nationale et aux exportations. C'est à ce titre que le premier ministre Harold Wilson décide d'élever Lennon, Paul McCartney, George Harrison et Ringo Starr au rang de membres de l'ordre de l'Empire britannique. Les voilà reçus par la reine à Buckingham Palace, en octobre 1965. McCartney décrit la souveraine comme « charmante » et « très amicale ». C'est Lennon qui répond aux plaintes contre l'attribution de cette distinction à des saltimbanques. Il ajoute de l'huile sur le feu en affirmant que son groupe, pour la joie qu'il procure, la mérite davantage que ceux qui l'ont obtenue pour « leur héroïsme dans la guerre – en tuant des gens ».

Le rebelle renverra finalement sa médaille, en novembre 1969, pour protester contre « l'implication de la Grande-Bretagne dans l'affaire du Nigeria-Biafra, contre [le] soutien [de l'Angleterre] aux États-Unis dans la guerre du Vietnam, et contre la chute de Cold Turkey [chanson de son nouveau groupe, Plastic Ono Band] dans les classements ». Deux mois plus tôt, les Beatles ont publié le dernier album qu'ils enregistrèrent, *Abbey Road*, refermé par une comptine cachée de McCartney : *Her Majesty* évoque « une fille pas mal mais qui n'a pas grand-chose à dire ».

Devenu, lui aussi, une institution nationale, le même McCar-

terney a l'insigne honneur de conclure le concert donné pour le jubilé de diamant (soixante ans de règne) d'Elizabeth II, le 4 juin 2012, devant Buckingham Palace. Depuis l'offense faite par les Sex Pistols, une aristocratie s'est formée dans le rock britannique, anoblée comme telle par la Couronne. L'ancien Beatles devient Sir en 1997, précédé par Cliff Richard. Ils seront logiquement suivis par Elton John, convié à chanter sa nouvelle version de *Candle in the Wind* aux funérailles de sa grande amie, la princesse Diana, Mick Jagger – moqué par son compère Keith Richards, qui déclarera ne pas vouloir « monter sur scène avec quelqu'un portant une cou-

ronne et une cape d'hermine » –, Tom Jones, Van Morrison, Rod Stewart, Ray Davies (The Kinks), Barry Gibb (Bee Gees), Ringo Starr, et même Tommy Steele, obscure ex-idole des jeunes en dehors du royaume. Le plus proche du cercle royal est indiscutablement Elton John, qui confie, dans son autobiographie, *Moi Elton John* (Albin Michel, 2019) : « Je sais que l'image publique de la reine n'est pas exactement celle d'une frivolité sauvage. Mais, en privé, elle peut être hilarante. » David Bowie n'en saura jamais rien, lui qui a refusé à deux reprises ces honneurs, dont l'anoblissement.

Les cendres du punk refroidies, il n'est guère que le groupe de Man-

chester The Smiths pour déprimer autour de l'engouement médiatique pour la monarchie, avec la chanson *The Queen is Dead*, en jouant, comme l'avait fait Freddie Mercury, sur le sens gay du mot *Queen*. Le chanteur Morrissey enfoncera le clou avec la pochette de son album *Low in High School*, en 2017 : un gamin tenant une pancarte sur laquelle est écrit « *Décapitez la monarchie* » devant les grilles de Buckingham Palace.

L'ouverture de Charles

A l'annonce de la mort d'Elizabeth II, le 8 septembre, les stars britanniques, d'Elton John à Duran Duran, d'Ozzy Osbourne à Victoria Beckham, ont salué la gran-

« L'image publique de la reine n'est pas exactement celle d'une frivolité sauvage. Mais, en privé, elle peut être hilarante »

ELTON JOHN

deur de la monarchie et rappelé qu'elle avait accompagné l'existence de chacun depuis l'enfance, sinon le berceau. « Je me souviens d'elle comme d'une belle jeune femme, jusqu'à la grand-mère tant aimée de la nation », s'est incliné Mick Jagger, alors que McCartney a souhaité « longue vie au roi ».

La complicité entre la monarchie et le rock est aussi une conséquence de l'action du prince Charles avec son organisation caritative The Prince's Trust. Fondée en 1975, elle devait organiser des concerts à partir de 1982 (Status Quo, à Birmingham), avec comme points d'orgue la Wembley Arena en 1986, Hyde Park en 1996 et le Royal Albert Hall en 2010.

Charles avait cependant fait montre de son ouverture d'esprit dès mai 1979, en rencontrant, à l'occasion d'un match de polo, de jeunes punks rockers qui l'avaient convié à un concert. Quant à John Lydon, qui a réagi avec sobriété sur Twitter en citant un extrait de l'hymne national (« *Send Her Victorious* »), il avait fait amende honorable trois mois avant la mort d'Elizabeth II, dans une interview à la chaîne britannique TalkTV : l'ancien chanteur des Sex Pistols a dit sa « fierté de la reine pour sa longévité et son action », tout en confirmant son « aversion » pour la monarchie. Il estime, d'ailleurs, que sa fin est proche en raison de la personnalité du nouveau roi : « C'est le type qui fait écouter Pink Floyd à ses choux. » ■

BRUNO LESPRIIT

Avec le festival
Longueur d'ondes

Télérama'

Radio Podcasts

Rencontres Écoutes Spectacle

Samedi 17 septembre 11h30 - 22h

Maison de la Poésie, Paris

Réservation conseillée
rp@telerama.fr

Entrée gratuite / infos
maisondelapoesieparis.com

maison de la poésie
LONGUEUR D'ONDES

Antony Beevor Elizabeth II ne prétendit jamais être ce qu'elle n'était pas

« Pincée, lors des cérémonies officielles », chaleureuse, « en présence de foules enthousiastes », dotée d'« un formidable sens de l'humour », ainsi l'historien britannique évoque celle qui incarnait, pour les Britanniques, une stabilité rassurante

La reine Elizabeth II, le visage le plus connu du Royaume-Uni, était au fond une femme modeste et très discrète. C'est dans les grands espaces qu'elle se sentait la plus heureuse, en particulier en Écosse, dans les collines couvertes de bruyère autour du château de Balmoral, plutôt que sous les ors des palais londoniens. Elle se comportait toujours conformément au rôle que dictaient les circonstances, tantôt sévère et pincée lors des cérémonies officielles, tantôt arborant un sourire chaleureux quand elle se trouvait en présence de foules enthousiastes.

Pour le peuple britannique, son rôle le plus important était le contraire d'un rôle dramatique. Le réconfort qu'elle prodiguait était le fruit d'une stabilité rassurante, d'une précieuse continuité à une époque de changements étourdissants, à la foi sociaux, technologiques et économiques. Inévitablement, beaucoup d'hommages à sa personne en Angleterre ont fait d'elle le rocher sur lequel nous reposons tous.

Elle était une présence presque constante dans la vie quotidienne d'un nombre considérable de gens, en particulier âgés, qui suivaient les potins royaux avec passion – l'une des rares blagues de Karl Marx présentait l'Angleterre comme le seul pays où la classe ouvrière avait les mêmes penchants bourgeois que la monarchie. Elle était même souvent présente dans leur sommeil. Il était de notoriété publique que de nombreuses

personnes rêvaient d'elle plus que de n'importe qui d'autre. Apparemment, le rêve le plus commun la voyait se présenter à l'improviste pour prendre le thé. Si elle y a un jour réfléchi, elle n'a pu s'empêcher de trouver ce phénomène un peu bizarre, mais n'a dû y accorder qu'une pensée amusée. Malgré le respect et même la vénération dont elle faisait l'objet où qu'elle aille, elle ne s'est jamais prise trop au sérieux.

Défense de la cause des femmes

Enfant, Elisabeth d'York ne s'était jamais imaginée sur le trône, mais l'abdication d'Édouard VIII, en 1936, changea la donne. Son père, qui souffrait d'un bégaiement sévère et d'un manque de confiance en soi, devint George VI. La reine mère, qui savait à quel point la Couronne serait un calvaire pour son mari, ne pardonna jamais à son beau-frère d'avoir préféré convoler égoïstement avec une divorcée américaine.

Alors que plusieurs monarchies européennes furent discréditées ou même détruites par la seconde guerre mondiale, d'autres en sortirent renforcées grâce à leur courage et leur abnégation. Bien avant de devenir reine, Elizabeth II connaissait le chemin que le devoir traçait pour elle. Ses parents refusèrent de la mettre, elle et sa sœur, Margaret Rose, à l'abri au Canada quand le pays était menacé d'invasion en 1940 – une précaution prise par beaucoup de familles riches. La famille royale devait rester

unie au palais de Buckingham, pendant les bombardements de la Luftwaffe, de façon à partager les risques endurés par l'ensemble de la population. Le jour où une bombe allemande tomba sur le palais, sa mère déclara, satisfaite : « *Nous pouvons enfin regarder le East End [banlieue est] de Londres en face* », car c'était la partie de la ville qui avait le plus souffert des bombardements.

Peu de temps après, la jeune princesse Elizabeth s'engagea dans les forces auxiliaires féminines de l'armée britannique en tant que mécanicienne et conductrice, et ne perdit jamais les compétences acquises. Bien des années plus tard, en guise de défense de la cause des femmes, elle prit un malin plaisir à inviter rois et princes arabes à Balmoral. Elle leur faisait faire le tour de la propriété au volant de sa voiture, histoire de leur rappeler l'air de rien à quel point il était ridicule que les femmes n'aient pas le droit de conduire dans leur propre pays.

De façon moins anecdotique, elle concentra plus tard sur sa personne en tant que reine les commémorations de la seconde guerre mondiale en symboli-

sant le sens du devoir et le sacrifice de la génération ayant connu la guerre à un moment long et douloureux de déclin du Royaume-Uni. Dans les années 1980, sa dignité et sa réputation de probité irréprochable contrastèrent avec la ruée des classes supérieures britanniques vers les gains faciles du capitalisme débridé qui avait franchi l'Atlantique.

Plaisanteries fines

La reine Elizabeth II ne prétendit jamais être ce qu'elle n'était pas. Elle adorait les chevaux, montant elle-même et s'intéressant de près à son écurie de course. Elle n'avait aucune prétention intellectuelle. Je ne fus sûrement pas le seul auteur à être accueilli avec la remarque : « *Vous savez, je n'ai lu aucun de vos livres*. » En fait, son auteur préféré, et le seul, était Dick Francis [1920-2010], qui écrivait des romans policiers dont l'action se situe dans l'univers des courses hippiques. Cela ne l'empêchait pas d'être une femme perspicace et sage, dotée d'un jugement très sûr et d'une connaissance extrêmement impressionnante des affaires du monde – accumulée pendant les soixante-dix ans qu'elle a passés au contact des premiers ministres britanniques et des chefs d'Etat étrangers.

Chaque jour, elle passait des heures à consulter les dossiers que lui transmettait le gouvernement, avec une minutie qui faisait honte à plus d'un ministre. Ceux-ci découvraient souvent qu'elle les connaissait mieux qu'eux. Et, malgré cela, elle avait un formidable sens de l'humour et allait jusqu'à interpréter des imitations brillantes si elle se sentait en confiance. Ses plaisanteries fines et allusives, souvent dirigées contre elle-même, étaient le plus souvent exprimées avec le plus grand sérieux, de façon à déconcerter son entourage, qui, de ce fait, ne savait pas s'il était ou non autorisé à rire.

Elle est morte à Balmoral, la résidence écossaise qu'elle aimait plus que toutes les autres. Bien qu'elle évitât scrupuleusement de se laisser entraîner dans des polémiques politiques, l'idée que le Royaume-Uni puisse un jour être démembré par la campagne indépendantiste du Parti national écossais devait lui causer une vraie souffrance. Il ne fait aucun doute que l'année 2022 sera non seulement celle d'un basculement lié à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais qu'elle marquera, pour les Anglais, la fin d'une ère extraordinaire, la seule que la très grande majorité d'entre eux aient connue.

Le roi Charles III ne sait que trop bien les attentes à son égard de toute l'Europe, et particulièrement du Royaume-Uni, en ces temps difficiles. Ce ne sera pas facile, mais il a au moins le soutien de Camilla, la reine consort, qui partage beaucoup des goûts et des qualités de la reine Elizabeth II. Il a aussi l'intention de faire subir une cure d'amaigrissement à la monarchie, ce qui est sage. Sa mère, la reine Elizabeth II, connaissait les dangers qui guetteraient sa famille si ses membres se laissaient aller à ne devenir que des célébrités dorées sur tranche dans le désordre sanglant des réseaux sociaux, qui des héros font des scélérats en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, et estompent la frontière entre rêve et réalité. ■

Antony Beevor est historien. Reconnu comme l'un des grands spécialistes de la seconde guerre mondiale, cet ancien officier de l'armée britannique est l'auteur de nombreux livres dont « *Stalingrad* » (Fallois, 1999), « *La Guerre d'Espagne* » (Calmann-Lévy, 2006), ou « *D-Day et la bataille de Normandie* » (Calmann-Lévy, 2009)

Marjolaine Boutet Promue héroïne de série, la reine d'Angleterre est devenue une femme de chair et de sang

En créant un personnage avec lequel chacun peut se trouver des affinités et en mêlant enjeu intime et questions politiques, « *The Crown* » a contribué à donner une image de modernité à la souveraine, selon l'historienne spécialiste des séries télévisées historiques

La réalité a rattrapé la fiction. Le tournage de la saison 6 de *The Crown* s'est interrompu à l'annonce de la mort de la souveraine « *par respect* » pour elle. « *The Crown est une lettre d'amour pour elle et je n'ai rien à ajouter pour l'instant, si ce n'est mon silence et mon respect* », a déclaré le créateur de la série, Peter Morgan. Du côté de Netflix, qui a investi au moins 260 millions de dollars dans cette fiction historique, le risque de voir disparaître la principale inspiratrice du récit, déjà âgée de 90 ans à la sortie de la première saison, en 2016, a bien évidemment été calculé. La diffusion de la saison 5, prévue en novembre, est maintenue.

Si la mort de la reine va très probablement convaincre des milliers de curieux de découvrir cette nouvelle tranche de la série, *The Crown* a déjà séduit un grand nombre d'amateurs de fiction historique. De fait, en relançant l'intérêt du public, et notamment des jeunes générations, pour la famille royale, la série a aussi transformé la perception qu'en avait la population. Des ors de Buckingham à Netflix, *The Crown* a rendu Elizabeth II plus proche, et a largement contribué à lui donner une image de modernité.

Promue héroïne de série, la souveraine est devenue pour beaucoup une femme de chair et de sang, au-delà de l'image lisse qu'elle a toujours cherché à donner à travers ses portraits sur papier glacé. Pendant ses soixante-dix ans de règne, elle s'est efforcée de cacher la part intime de son existence, offrant une humeur toujours égale et une conversation aussi vide que fluide au président des États-Unis comme aux infirmières ayant lutté contre le Covid-19. Deux jours avant sa mort, elle tendait encore la main à Liz Truss, sa 15^e cheffe de gouvernement, debout, en souriant.

Or, pour tenir en haleine des millions de personnes pendant six saisons, a fortiori sur une plate-forme à l'offre pléthorique, il a fallu aller bien au-delà de l'intérêt voyeur des magazines people, des beaux costumes et des anecdotes croustillantes. Pour développer sur soixante heures le quotidien de cette femme et de cette famille, l'histoire ne suffisait pas, il a fallu créer un personnage attachant, avec lequel chacun peut se trouver des affinités, voire des points communs.

Le projet de *The Crown* est de donner à voir ce qui est caché, à entendre ce qui est tu par une

famille royale d'Angleterre, pourtant la plus médiatisée de tous les temps. Quitte à prendre quelques libertés avec les événements. Comme l'a confié en 2021, sur la chaîne américaine CBS, le prince Harry, lui-même époux d'une actrice de télévision et ayant pris ses distances avec « *la firme* », « *c'est une fiction, mais une fiction fondée sur la vérité. Bien sûr, ce n'est pas strictement exact, mais cela donne une idée approximative de ce qu'est le mode de vie, les pressions qu'il y a à faire passer le devoir et le service avant la famille et tout le reste, et de ce qui peut en découler* ».

LE CRÉATEUR DE « THE CROWN », PETER MORGAN, A MONTRÉ UNE REINE PLUS PROCHE DU COMMUN DES MORTELS

LES PLAISANTERIES FINES ET ALLUSIVES DE LA REINE, SOUVENT DIRIGÉES CONTRE ELLE-MÊME, ÉTAIENT LE PLUS SOUVENT EXPRIMÉES AVEC LE PLUS GRAND SÉRIEUX

Les scénaristes ont utilisé de toutes les ficelles connues à Hollywood pour nous rendre cette reine d'Angleterre « *relatable* » comme disent les anglophones, « *concernante* » comme disent les producteurs de télévision français. Au fil des saisons, le succès de *The Crown* s'explique par un savant mélange entre les événements historiques prévisibles, les scandales attendus, les reproductions quasi à l'identique des photographies parues dans la presse, et les échos entre public et privé créés de toutes pièces pour les besoins de la fiction. Si les épisodes de la première saison débutent tous par un flash-back mettant en scène la petite Lilibeth, c'est pour bien rappeler au public qu'avant de devenir reine Elizabeth a été, comme tout le monde, une enfant.

Peter Morgan a construit sa série comme un portrait de femme aux trois âges de sa vie, incarnée par trois actrices différentes : Claire Foy, Olivia Colman puis Imelda Staunton, qui chacune va mettre en scène le conflit entre raison et sentiments, entre devoir public et relations privées.

Ainsi, le couronnement du 2 juin 1953, premier événement télévisé à être retransmis simultanément dans six pays d'Europe et

à avoir été vu par 100 millions de personnes dans le monde, devient un enjeu de pouvoir au sein du couple royal (épisode 5 de la saison 1). Pour affirmer aux yeux de tous le prestige et la puissance de la monarchie britannique, son époux, le prince Philip, veut que le sacre soit vu du plus grand nombre. Mais, en tant qu'homme des années 1950, il rechigne à s'agenouiller devant sa femme. S'il accepte finalement de s'abaisser, il profite du fait qu'elle ne puisse bouger à cause du poids de la couronne, pour lui embrasser la joue, lui rappelant que, si l'onction divine lui donne désormais un corps spirituel, souverain, lui reste encore capable de faire frémir son enveloppe charnelle.

Peau frémissante

Pure invention, bien sûr. Il est en effet difficile d'imaginer le duc d'Édimbourg, issu des familles royales de Grèce et du Danemark, élevé dans les plus prestigieuses écoles privées du Royaume-Uni et ancien officier de marine, déroger au protocole. Mais la réalisation de Philip Martin accentue la dualité des « deux corps » de la reine, en alternant de très gros plans sur la peau frémissante de la jeune femme de 27 ans et des plongées panoramiques sur le

fastes de la cérémonie et la lourdeur du protocole.

La scène rend ainsi sensible, quasi palpable, la tension au cœur du régime monarchique, qui fait d'un être humain faillible et imparfait l'incarnation d'une institution et de principes qui se veulent éternels. Pour le public, ce sont les failles de la femme qui rendent les décisions de la reine compréhensibles.

En fabriquant ainsi « de la bonne télé », en ajoutant l'enjeu intime aux questions politiques, Peter Morgan a donné vie aux tensions entre tradition et modernité au cœur du régime monarchique, et montré une souveraine plus proche du commun des mortels. En fendant l'armure, en prenant des libertés avec les faits, *The Crown* a peut-être aidé la monarchie britannique à entrer dans le XXI^e siècle, comme Elizabeth II a réussi à l'ancre dans le XX^e. ■

Marjolaine Boutet est professeure de civilisation américaine à l'université Sorbonne Paris-Nord, spécialiste des séries télévisées historiques

Roberta Metsola Face aux difficultés exponentielles, il faut moderniser le budget de l'Union européenne

A quelques jours du discours annuel d'Ursula von der Leyen sur l'état de l'Union, la présidente du Parlement européen appelle la Commission à se montrer à la hauteur des défis croissants qui se présentent à elle

L'histoire de l'Europe s'est construite au fil des crises. A chaque moment de vérité de son histoire contemporaine, nous avons réagi en coopérant plus étroitement. Par cette doctrine, nous avons su résister au plus fort de la tourmente. Et nous avons permis à nos institutions de répondre aux préoccupations des citoyens en changeant concrètement leurs vies. La doctrine européenne favorise systématiquement la coopération et non les rivalités. Elle a permis de créer de la prospérité, d'établir des démocraties solides et d'instaurer une protection robuste des libertés individuelles. Ces dernières années, nous avons déjà été éprouvés par l'effondrement du secteur bancaire, la crise des dettes souveraines, les pressions migratoires, ainsi que par une pandémie mondiale d'une ampleur inédite. Toutes ces crises nous ont rapprochés au sein de l'Europe et nous en sommes sortis renforcés.

Mais cette unité est de nouveau mise à rude épreuve par une véritable tempête où se mêlent la guerre à nos portes, une inflation sans précédent, la hausse des prix de l'électricité et de l'énergie, une catastrophe climatique responsable de l'assèchement de nos rivières et de l'embrasement de nos forêts, l'insécurité ali-

mentaire et l'émergence rapide d'une crise du coût de la vie.

Une fois de plus, l'Europe doit réagir. Une fois de plus, nous devons travailler ensemble. Et une fois de plus, le Parlement européen sera au rendez-vous de ses responsabilités.

Il va être de plus en plus difficile de chauffer nos logements, d'approvisionner nos usines en énergie et de faire le plein de nos véhicules. Avec l'inflation, les prix s'envolent. Mais c'est précisément lorsque nous sommes soumis à la pression la plus forte que nous devons nous mobiliser et nous montrer plus déterminés que jamais. C'est alors que l'Europe des grandes idées et l'action doivent converger, avec rapidité, agilité et courage. L'Europe doit se montrer à la hauteur du défi. L'unité est la seule voie à suivre.

Un meilleur usage de nos dépenses

L'Europe doit s'engager davantage. Tel était, en mai 2022, l'appel lancé au Parlement européen par les citoyens lors de la conclusion de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Le 14 septembre, la présidente de la Commission européenne présentera des propositions au cours de son discours annuel sur l'état de l'Union. Le Parlement est convaincu que les questions essentielles soulevées par les citoyens doivent être au cœur de ces propositions.

Nous devons tout d'abord parvenir à une union globale en matière de sécurité et de défense, et améliorer impérieusement nos équipements et infrastructures. L'invasion brutale, illégale et injustifiée de l'Ukraine nous a montré à quel



**NOUS DEVONS
NOUS ATTAQUER
D'URGENCE
À L'ENVOLEE
DES PRIX QUI
TOUCHE LES FOYERS
DANS L'ENSEMBLE
DE L'EUROPE**

point le monde a changé depuis février. Il convient de faire un meilleur usage de nos dépenses de défense et éviter les doubles emplois au sein d'une capacité de défense paneuropéenne, en partenariat et non en concurrence avec l'OTAN.

Nous devons ensuite nous pencher sur la question de l'autonomie énergétique de l'Europe. Il faut réduire nos dépendances vis-à-vis de fournisseurs peu fiables et prendre immédiatement les mesures nécessaires pour atténuer les répercussions de la hausse des coûts de l'électricité. Nous devons nous attaquer d'urgence à l'envolée des prix qui touche les foyers dans l'ensemble de l'Europe, notamment pour garantir la stabilité politique. Il est aussi nécessaire de continuer à atteindre nos objectifs ambitieux pour le climat et d'accélérer notre transition énergétique et écologique.

Enfin, la pandémie a révélé des lacunes dans les systèmes de santé des Etats membres. Le Parlement plaide en faveur d'un « droit à la santé » au sein de l'Union. Lorsqu'il s'agit de limiter la propagation des virus ou de faciliter l'accès à des traitements spécialisés, la solution consiste précisément à renforcer la coopération transfrontière.

Mais cette intensification des efforts aura un coût. Nous devons moderniser le budget de l'Union afin d'affermir notre réponse face à ces difficultés exponentielles. Notre budget devra être plus flexible face aux crises pour nous permettre de répondre aux priorités et aux urgences du moment.

Les mois à venir seront rudes, mais nous avons déjà prouvé qu'en faisant preuve de détermination, les Européens sont parfaitement capables de s'allier pour surmonter l'adversité. La coopération et l'intégration européennes sont nées d'une volonté partagée de solidarité destinée initialement à surmonter les difficultés de l'après-guerre. L'Europe ne doute pas de sa capacité à faire face aux grands bouleversements. Elle l'a déjà démontré avec force. Elle doit à nouveau le confirmer. Alors, nous pourrions aller encore plus loin, ensemble. ■

Roberta Metsola est présidente du Parlement européen depuis janvier, membre du Parti populaire européen

François Chimits et Antonia Hmaidid La Chine n'a fait montre d'aucune retenue dans ses échanges avec la Russie

Les deux économistes constatent que les importations et les exportations entre les deux pays ont bondi dans plusieurs secteurs, au cours des mois qui ont suivi l'offensive russe en Ukraine

Dans le contexte d'incertitudes engendrées par la guerre en Ukraine, la Chine s'est avérée être l'un des partenaires les plus fidèles de la Russie. Les importations chinoises depuis la Russie – largement composées de matières premières – ont bondi. En valeur d'abord, tirées par l'envolée des prix des matières premières, puis en volume, avant un léger recul dû au ralentissement de la croissance chinoise à partir du mois de juin.

Cette tendance à la hausse va à l'inverse de la baisse constante des volumes d'exportations russes à destination des pays du G7 (Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Etats-Unis). Elle reste cependant plus modérée que le bond des flux de produits russes vers les autres grands émergents, mais cette progression s'observe à partir de niveaux plus modestes au départ.

On retrouve des tendances similaires pour les exportations chinoises vers la Russie. Un rebond a succédé à un fort repli au cours des premiers mois de guerre, quoique les exportations actuelles restent toujours plus faibles qu'en 2021, du fait de l'effondrement de la consommation russe.

Là aussi, le contraste avec les pays du G7, dont les flux d'exportation vers la Russie ont quasi-

ment disparu, est flagrant. Parmi les grands émergents, moins affectés que les économies avancées, seules les exportations turques ont été plus dynamiques que les chinoises.

Opportunisme

Le secteur des semi-conducteurs, vital à toute économie moderne, illustre particulièrement l'absence de retenue chinoise. Un bref déclin a laissé place à une croissance de près de 300 % des exportations chinoises de semi-conducteurs vers son « partenaire stratégique ». La hausse des prix unitaires de ces biens, spécifique à la Russie, reflète à la fois une montée en gamme pour se substituer aux importations des économies avancées, et l'opportunisme des fournisseurs chinois, qui se retrouvent en situation de quasi-monopole.

En effet, dans le même temps, les importations russes en provenance des autres grands producteurs, solidaires des sanctions du G7, se sont effondrées. Si les grands producteurs chinois de semi-conducteurs, qui dépendent directement d'intrants américains ou européens et sont de ce fait exposés aux sanctions, semblent réticents à commercer avec la Russie, les entreprises re-traitant ces produits semblent moins gênées.

Leurs sites Internet témoignent de leurs efforts commerciaux récents en direction du marché russe. Plusieurs entreprises russes ont d'ailleurs communiqué sur leur manière de s'accommoder des produits chinois, certes moins performants. Les sanctions internationales et les incertitudes autour de l'économie russe ont cependant grevé certains pans des échanges bilatéraux.

Les industriels chinois, sensibles aux aléas de marché, semblent avoir dans l'ensemble réduit sensiblement la voilure face à des perspectives incertaines. Huawei a par exemple fermé

30 % de ses magasins en Russie. Le principal producteur chinois de drones, DJI, s'est retiré du marché russe pour éviter de voir ses produits utilisés en Ukraine. Le Uber chinois, Didi, a annoncé sa sortie de Russie, avant de la démentir timidement face à la vague d'indignation sur les réseaux sociaux chinois.

Du côté des investisseurs financiers, sur lesquels les données sont plus éparpillées, la tendance est à la frilosité. Il est vrai que l'afflux massif de devises étrangères en paiement des exportations de matières premières, en particulier vers l'Europe, depuis le début de la guerre, a plus que comblé les besoins russes de financement extérieur...

Les Etats-Unis, l'ennemi commun

Toutefois, aucun nouveau projet chinois d'infrastructure et aucun nouveau crédit bancaire transfrontalier n'ont été enregistrés. Les principales institutions financières chinoises, vulnérables aux sanctions américaines du fait de leur utilisation du dollar, ont fait état de leur désengagement du marché russe en dépit d'appels du pied de Moscou.

Si la monnaie chinoise a connu un regain d'activité sur la place financière moscovite, son utilisation internationale n'a pas sensiblement bondi au niveau mondial, indiquant les limites

d'une substitution du yuan au dollar pour le règlement du commerce avec la Russie.

Parallèlement à ce réagencement des échanges, la diplomatie économique chinoise a fait étalage de sa proximité avec la Russie. L'affirmation de la reconnaissance d'un adversaire commun, les Etats-Unis, a relégué au second plan la nature historiquement concurrentielle, voire conflictuelle, des relations diplomatiques entre les deux géants.

Les échanges entre leurs dirigeants se sont ostensiblement multipliés, alors que les demandes ukrainiennes sont restées souvent lettre morte. Le grand forum économique annuel russe, qui s'est tenu à Saint-Petersbourg du 15 au 18 juin, leur a permis de confirmer l'ambition d'un rapprochement consacrée par l'accord Xi-Poutine du 4 février. De nouveaux accords de coopération ont été signés depuis, notamment dans l'agriculture, l'énergie ou l'aérospatiale, tandis que les exercices militaires conjoints vont bon train.

Les propositions faites par Xi Jinping, le 23 juin, au sommet réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) à Pékin, pour sécuriser les règlements transfrontaliers et les chaînes de valeur entre grands émergents viennent consacrer ce rapprochement. Pékin a aussi

critiqué avec véhémence les sanctions du G7 à l'égard de la Russie, décriées comme unilatérales et responsables des difficultés de l'économie mondiale.

En revanche, le silence chinois face aux efforts du G7 pour amorcer les répercussions de la guerre en Ukraine sur le reste du monde est édifiant. D'autant que la Chine est le principal détenteur de réserves stratégiques des biens essentiels dont les prix ont flambé... Pour ne rien arranger, elle a maintenu ses restrictions aux exportations d'engrais et de pétrole raffiné, deux domaines où elle dispose des plus importantes capacités mondiales!

Ni les entreprises ni les autorités chinoises n'ont certes fourni de soutien sans limite à leurs partenaires russes, mais la Chine n'a fait montre d'aucune retenue dans ses échanges avec un Etat qui a ramené la guerre en Europe. L'Union européenne aurait difficilement pu connaître une meilleure piqûre de rappel quant à l'urgence de sa mue en un acteur géopolitique de plein droit. ■

François Chimits et Antonia Hmaidid sont économistes au Mercator Institute for China Studies de Berlin

Aurore Koechlin

« Un corps sain pris pour objet toute sa vie »

Le suivi gynécologique, vécu comme une injonction, ne relève pourtant pas de l'évidence, souligne la féministe et sociologue dans son dernier livre



LE LIVRE

C'est un conseil, pour ne pas dire une injonction, répétée par les professionnels, mais aussi par les mères, les sœurs, les amies : la visite de suivi chez le gynécologue doit se faire une fois par an. Mais d'où vient cette évidence ? Pourquoi s'applique-t-elle aux femmes et non aux hommes, et pourquoi aller voir un médecin lorsque tout va bien ? C'est avec ces questions, et l'intention de montrer la construction sociale là où n'est souvent perçue qu'un impératif biologique, que la sociologue et militante féministe Aurore Koechlin est allée observer des consultations gynécologiques au cours de cinq enquêtes de terrain.

L'ouvrage *La Norme gynécologique. Ce que la médecine fait au corps des femmes* (Amsterdam, 320 pages, 20 euros), en partie issu de sa thèse, présente ses conclusions et dissèque ainsi, avec extraits d'entretiens à l'appui, ce qui se joue dans ces moments hautement intimes. L'auteur décrit tout au long de la « carrière gynécologique » (un terme utilisé pour mieux refléter le travail effectué par les patientes pour être suivies) les émotions qui s'y déploient, la négociation qui prend place, les tensions qui peuvent survenir, mais aussi l'impact des inégalités sociales sur la qualité des soins. Autant d'analyses qui éclairent les critiques adressées à cette spécialité, et les transformations déjà en cours.

ENTRETIEN

La sociologue Aurore Koechlin présente, dans son ouvrage *La Norme gynécologique* (Amsterdam, 320 pages, 20 euros), le résultat de plusieurs années d'enquête auprès de professionnels de santé et de patientes en gynécologie médicale. En chercheuse et en militante féministe, elle y examine les mécanismes du suivi gynécologique et de ses effets.

Qu'est-ce que la « norme gynécologique » ?

Je la définis comme la norme qui enjoint aux femmes de consulter régulièrement un ou une professionnelle de santé pour le suivi gynécologique, centré sur la contraception et le dépistage (frottis, palpation des seins). La particularité de ce suivi est triple : il est régulier, il ne repose pas sur un motif de consultation précis, enfin, il prend pour objet le corps sain tout au long de la vie.

La consultation gynécologique est souvent présentée comme un acte banal, allant de soi. Cette médicalisation prolongée produit-elle des effets sur les patientes, selon votre analyse ?

La consultation gynécologique est un espace fondamentalement ambigu pour les femmes. Elle rend possible le dépistage de maladies et de cancers potentiellement graves. Elle fournit une ressource parfois non négligeable en termes d'informations et de connaissances sur le corps, la contraception, etc.

Mais, dans le même temps, elle se fait la vectrice de normes sociales qui sont en définitive peu interrogées. L'une d'entre elles, la norme préventive (qui implique que tout individu doit se faire dépister quand il a un comportement à risque ou quand il fait partie d'une population à risque), se traduit par une extrême responsabilisation des patientes dans la gestion de leur corps et de

leur santé. Elles sont ainsi placées dans un entre-deux entre capacité d'agir sur la santé et maintien du statut de profane, qui est précisément la source d'une angoisse, présente même de façon diffuse, chez une grande partie d'entre elles.

Dans votre livre, vous vous interrogez sur les cas de violences gynécologiques. Le terme même, pourtant, est récent : comment le définir ? Qu'est-ce qui, dans la relation entre la patiente et le praticien, rend leur existence possible ?

Un élément central pour définir les violences gynécologiques est le non-respect du consentement de la patiente aux actes réalisés, en particulier à l'examen gynécologique. Quant aux conditions de possibilité de ces situations (très minoritaires), j'en développe trois dans l'ouvrage : premièrement, la consultation elle-même, qui constitue une habitude à la douleur, possiblement perçue alors comme normale. Deuxièmement, les conditions de travail, qui, quand elles sont accélérées, renforcent les automatismes des gynécologues et rendent plus difficile l'analyse de la situation.

Et enfin, l'universalisme médical, cet idéal de neutralité et de non-jugement. Même s'il part d'une bonne intention, cet universalisme a pour effet paradoxal qu'on veut traiter les organes génitaux comme n'importe quel organe. Mais cela va à contre-courant du ressenti d'une partie des patientes, qui disent vivre la consultation comme un moment dont la dimension genrée et potentiellement sexualisée ne peut totalement être effacée.

Ces dernières années, la gynécologie médicale a suscité de nombreuses critiques, notamment féministes. De quoi cette remise en question est-elle le signe ?

On ne peut pas comprendre cette crise de la gynécologie médicale sans y voir une mise en question de la



YANN LEGENDRE

« L'UNIVERSALISME MÉDICAL A POUR EFFET QU'ON VEUT TRAITER LES ORGANES GÉNITAUX COMME N'IMPORTE QUEL ORGANE »

Face à ces critiques, quelles pistes s'offrent à la gynécologie médicale pour se réformer ?

Je crois qu'il faut accepter une part de démedicalisation et de déprofessionnalisation des enjeux gynécologiques, et plus largement, médicaux. Une formation à la médecine dès le lycée, un accès simplifié à certaines techniques, à des traitements à base d'hormones, me semblent être des revendications à la fois efficaces et simples à appliquer.

Mais il ne s'agit pas pour autant de délaisser le système médical : ainsi, réclamer davantage de moyens pour la santé, c'est œuvrer également pour une amélioration de la qualité des soins. Enfin, le dernier point central serait de faire réellement appliquer la notion de « consentement libre et éclairé » des patientes instauré par la loi. L'urgence est souvent invoquée comme un frein à sa mise en place : mais, précisément, la gynécologie médicale a ceci de spécifique qu'elle est centrée sur la prévention et non sur l'urgence. Elle pourrait ainsi montrer la voie à l'ensemble de la médecine, ce qui serait un beau retournement de situation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARION DUPONT

norme gynécologique elle-même. Pour les féministes des années 1960-1970, dont l'objectif était la libre disposition des corps, notamment par l'accès à la contraception et à l'avortement, la norme gynécologique a pu sembler sans importance comparée à l'ampleur des avancées. Mais, pour une nouvelle génération de féministes pour laquelle la contraception et l'avortement sont des acquis, cette norme est à la fois plus apparente et plus contraignante. La « crise de la pilule » ou des hormones s'inscrit dans ce contexte. Moins que les techniques en elles-mêmes, les patientes interrogent une contraception difficile d'accès, centrée sur la pilule, dont la charge est inégalement répartie au sein du couple hétérosexuel.

Les « refus d'obtempérer », une réalité aux causes diverses

ANALYSE

Deux morts en moins de vingt-quatre heures, mercredi 7 septembre, après des tirs policiers consécutifs à des « refus d'obtempérer » à Rennes et à Nice. Neuf morts depuis le début de l'année. En quelques semaines, la question est devenue un sujet majeur du débat politique et sécuritaire, alimentée par la légitime médiatisation de ces drames répétés.

Signe d'un « ensauvagement de la société » pour les uns, preuve de « violences policières systémiques » pour les autres : la polarisation du débat se satisfait mal de la nuance et s'attache peu aux causes du phénomène, qu'éclairent pourtant des chiffres sans équivoque. En 2020, le rapport de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière notait, sur un an, une hausse de 16,5 % des refus d'obtempérer, avec 26 589 cas recensés. En une décennie, de 2010 à 2019, cette infraction a connu une considérable augmentation de plus de 49 %, portée à 80 % pour les cas les plus graves, qui comportent un « risque de mort et de blessure ».

Pourquoi une telle inflation ? Aux yeux des syndicats de policiers, une « haine antiflic » quasi généralisée suffirait à fournir une explication au phénomène, qui s'explique en réalité par une multiplicité de facteurs. Comment ne pas établir de lien entre l'entrée en vigueur du permis à points, en 1993, et la mul-

tiplication par vingt-cinq, depuis, du nombre de refus d'obtempérer ? Comment ne pas rapprocher cette hausse de la situation des 800 000 conducteurs français concernés par un défaut d'assurance ? Confiscation du véhicule, annulation du permis de conduire, interdiction de conduire pouvant aller jusqu'à cinq ans : la lourde répression de cette infraction peut peser, dans un contexte économique où la perte d'un moyen de locomotion peut aussi signifier celle d'un emploi.

Exception dans l'exception

A ces facteurs, il faut ajouter la multiplication des opérations antidrogue, dans le droit-fil de la « guerre au trafic de stupéfiants » décrétée par les autorités, qui vient accroître la tentation de se soustraire aux contrôles policiers. D'autant plus que le perfectionnement d'outils de dépistage instantané répond à la quête éperdue de performances statistiques – la « bâtonnité » – déplorée par les policiers qu'accapare cette tâche.

Les tirs des forces de l'ordre ont-ils connu une augmentation en proportion ? Non. Là encore, les statistiques balaient les affirmations à l'emporte-pièce. Certes, pour la police nationale, 60 % des cas d'ouverture de feu concernent les « véhicules en mouvement », catégorie plus large que celle des refus d'obtempérer. Mais les policiers ne prennent la responsabilité d'user de leur arme que dans 1,1 % de ces cas et, dans la quasi-totalité, seulement après avoir été confrontés à un

danger – dont la perception peut varier selon les circonstances. Si retentissants que soient les épisodes d'ouverture de feu mortels, ils ne fournissent donc qu'une exception dans l'exception. Mais une exception aux conséquences tragiques.

Demeure une réalité : le recours aux tirs s'est considérablement accru depuis l'adoption de la loi de janvier 2017, concession apparente aux syndicats de policiers quelques mois après le drame de Viry-Châtillon (Essonne), où deux d'entre eux avaient été grièvement brûlés par des jets de cocktails Molotov – un guet-apens sans aucun lien avec un quelconque refus d'obtempérer. Une lecture hâtive de ce texte, rédigé et adopté dans l'urgence, semble avoir enraciné, parmi gendarmes et policiers, l'idée fautive selon laquelle, dans un certain nombre de cas expressément énumérés, la loi permettait d'ouvrir le feu sur n'importe quel véhicule dont le conducteur refusait de se soumettre à un contrôle et faisait courir un risque à autrui.

Or, cette loi de pure circonstance n'a pratiquement rien modifié aux conditions dans lesquelles un membre des forces de l'ordre peut faire usage de son arme : quelle que soit la nature du danger auquel il se trouve exposé, sa riposte ne peut s'affranchir de la double condition de « stricte proportionnalité » et d'« absolue nécessité ». Pourtant, l'année même de l'entrée en vigueur du texte, les « tirs sur véhicule en mouvement » ont connu une forte recrudescence : 202 pour la seule

police nationale, quand la moyenne s'établissait à 119 au cours des cinq années précédentes. Depuis, ce chiffre a certes décliné pour atteindre 157 cas en 2021, mais il reste bien supérieur à celui d'avant 2017.

« Stricte proportionnalité » et « absolue nécessité » : c'est cette limite que voudraient désormais voir abolie certains syndicats de policiers au profit d'un principe de « légitime défense préventive » aux contours mal définis, qui engendrerait sans doute davantage de confusion qu'il ne contribuerait à régler la question. Car la focalisation du débat sur les conditions d'usage de leurs armes à feu par les forces de l'ordre fait oublier que les premières victimes des refus d'obtempérer les plus lourds de conséquences ne sont ni les chauffards ni les policiers, mais bien les piétons, les automobilistes, les simples passants que la fatalité place entre les deux, sur un trottoir où fonce une voiture ou dans la trajectoire d'une folle course-poursuite.

A Toulouse, le 4 septembre, neuf de ces innocents ont été blessés – deux se trouvent dans un état critique – après un énième refus d'obtempérer. Mi-juillet, dans le Pas-de-Calais, quatre personnes sont mortes et cinq autres ont été blessées par un fou du volant qui empruntait l'autoroute A16 à contresens en cherchant à échapper à un contrôle. De ceux-là, experts de talk-shows et pouvoirs publics s'abstiennent volontiers de parler. ■

ANTOINE ALBERTINI
(SERVICE SOCIÉTÉ)

COMMENT NE PAS
RAPPROCHER
CETTE HAUSSE
DE LA SITUATION
DES 800 000
CONDUCTEURS
FRANÇAIS
CONCERNÉS PAR
UN DÉFAUT
D'ASSURANCE ?



ÉCONOMIE | CHRONIQUE

PAR JEAN-MICHEL BEZAT

Un patron d'EDF sous surveillance

On souhaite bien du courage – sinon du plaisir – au futur directeur général d'Électricité de France (EDF), qui sera sans doute Luc Rémont. Le responsable des activités internationales de Schneider Electric devrait prendre les rênes d'un groupe stratégique dont l'Etat, actionnaire à 84 %, va reprendre le contrôle total pour lancer la construction de six à quatorze réacteurs EPR. Du courage, oui, car il lui faudra composer avec une tutelle exigeant de lui, entre autres défis, d'exécuter ce programme nucléaire en évitant la ruineuse dérive du calendrier et des coûts constatée à Flamanville (Manche). Et sans regret, comme son prédécesseur, Jean-Bernard Lévy, pour ne pas s'exposer aux foudres jupitériennes d'Emmanuel Macron.

Le nouveau patron l'apprendra vite, s'il ne le sait déjà : EDF n'est pas une entreprise comme les autres. Quelle autre société publique cotée en Bourse le gouvernement aurait-il pu priver de 10 milliards d'euros de résultat d'exploitation pour financer le plafonnement à 4 % de la hausse des factures d'électricité des Français, alors qu'elle supporte une dette nette de 43 milliards d'euros, et prévoit des dizaines de milliards d'investissements dans un proche avenir ?

M. Lévy a dû s'exécuter. Non sans adresser à l'Etat un recours gracieux pour qu'il revienne sur sa décision ; puis, faute de réponse, saisir le Conseil d'Etat et réclamer 8,3 milliards d'indemnisation. Sans plus de succès. Sa récente passe d'armes avec M. Macron instruit le nouveau PDG. Un dirigeant d'entreprise publique, c'est comme un ministre, « ça ferme sa gueule ou ça démissionne », selon la formule de Jean-Pierre Chevènement. Le gouvernement ayant décidé d'avancer son départ de six mois, M. Lévy s'est lâché, fin août, imputant notamment l'arrêt de trente réacteurs sur cinquante-six au projet de l'Etat de fermer douze « tranches », après les deux de Fessenheim. « On n'a pas embauché des gens pour en construire douze, on a embauchés pour en fermer douze », a-t-il déploré.

Excellence perdue

« Absolument inacceptable », a cinglé M. Macron, persuadé d'avoir « redonné de la visibilité à la filière », dès 2018, en repoussant l'arrêt progressif de 2025 à 2035, puis en supprimant cette date butoir. L'exploitation et la maintenance sont du ressort d'EDF, et leur défaillance est à mettre au débit du patron sortant. Mais la visibilité – et donc la planification de nouvelles centrales nécessaires à une industrie du temps long – est de la responsabilité de l'Etat. Et au plus haut niveau, tant les enjeux de financement, de sécurité d'approvisionnement et de sûreté des réacteurs sont lourds. L'annonce des nouveaux EPR s'est fait attendre jusqu'en février 2022, à la veille du scrutin présidentiel.

La polémique va s'éteindre, ne restera qu'une réalité : une forte pression de l'Etat sur l'entreprise et son nouveau patron opérationnel. Le gouvernement pèse dans le choix des dirigeants de grands groupes comme Engie, Orange, Air France-KLM ou Renault ; une fois dans leur fauteuil, ils jouissent d'une importante marge de manœuvre. Rien de tel pour le premier électricien nucléaire mondial, et pas seulement parce qu'il va sortir de la Bourse et être renationalisé. M. Macron estime que le nucléaire est « une industrie de souveraineté » dépendant de l'Etat. C'est aussi une « filière d'avenir » produisant une énergie décarbonée et censée assurer la sécurité de la production électrique du pays quand EDF est en ordre de marche.

LE NOUVEAU PDG DE L'ENTREPRISE DEVRA COMPOSER AVEC UN ETAT EXIGEANT DE LUI, ENTRE AUTRES DÉFIS, D'EXÉCUTER LA CONSTRUCTION DE 6 À 14 RÉACTEURS EPR

Elle doit donc retrouver son excellence perdue : qualité irréprochable des composants de sa filiale Framatome et des sous-traitants, respect du calendrier des travaux, maîtrise des coûts. Ce qui était bon an mal an au rendez-vous dans les années 1970-1980.

Les nostalgiques de l'âge d'or d'EDF actionnent volontiers la machine à remonter le temps. Elle les ramène à l'accélération du pro-

gramme électronucléaire après la crise de 1973. Georges Pompidou n'avait pas tergiversé lors du choc pétrolier créé par la guerre israélo-arabe, quand la flambée des cours du brut et un possible embargo des pays arabes membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole menaçaient une production électrique en partie assurée par des centrales au fioul : le « plan Messmer », repris par Valéry Giscard d'Estaing, avait alors programmé la mise en service de six réacteurs par an.

L'aventure industrielle hors norme fut un succès, avec ses tensions entre EDF et le ministère des finances, et au prix d'un lourd endettement. Époque bénie, pour les partisans de l'atome, où les projets étaient à l'abri des débats publics et la voix des écologistes balbutiante. « VGE » le résumait ainsi, en 2011, dans un entretien au Monde : « Le choix a été débattu dans les enceintes compétentes, et les meilleurs ingénieurs du pays

ont été associés. Il a été validé scientifiquement et politiquement. » La France a longtemps vécu sur cet héritage politique et technoscientifique, où de grands commis de l'Etat en imposaient.

Marcel Boiteux, directeur général d'EDF entre 1967 et 1987, en a été une des grandes figures, mettant en œuvre l'exception française du « tout nucléaire ». Elle est aujourd'hui révolue, « mais le nouveau patron devra se concentrer sur ce sujet crucial du nucléaire », souligne l'ancien dirigeant de plusieurs groupes industriels. Il faut un grand manager industriel capable de mobiliser une véritable armée et implacable dans la mise en œuvre du programme de six EPR, dont le coût est estimé à 50 milliards d'euros. Au moins la nouvelle équipe bénéficie-t-elle d'un atout important (et fragile) : le retour en grâce de l'énergie atomique en Europe, porté par l'embargo de la Russie sur son gaz, et l'urgence climatique. ■

RUSSIE : GARDER LE CAP DES SANCTIONS

ÉDITORIAL III

La guerre russo-ukrainienne entre dans une nouvelle phase pour l'opinion publique européenne. Après l'élan de solidarité envers le peuple ukrainien, la mise en œuvre de sanctions économiques inédites contre Moscou, l'indignation face aux crimes de guerre perpétrés par l'armée russe, le doute et la lassitude menacent de s'installer.

Malgré la contre-offensive ukrainienne actuellement menée, le conflit s'annonce long et indéfini, alors que la population européenne commence à ressentir les conséquences de la

guerre sur son quotidien. À l'approche de l'hiver, le scénario d'une pénurie d'énergie n'est pas le plus probable, mais il est suffisamment crédible pour ébranler nos certitudes sur notre confort de pays riches. L'inflation rogne le pouvoir d'achat et oblige les gouvernements à déployer des efforts budgétaires colossaux pour amortir le choc pour les consommateurs. Enfin, la récession menace, sur fond de relèvement des taux d'intérêt, de baisse de l'euro et d'un prix de l'énergie qui devient dissuasif pour l'activité économique.

Ce contexte anxiogène est un terrain fertile pour questionner la stratégie choisie par l'Union européenne (UE). Six mois après le début de la guerre, la Russie n'a jamais gagné autant d'argent grâce à ses exportations d'hydrocarbures, au point de faire douter de l'efficacité des sanctions. De là à laisser penser que l'Europe serait l'arroseur arrosé d'une politique mal pensée et mal calibrée, il n'y a qu'un pas, que certains n'hésitent plus à franchir.

En démocratie, il est légitime que ces doutes s'expriment. Mais ne soyons pas naïfs. Cette lecture de la situation est savamment entretenue par la propagande du Kremlin, qui cherche à diviser les Européens. Les efforts déployés par le régime russe pour les persuader qu'il est dans leur intérêt de desserrer l'étau sont la meilleure preuve que les sanctions fonctionnent. Sinon pourquoi autant d'empressement à demander qu'elles cessent ?

La Russie a déjà basculé dans une forte récession, la production industrielle et les investissements s'effondrent, l'inflation est bien plus forte qu'en Occident, et l'effort de guerre est considérablement perturbé par le manque de composants électroniques, qui sont frappés d'embargo. Le pays n'en est qu'au début d'un long calvaire.

Malgré tout, le discours sur l'inefficacité des sanctions commence à infuser dans l'opinion. Sous couvert d'un pacifisme irréaliste dans le contexte actuel, tout en jouant sur des accents protecteurs du pouvoir d'achat des citoyens, des voix, à droite comme à gauche, appellent à des compromissions inacceptables, dont il faut mesurer les conséquences géopolitiques sur la souveraineté européenne.

Au moment où le contexte se tend, avec l'arrêt imminent de l'approvisionnement en gaz russe, l'UE doit se mobiliser pour faire valoir ses principes et ses intérêts face à la propagande russe. Cela passe d'abord par plus de pédagogie et de conviction sur les enjeux du rapport de force avec Moscou. Notre confort énergétique et notre prospérité économique ne peuvent être notre seul horizon. Changer de cap sur les sanctions reviendrait à conforter Vladimir Poutine dans sa vision d'une Europe pleutre et incapable de tenir sa place dans l'histoire. Tout aveu de faiblesse serait interprété comme un encouragement à poursuivre ses folles ambitions, au-delà de l'Ukraine.

Il faut ensuite maintenir l'unité dont les Vingt-Sept ont su faire preuve jusqu'à présent. La stratégie énergétique commune en cours d'élaboration est de ce point de vue cruciale. Dévier de cette trajectoire de solidarité avec l'Ukraine pourrait être, à terme, fatal au projet européen. ■

CETTE ANNÉE, NE SAUTEZ NI LES COURS NI LES REPAS.

L'inflation et la crise touchent tout le monde, surtout les jeunes, et parmi eux, les étudiants. Le coût de la vie ne fait qu'augmenter et l'année scolaire s'annonce d'ores et déjà salée. Alors bien sûr, quand on a 20 ans et qu'on démarre dans la vie, on doit forcément trouver des combines, des astuces pour gérer son budget, c'est normal. Mais ce qui ne l'est

pas, c'est que tous les jeunes n'aient pas accès aux produits de base. Près d'1 jeune sur 3 saute régulièrement des repas et près d'1 jeune sur 4 se prive souvent de produits d'entretien, faute de moyens⁽¹⁾. E.Leclerc défend l'accès à tous les essentiels avec les basiques de la cuisine à moins de 9€ et les basiques de l'entretien⁽²⁾ à moins de 9€.



L'ENSEMBLE POUR MOINS DE 9€ LES BASIQUES DE L'ENTRETIEN

L'ENSEMBLE POUR MOINS DE 9€ LES BASIQUES DE LA CUISINE

www.basiquespourtous.leclerc

E.Leclerc

DÉFENDRE TOUT CE QUI COMPTE POUR VOUS.

Sélection des produits sur www.basiquespourtous.leclerc, hors DROM-COM.

(1) Source : Ipsos – Enquête d'opinion auprès des jeunes Français sur « Les jeunes et leur pouvoir d'achat » juillet 2022. (2) Dangereux. Respectez les précautions d'emploi. Utilisez les produits biocides avec précaution. Avant toute utilisation, lisez l'étiquette et les informations concernant le produit.

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE. WWW.MANGERBOUGER.FR

Le Monde argent

Rénovation énergétique S'y retrouver dans les aides

La hausse des prix de l'énergie accroît un peu plus l'urgence à rénover le parc immobilier français. Un large éventail de mesures d'accompagnement aux travaux s'offre aux particuliers. Mode d'emploi PAGES 2-3

FABRICE PELLE

Accrochez-vous!

Editorial

En quelques années, la passoire est sortie du placard de la cuisine pour désigner le nouvel ennemi public numéro un et pointer ces millions de logements très (trop) consommateurs en énergie. Ce n'est alors pas l'eau du riz ou des pâtes qui s'écoule des trous de ces passoires, mais le chauffage qui s'échappe de fenêtres en simple vitrage, de murs exposés plein nord, de combles mal isolés...

La tâche est titanesque, mais l'urgence à s'atteler au problème fait désormais quasi consensus, que ce soit dans le but de contribuer à la lutte contre le changement climatique – le logement pèse lourd dans les émissions de gaz à effet de serre nationales – ou pour éviter que les dépenses contraintes des ménages, en particulier les

plus modestes, n'exploient avec la flambée des prix des différentes énergies.

Sur les plans financier comme logistique, la période n'est toutefois pas des plus propices aux travaux, les pénuries de matériaux, aggravées par la guerre en Ukraine, et le manque d'artisans, plus structurel, compliquant sérieusement les démarches et gonflant les coûts. Pour les alléger, il y a des aides, de l'Etat notamment, mais pas seulement. Las, ces dispositifs, sans cesse revus, restent dans l'ensemble diablement complexes à appréhender par le particulier, qui peine souvent à savoir par quel bout aborder son projet de rénovation.

Autant l'avoir à l'esprit avant de se lancer. Et prendre le temps de décrypter, de bien comprendre les différentes aides qui vous sont accessibles en fonction de vos ressources et de vos besoins. Le jeu en vaut, c'est le cas de le dire, la chandelle. ■

AURÉLIE BLONDEL



Les placements « durables » le sont-ils vraiment?

Controverses et soupçons de « greenwashing » agitent un secteur en plein essor

PAGES 4 À 7

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

A l'aide!

Complexes et fluctuants, les dispositifs d'aide n'en sont pas moins indispensables, au regard des coûts importants à engager et de l'urgence à rénover les logements les plus énergivores

En France, il y aurait 5,2 millions de passoires énergétiques parmi les quelque 30 millions de résidences principales que compte le pays, selon les dernières estimations publiées cet été par le ministère de la transition énergétique. Sont ainsi qualifiés les logements classés F ou G par un diagnostic de performance énergétique (DPE), sur une échelle allant de A à G.

Un véritable défi pour le pouvoir d'achat des ménages concernés, compte tenu de la flambée des prix de l'énergie constatée depuis 2021 et accentuée par la guerre en Ukraine. Un défi de taille aussi en matière de lutte contre le changement climatique, le logement étant source d'environ un cinquième des émissions de gaz à effet de serre françaises.

Afin d'inciter les propriétaires à se lancer dans des travaux de rénovation énergétique, les contraintes réglementaires s'intensifient, à commencer par l'interdiction progressive de la location des logements les plus énergivores. «*Tous les logements classés E ou plus devront être retirés du marché de la location à l'horizon 2034. Nous avons donc douze ans pour faire les rénovations et, si nous n'y arrivons pas, la moitié du parc de logements privés ne sera plus louable*», s'inquiète l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI).

Il faut agir vite, mais les travaux coûtent cher. La rénovation énergétique globale d'un logement coûte en moyenne 25 000 euros, d'après les fédérations professionnelles du bâtiment, comme la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) ou la Fédération française du bâtiment (FFB). Mais ce montant peut rapidement atteindre 70 000 euros pour la rénovation d'une maison individuelle. D'autant que le manque de matériaux et d'artisans alourdit actuellement beaucoup la facture.

Pour une grande partie des ménages, c'est inabordable. «*Notre baromètre de fin septembre 2021 montrait que 30% des Français disposaient de seulement 100 euros par mois pour réaliser des travaux. En moyenne, les Français se disent prêts à accorder un budget de 2 500 euros à la réalisation de travaux d'isolation*», indique Jean-Dominique Masseron, directeur réglementaire et affaires publiques de Tekstil, conseiller en économies d'énergie.

Pas de guichet unique

Pas étonnant, donc, que peu de ménages effectuent des rénovations d'envergure, les plus à même d'avoir un impact important sur la consommation d'énergie du logement : en 2021, 644 000 ménages ont certes déposé un dossier auprès de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et obtenu une prime de 3 000 euros environ, mais seulement 60 000 rénovations globales ont été réalisées sur l'année.

Afin de pousser la population à se lancer, le gouvernement mise en partie sur des aides financières et logistiques. Mais encore faut-il réussir à y accéder... Car il n'existe toujours pas vraiment de guichet unique ou de dispositif limpide pour y parvenir.

En dépit de la volonté de simplification affichée par les pouvoirs publics, les aides restent très éparpillées, entre MaPrimeRénov', gérée par l'ANAH, celles octroyées par les collectivités locales, ou encore les certificats d'économie d'énergie. Sans compter les dispositifs proposés par les banques. Les particuliers peinent à s'y retrouver, et les professionnels qui les accompagnent dans leurs démarches avouent pouvoir s'y perdre eux-mêmes. Cette complexité est encore plus criante dans le cas des copropriétés, où les aides peuvent être à la fois collectives et individuelles.

Les démarches à effectuer diffèrent pour chacune d'entre elles, mieux vaut donc ne pas souffrir de

phobie administrative ! Il est aussi indispensable d'être à l'aise sur Internet, les démarches en ligne étant largement majoritaires.

Autre problème : les aides sont très fluctuantes. Chaque année apporte son lot de changements. Citons par exemple le lancement de MaPrimeRénov', en 2020, pour les ménages les moins aisés, avant un élargissement à l'ensemble du public en 2021, et la suppression du crédit d'impôt pour la transition énergétique. Ou encore, début 2022, la création de la plate-forme France Rénov', présentée par les autorités comme le nouveau service public d'accompagnement des foyers dans leurs travaux de performance énergétique, et la suppression de la plate-forme Faire.fr.

Tiers de confiance

Plus récemment, en juillet 2022, a été supprimé le dispositif Coup de pouce pour l'isolation des combles et des planchers bas, alors que le cumul de l'aide MaPrimeRénov' et de l'écoprêt à taux zéro a été facilité. Un bonus de 1 000 euros s'ajoutant au dispositif MaPrimeRénov' a par ailleurs été mis en place mi-avril pour l'installation de certaines chaudières, jusqu'à la fin de l'année.

Tout cela vous paraît touffu ? Ça l'est. «*Compte tenu de la complexité de la rénovation énergétique, mais aussi parce que chaque logement est un cas particulier, il est indispensable d'être bien conseillé pour choisir les travaux les plus efficaces, accéder à toutes les aides, et parvenir à faire financer le reste à charge par une banque, si nécessaire*», confirme Maxime Lenglet, directeur général d'Oktave, une

structure publique d'accompagnement mise en place par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et la région Grand-Est.

Bonne nouvelle : à la suite des préconisations du rapport sur la rénovation de l'habitat privé, remis en mars 2021 au gouvernement par Olivier Sichel, directeur général délégué de la Caisse des dépôts et directeur de la Banque des territoires, le gouvernement a décidé de créer un service baptisé Mon accompagnateur Rénov'. Soit un tiers de confiance indépendant, agréé par les pouvoirs publics, chargé

de faire le point sur place, d'assister les ménages pour le financement et de les conseiller tout au long du chantier. Ce service sera payant, mais des aides seront mises en place pour aider les particuliers à le financer, explique l'ANAH, précisant que les modalités ne sont pas encore fixées.

Au-delà d'un certain montant de travaux, le recours à cet accompagnateur doit devenir obligatoire à partir de 2023 pour décrocher certaines aides. Un décret publié le 23 juillet a précisé les contours du dispositif, mais un autre texte d'application est requis. «*Dès à présent, sur la plate-forme France-renov.gouv.fr ou au 0-808-800-700, il est possible de se faire aider par l'un des 1 800 conseillers déjà en place et orienter vers un accompagnateur*», précise Martin Lagane, porte-parole de l'ANAH. Le décret prévoit une augmentation progressive du nombre des accompagnateurs en élargissant leur recrutement aux structures privées, de façon encadrée par les pouvoirs publics. ■

NATHALIE COULAUD

MIEUX VAUT NE PAS SOUFFRIR DE PHOBIE ADMINISTRATIVE ET MAÎTRISER LES DÉMARCHES EN LIGNE

Emprunter pour ses travaux

Pour financer son projet, des crédits spécifiques existent

Besoin de financer des travaux ? Outre les emprunts classiques, les banques proposent des crédits spécifiques pour les travaux d'économie d'énergie, à commencer par l'écoprêt à taux zéro (éco-PTZ). Sa spécificité : les intérêts sont pris en charge par l'Etat, l'emprunteur ne les paie pas.

Le montant prêté peut atteindre 7 000 euros pour la pose de fenêtres isolantes, ou 30 000 euros si on réalise trois réfections parmi une liste de sept éligibles (isolation de la toiture ou des murs donnant sur l'extérieur, remplacement de systèmes de chauffage...). «*Il est même possible d'obtenir 50 000 euros pour une rénovation globale du logement*», signale Vincent Legrand, directeur général de Dorémi, une entreprise sociale et solidaire qui accompagne les particuliers dans la rénovation de leur maison. Les travaux doivent dans ce cas améliorer d'au moins 35% la performance énergétique du logement, qui doit atteindre la note minimale E sur le diagnostic de performance énergétique (DPE) à la fin du chantier.

Le crédit se rembourse en quinze ans maximum – vingt ans dans le cas d'une

rénovation globale. Depuis le 1^{er} juillet, l'éco-PTZ est plus facilement cumulable avec l'aide financière MaPrimeRénov' pour financer le «reste à charge» du ménage. Pour l'obtenir, il faut être propriétaire occupant ou bailleur d'un logement construit depuis plus de deux ans, habité à titre de résidence principale. Il n'y a pas de condition de ressources. La démarche : commencer par identifier les travaux à réaliser avec l'artisan choisi, puis remplir avec lui un formulaire emprunteur, avant de s'adresser à sa banque. L'entreprise doit obligatoirement être «reconnue garante de l'environnement» (et donc détentrice de la certification RGE).

Plafonds de ressources

Pour l'instant, et en dépit de plusieurs modifications, les emprunteurs optant pour l'éco-PTZ restent peu nombreux. Selon la Société de gestion des financements et de la garantie de l'accession sociale à la propriété, 61 034 prêts ont été accordés en 2021 pour un montant moyen de 12 483 euros. Les banques rechignent notamment à promouvoir

ce type de crédits peu rentables et sources de tracas administratifs.

Un autre dispositif permet d'obtenir un financement : le prêt avance rénovation (PAR). Lancé en février, il a été pensé pour les propriétaires accédant difficilement au crédit en raison de leur âge ou par manque de moyens. Il s'agit d'un crédit gagé sur la valeur de la maison ou de l'appartement et qui sera remboursé à la vente ou à la transmission du logement, lors du décès de l'un des emprunteurs.

Condition pour en profiter : percevoir des revenus annuels situés en dessous des plafonds de ressources pour les ménages modestes définis par l'Agence nationale de l'habitat. Pour un foyer de deux personnes, le plafond est de 37 739 euros en Ile-de-France, 28 614 euros ailleurs.

Ce prêt, qui complète la part du coût des travaux non couverte par les aides, est distribué au taux de 2% par la Banque postale, le Crédit mutuel et le CIC. Pour se garantir, les banques expertisent la valeur du logement et prêtent jusqu'à 70% de celle-ci. Elles fixent librement le montant maximal. ■

N. CO.



LE CALENDRIER DES RESTRICTIONS

La loi Energie-climat du 8 novembre 2019 et la loi Climat et résilience du 22 août 2021 ont fixé toute une série d'échéances pour les propriétaires de «passoire thermique».

25 août 2022 Gel des loyers pour les logements classés F et G, soit 5,2 millions de biens, selon le ministère du logement (consommation supérieure à 330 kWh/m²/an).

1^{er} janvier 2023 Interdiction de louer des logements consommant plus de 450 kWh/m²/an.

1^{er} avril 2023 (initialement prévu en janvier 2022, puis en septembre 2022) Audit énergétique obligatoire pour la vente des maisons individuelles et des immeubles avec un seul propriétaire classés F et G.

1^{er} janvier 2025 Interdiction de louer des logements classés G (consommation supérieure à 420 kWh/m²/an).

1^{er} janvier 2028 Interdiction de louer des logements classés F.

1^{er} janvier 2034 Interdiction de louer des logements classés E (consommation supérieure à 250 kWh/m²/an).



FABRICE PELLÉ

Qui peut bénéficier de MaPrimeRénov' ?

Ce principal dispositif pour les travaux d'économies d'énergie classe les ménages en quatre catégories, selon leurs revenus

Lancée en 2020 et élargie à tous les propriétaires occupants et bailleurs en janvier 2021, MaPrimeRénov' s'est substituée à des dispositifs préexistants, comme le crédit d'impôt pour la transition énergétique ou différentes aides destinées aux ménages modestes et distribuées par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH). Outre un objectif de simplification, MaPrimeRénov' avait pour but initial de recentrer les aides publiques sur les ménages modestes. Les foyers plus aisés y ont finalement accès depuis l'année dernière, mais avec des montants bien moindres.

Le dispositif divise en effet les ménages en quatre catégories, distinguées par des couleurs différentes : les ménages « bleus » ont des revenus très modestes, les « jaunes » sont dits modestes, les « violets » perçoivent des revenus intermédiaires et les « roses », des revenus supérieurs. Un couple sans enfant gagnant au plus 31003 euros par an s'il habite en Ile-de-France, et 22320 euros par an s'il vit en province, est considéré comme ayant des revenus très modestes. Dans la catégorie supérieure, le revenu fiscal de référence du couple dépasse 56130 euros en Ile-de-France, et 42848 euros ailleurs.

Ainsi les ménages catégorisés « très modestes » peuvent prétendre à une prime allant jusqu'à 11000 euros

pour l'installation d'une pompe à chaleur géothermique ou solaire, contre 9000 euros pour un ménage classé « modeste », 5000 euros en cas de ressources dites « intermédiaires » (montants valables jusqu'à fin 2022), et il n'y a pas de subvention pour un ménage aux ressources supérieures pour cet équipement.

Résidence principale

L'aide peut être versée aux propriétaires occupants ou aux propriétaires bailleurs ; dans les deux cas, le logement doit être une résidence principale et le bien être construit depuis au moins quinze ans. Les travaux éligi-

bles à la prime sont nombreux et concernent aussi bien l'installation de systèmes de chauffage et de chauffe-eau performants que l'isolation thermique. Autres dépenses ouvrant droit à une prime : l'audit énergétique, qui permet de s'informer des déperditions du logement plus précisément qu'avec un simple diagnostic de performance énergétique (DPE) et d'obtenir des recommandations de travaux, ou encore la dépose d'une cuve à fioul.

Aux primes de base, s'ajoute un « bonus sortie de passoire énergétique » de 500 à 3500 euros pour des travaux permettant à un logement de ne plus être classé F ou G dans le DPE

(sur une échelle de A à G). Mais aussi un forfait de 150 euros pour ceux qui se font accompagner par un maître d'œuvre. Une autre aide, de 3500 ou 7000 euros, est destinée aux ménages avec des ressources intermédiaires ou supérieures pour les rénovations globales. Les foyers très modestes et modestes s'engageant dans des travaux globaux, pour des économies d'énergie d'au moins 35%, peuvent quant à eux bénéficier respectivement d'une aide équivalant à 50% et à 35% du montant hors taxes des travaux, dans les limites de 15000 et 10500 euros. Ce dispositif s'appelle MaPrimeRénov' Sérénité.

Créer son compte

Mais obtenir une aide MaPrimeRénov' nécessite de respecter un processus bien établi. « Il est important de ne signer aucun devis, de ne rien payer avant d'avoir créé son dossier et obtenu l'accord formel de l'agence, sinon l'accès aux aides ne sera pas possible », martèle-t-on à l'ANAH.

Le déroulement conseillé est le suivant : il faut d'abord contacter France Rénov' (sur le site officiel ou par téléphone au 0-808-800-700) afin de vérifier que les travaux prévus sont éligibles et d'obtenir des coordonnées d'un artisan « reconnu garant de l'environnement » (RGE). Puis prendre rendez-vous et demander un devis, avant de créer son compte sur la plate-forme

Maprimerenov.gouv.fr. C'est sur ce site qu'il faudra déposer sa demande en ligne (en joignant les pièces demandées : carte d'identité, avis d'impôt sur le revenu, devis, etc.).

Après instruction du dossier par l'ANAH, le demandeur recevra une notification du montant de la subvention à laquelle il est éligible. Puis il devra transmettre à l'agence les éléments attestant de l'achèvement des travaux. En principe, la prime doit être versée par virement bancaire, en une fois, dans les quatre mois, au maximum.

Il faut donc pouvoir préfinancer les travaux. Sauf à bénéficier de l'accompagnement d'une société de tiers financement, qui avance les fonds en attendant les aides. Mais leur action est encore limitée. Pour savoir si vous pouvez en bénéficier, le plus simple est de poser la question à France Rénov', qui peut vous mettre en contact avec une de ces structures.

Enfin, MaPrimeRénov' se cumule avec d'autres dispositifs, comme l'écoprêt à taux zéro, les certificats d'économie d'énergie (CEE), les aides locales. Attention, la prime est alors écartée de façon que les montants reçus au titre de MaPrimeRénov' et des CEE ne dépassent pas 90% de la dépense pour les ménages très modestes, 75% pour les revenus modestes, 60% pour les intermédiaires et 40% pour les revenus supérieurs. ■

N. CO.

POUR LES COPROPRIÉTÉS AUSSI

Selon l'Agence nationale de l'habitat, 15% des logements en copropriété sont classés F et G (les deux plus mauvaises notes sur le diagnostic de performance énergétique) et devraient donc être rénovés. Mais, en « copro », la rénovation est plus complexe encore, toutes les décisions importantes étant prises par l'assemblée générale des copropriétaires. Les immeubles peuvent bénéficier de l'aide MaPrimeRénov' Copropriétés, qui finance les travaux dans les parties communes ou privatives si elles concernent tout l'immeuble, telles les fenêtres. Le chantier doit permettre une économie d'énergie d'au moins 35%, et le bien être à 75% constitué de résidences principales. La subvention prend en charge 25% du montant des travaux, dans la limite de 15000 euros par logement, dans le cas général.

Autre aide spécifique aux copropriétés : l'écoprêt à taux zéro collectif, souscrit par le syndicat des copropriétaires. Son montant peut atteindre 30000 euros par logement, pour trois rénovations menées simultanément, et 50000 euros pour des travaux globaux.

Revendre ses économies d'énergie avec les CEE

Ouverts même aux locataires et pour les résidences secondaires, ces certificats représentent plus de 4 milliards de soutien à la rénovation par an

Quand on pense aux aides à la rénovation énergétique, on pense généralement d'abord aux aides de l'Etat. Mais il ne faudrait pas oublier les certificats d'économie d'énergie (CEE). « Il s'agit de la principale aide à la rénovation : MaPrimeRénov' a représenté, en 2021, environ 2 milliards d'euros, contre quelque 4,5 milliards d'euros par an pour les CEE », souligne Jean-Dominique Masseron, directeur réglementaire et affaires publiques du conseiller en énergie Teksial.

L'aide repose sur les entreprises qui fournissent de l'énergie, qu'il s'agisse d'électricité, de gaz ou de GPL, de chaleur, de froid, de fioul domestique ou de car-

burant pour véhicules. Elles sont en effet contraintes par l'Etat d'atteindre des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, fixés par période de trois à cinq ans. En cas d'échec, les distributeurs d'énergie subissent des pénalités financières.

Deux démarches possibles

Pour les éviter, ils « rachètent » les économies d'énergie réalisées par des ménages ou des entreprises sous la forme de CEE. Ces certificats d'économie viennent directement réduire le coût des rénovations d'un bien. Les travaux d'isolation ou encore l'installation de nouveaux équipements de chauffage (pompe à

chaleur, installation de panneaux solaires...) y sont par exemple éligibles.

Ces travaux sont identifiés par des fiches d'opération standardisées, rédigées entre autres par la direction générale de l'énergie et du climat, qui décrivent notamment les exigences de performances techniques minimales pour chaque rénovation. Elles peuvent être consultées sur le site du ministère de la transition écologique.

Comment bénéficier de ce dispositif ? On peut tout d'abord valoriser soi-même les CEE de ses travaux en effectuant une demande auprès d'un fournisseur d'énergie (même si l'on n'est pas client), comme Engie,

EDF, TotalEnergies, etc., ou d'une société spécialisée dans les certificats d'économie d'énergie, dont Internet regorge (Quelcee-nergie, Primesenergie...), ou encore d'une grande surface (Carrefour, Leclerc, Auchan, etc.).

Mais cela nécessite un certain formalisme : il faut comparer les offres des différents opérateurs afin d'obtenir le meilleur prix, penser à bien faire la demande avant les travaux et attendre la confirmation de la prise en compte du dossier. Des démarches administratives sont également requises, après les travaux, pour récupérer la somme allouée.

Il peut être plus simple de céder les CEE à l'artisan chargé des rénovations. C'est alors lui qui

effectue les démarches, et la prime est déduite de sa facture. Mais, dans ce cas, le montant de l'aide est imposé par l'artisan, ce qui implique de réaliser plusieurs devis avant de céder ses certificats d'économie d'énergie. « Il est important de faire mettre sur le devis le montant des aides à attendre », conseille François Loos, responsable de programme chez TotalEnergies.

Prime cumulable

Quel que soit le mode de récupération de la prime, les travaux doivent impérativement être réalisés par des artisans « reconnus garants de l'environnement » (RGE). Les CEE sont cumulables avec les autres aides aux travaux

d'économie d'énergie comme MaPrimeRénov', l'écoprêt à taux zéro ou les subventions locales.

Le public pouvant en bénéficier est très large : les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs, mais également les locataires. Les CEE peuvent même être utilisés pour les résidences secondaires, ce qui n'est pas le cas des autres aides.

Quant au montant de la prime, il est difficile à estimer car il varie selon le type de travaux, le revenu du ménage et les économies d'énergie réalisées. « Cela peut, dans certains cas, représenter plusieurs milliers d'euros. Il serait dommage de s'en passer », indique Jean-Dominique Masseron. ■

N. CO.



L'épargne « durable » en pleine introspection

Ces derniers mois ont été riches en controverses et en débats en tout genre autour de l'utilité et de la qualité des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Ces trois lettres renvoient aux stratégies mises en place par les gérants d'actifs pour intégrer les sujets non financiers dans leurs décisions d'investissement et ainsi proposer des supports d'investissement qualifiés de « durables » ou de « responsables ».

Côté pile, le succès est au rendez-vous. Selon l'Association française de la gestion financière (AFG), l'investissement responsable, au sens large de la réglementation européenne, pesait 2100 milliards d'euros fin 2021, soit plus de la moitié des capitaux gérés en France. Tout aussi impressionnante, la progression sur un an est de 33%!

Côté face, les questionnements autour du « greenwashing » n'ont jamais été aussi nombreux. Le scandale qui a touché le groupe de maisons de retraite Orpea a notamment fait beaucoup de mal. La société, extrêmement bien notée sur le plan ESG par les agences de notation extrafinancière, se trouvait dans les portefeuilles de nombreux gérants se revendiquant de la finance durable quand elle a été accusée de maltraitance sur des pensionnaires et de détournement d'argent public. La guerre en Ukraine a aussi contribué à relancer de vieux débats sur le financement de l'armement et de l'énergie par les fonds « responsables ».

La retombée de l'euphorie

De quoi alimenter un malaise dans l'univers de la finance durable. « C'est une crise de croissance rapide », estime Hervé Guez, directeur des gestions actions, taux et solidaire de Mirova, filiale de Natixis IM, spécialisée dans la finance durable. « L'ESG est un sujet ancien mais différentes réglementations ont conduit à une accélération très forte ces dernières années, poussant de nombreux acteurs à créer une offre ESG. C'est peut-être allé un peu vite. »

Phase de maturité ou remise en cause? Quoi qu'il en soit, l'euphorie des dernières

Malgré l'essor des fonds dits « responsables », des questions demeurent quant à leur sincérité et à leur efficacité. L'inadéquation entre l'offre des sociétés de gestion et la demande des épargnants, notamment, alimente les doutes

années, où les fonds ESG caracolent en tête des performances dans les classements, semble retombée. Deux raisons à cela, liées à leurs caractéristiques. Tout d'abord, ils investissent beaucoup dans les « valeurs de croissance » – ces entreprises aux taux de croissance élevés et dont la valeur boursière est très sensible au niveau des taux d'intérêt. La forte augmentation de ceux-ci au premier semestre a fait chuter leur valorisation. En outre, ces fonds sont globalement sous-pondérés sur le secteur de l'énergie. Or la guerre en Ukraine a fait flamber le prix du pétrole et des sociétés du secteur.

Tous les fonds ESG ne sont néanmoins pas à l'écart des énergies fossiles. Car l'approche dominante, appelée « best in class », consiste, pour les gestionnaires, à sélectionner les meilleures entreprises sur les critères ESG, sans exclusion de secteurs d'activité. Le label ISR (investissement socialement responsable) – label de la finance durable le plus courant en France, aux 666 milliards d'euros d'encours – n'impose pas non plus d'exclusions dans son cahier des charges à ce stade, contrairement aux autres labels en Europe. Le sujet fait débat chez les professionnels.

Les épargnants ont de quoi être perdus. Régulièrement, ils sont, par exemple, surpris de constater la présence du groupe Total-Energies dans le portefeuille des fonds. Selon une étude de la société spécialisée en épargne salariale Epsor, le pétrolier français est présent dans 19% des fonds porteurs d'un label de la finance durable (ISR, Greenfin, Finansol, Towards Sustainability, etc.) et 20% des produits non labellisés.

Deux points de vue s'affrontent. Les partisans de l'exclusion pure et simple, au nom de la cohérence. Et ceux de l'engagement, qui

estiment qu'en étant actionnaires d'entreprises très émettrices, les fonds dits durables peuvent faire pression pour qu'elles évoluent dans le bon sens. « Exclure me paraît le choix de la facilité, cela ne résout pas les problèmes, estime ainsi François Soulage, président du comité d'éthique de Kaori, association d'épargnants créée par le Secours catholique-Caritas France. Il est préférable d'accompagner les acteurs dans leur transition, de les pousser à changer de comportement. » Pour M. Guez, « la question ne doit pas forcément être normée. Tout dépend de la promesse d'investissement du fonds, estime-t-il. Si elle consiste à avoir un impact environnemental, l'exclusion des énergies fossiles s'impose. »

Ces débats ne facilitent pas la tâche de l'épargnant néophyte en mal de repères. « Nous ressentons une attente des épargnants pour une meilleure compréhension de ce dans quoi ils investissent », note Julien Niquet, prési-

LE LABEL ISR SUR LE GRIL

La pertinence du label ISR (investissement socialement responsable) s'est érodée à mesure que ses encours ont crû. Un rapport de l'inspection générale des finances de décembre 2020 a porté l'estocade finale, évoquant « une perte inéluctable de crédibilité et de pertinence » à défaut d'une évolution radicale. Depuis, un comité a été nommé pour refondre le label d'Etat, qui a publié ses orientations cet été. L'approche « best in class », imposant de réduire de 20% l'univers d'investissement, est sanctuarisée, mais le comité évoque cependant la nécessité de « compléter » cette méthode. Il est notamment envisagé d'exclure le charbon et les énergies non conventionnelles, sans toucher les pétroliers conventionnels. « La direction est bonne, mais le pas est petit », juge Hervé Guez, de Mirova. En coulisse, il se dit que le comité joue serré pour éviter d'exclure les fonds déjà labellisés. Une version finalisée doit être présentée au ministre de l'économie, fin septembre.

LES INTERROGATIONS AUTOUR DU « GREENWASHING » SONT NOMBREUSES. LE SCANDALE DES EHPAD ORPEA, UNE SOCIÉTÉ BIEN NOTÉE PAR LES AGENCES DE NOTATION, A FAIT BEAUCOUP DE MAL

dent d'Epsor. La difficulté consiste à passer d'un langage technique d'expert de l'industrie à un discours que chacun peut comprendre. »

Or la première préoccupation des investisseurs est souvent d'avoir un impact tangible sur le monde avec leur argent. « Aujourd'hui, le sujet, c'est la soutenabilité de notre modèle et la sobriété nécessaire pour envisager la durabilité – des préoccupations éloignées des sujets des gérants de fonds », analyse François Soulage.

« Sortir de la nébuleuse »

Face à cette attente des clients, la gestion « à impact » se développe. Il s'agit de fonds visant un objectif de développement durable bien défini et rendant des comptes sur des indicateurs liés à cet objectif. « L'ISR et l'impact devraient être la même chose, plaide M. Guez. Il faut sortir de la nébuleuse de l'ESG. Nous devons être capables de démontrer que nos investissements ont un impact environnemental ou social. »

Une opinion loin de remporter tous les suffrages : resserrer la finance durable sur sa définition la plus étroite exclurait de nombreux produits... Peut-être au profit d'une plus grande confiance?

Aujourd'hui, « il y a un vrai fossé entre l'offre et la demande », poursuit M. Niquet. Les gens n'ont pas forcément conscience que le nombre d'entreprises cotées est limité et que les gérants ont des contraintes de diversification et de performance financière. Rapprocher l'offre et la demande : c'est l'enjeu d'une réglementation entrée en vigueur cet été, qui impose aux distributeurs de placements d'interroger leurs clients sur leurs préférences en matière de finance durable afin de leur proposer des produits adaptés. ■

AURÉLIE FARDEAU



Comment l'UE structure la finance dite « verte »

Un arsenal de textes européens vise à mieux orienter les flux de capitaux vers des produits plus durables

Depuis mars 2021 et l'entrée en vigueur du premier niveau du règlement SFDR (pour Sustainable Finance Disclosure Regulation), le monde de la finance durable fait face à un tsunami réglementaire en provenance de l'Union européenne (UE). L'enjeu est de taille pour Bruxelles, qui souhaite s'assurer que les systèmes financiers européens soutiennent la transition des entreprises vers la durabilité.

La portée de ces textes n'est pas toujours évidente pour les épargnants. Mais les choses ont changé cet été avec l'entrée en application d'une obligation qui touche les distributeurs d'assurances, les prestataires de services d'investissements et, bientôt, les conseillers financiers : ils doivent prendre en compte les préférences des épargnants en matière de durabilité.

« La durabilité est désormais un sujet systématique qui intervient à tous les niveaux de la chaîne de valeur de la gestion, depuis la création des produits jusqu'à leur vente, en passant par la rédaction des prospectus et des reportings [rapports] et, bien sûr, la gestion des fonds », estime Clémence Humeau, cheffe de la coordination et de la gouvernance de l'investissement responsable chez Axa Investment Managers. Pour saisir l'ampleur du changement en cours dans l'univers de la gestion d'actifs, il faut savoir que ce canevas réglementaire s'appuie sur trois textes principaux.

Le premier texte de cet arsenal est le règlement SFDR. Depuis l'an dernier, les sociétés de gestion doivent notamment catégoriser leurs produits selon leur approche environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Cela va crescendo : les fonds relevant de l'article 6 ne sont pas des produits durables, les fonds article 8 font la promotion de critères environnementaux ou sociaux, les fonds article 9 affichent un objectif de durabilité. Selon le baromètre de performance Morningstar, les fonds articles 8 et 9 ne représentaient, fin 2021, pas moins de 42% des fonds commercialisés dans l'UE, la catégorie article 8 étant largement prédominante.

Six objectifs

Attention, il ne s'agit pas d'un label, car les sociétés décident elles-mêmes d'affecter leurs fonds à une catégorie. Il en découle toutefois des obligations en matière d'information. « A partir du 1^{er} janvier 2023, nous allons devoir adapter les prospectus et les reportings des fonds en y ajoutant une information standardisée d'une quinzaine de pages sur la prise en compte des questions de durabilité pour les fonds articles 8 et 9 au titre du SFDR », précise M^{me} Humeau. Cela prendra la forme de réponses à des questions telles : « Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ? », « Dans quelle mesure les investissements durables de ce fonds ont-ils un objectif environnemental ? », etc.

Autre texte-phare : la taxonomie verte. Elle définit la liste des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental, au regard de six objectifs. A ce stade, deux d'entre eux ont été précisément définis : l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation aux changements climatiques.

L'OBLIGATION DE PRENDRE EN COMPTE LES PRÉFÉRENCES DES ÉPARGNANTS EST ENTRÉE EN VIGUEUR CET ÉTÉ

Progressivement, cette taxonomie va s'intégrer dans la gestion des fonds. « Nous devons indiquer pour chaque fonds si nous visons un objectif d'alignement avec la taxonomie et rendre des comptes sur le pourcentage d'actifs en portefeuille alignés », explique M^{me} Humeau. Gare aux déceptions, car ce pourcentage sera vraisemblablement très faible dans un premier temps. En effet, les activités identifiées ne représentent que quelques pourcents de l'activité économique européenne. Selon les calculs de BNP Paribas AM, l'indice CAC 40 serait aligné avec la taxonomie à hauteur de 1,5% seulement.

Des produits adaptés

Enfin, ces deux réglementations sont complétées par la directive sur les marchés d'instruments financiers (MIF et MIF 2). Instaurée dès 2007, elle impose aux sociétés financières d'établir le profil d'investisseur de leurs clients pour leur vendre des produits adaptés. Elle s'est enrichie au fil des années et intègre, depuis cet été, un volet extrafinancier. Des questions très précises devront être soumises aux épargnants déclarant une préférence pour des produits durables.

Trois points devront être abordés. A commencer par le pourcentage de vos investissements que vous souhaitez aligner avec la taxonomie. Ensuite, la proportion d'investissements durables que vous désirez. Las, ce terme ne renvoie pas à une catégorie SFDR ou à un label, mais à une définition assez vague. Chaque société de gestion précise donc le concept selon une méthodologie qui lui est propre, plus ou moins exigeante. Par exemple, selon la méthodologie appliquée chez BNP Paribas AM, 55% des valeurs composant le CAC 40 passent les filtres d'un investissement durable. Pour une autre société de gestion, ce taux pourra être différent.

Enfin, votre conseiller vous demandera si vous souhaitez des fonds qui prennent en compte la façon dont leurs investissements ont des impacts négatifs, notamment sur l'environnement. Pour cela, une liste d'indicateurs (appelés « principales incidences négatives ») a été définie, sur lesquels les fonds devront rendre des comptes d'ici à la fin de l'année, puis régulièrement. Il s'agit, par exemple, des émissions de gaz à effet de serre, de l'empreinte carbone, des inégalités entre les hommes et les femmes... « Dans un premier temps, il ne sera pas possible d'émettre des souhaits indicateur par indicateur », alerte M^{me} Humeau.

Pour les producteurs de fonds, ces obligations sont certes chronophages, mais elles ouvrent aussi des occasions. Les premiers retours des clients permettront sûrement de voir émerger de nouveaux produits. ■

A. FU

Les fonds à impact doivent encore faire leurs preuves

Ces produits de placement ambitieux, qui ont enregistré une très forte progression l'an dernier, visent des objectifs précis

Dans la famille des fonds de finance « durable », demandez les produits à impact ! Loin de se limiter aux pratiques ESG (mettant l'accent sur les critères liés à l'environnement, au social et à la gouvernance) des entreprises, ils visent un objectif précis, par exemple limiter le réchauffement climatique, réduire les inégalités sociales, élargir l'accès à l'éducation, préserver la biodiversité, etc.

Ils entendent souvent répondre à un ou plusieurs des objectifs de développement durable des Nations unies. « Les fonds à impact sont intéressants car ils obligent à définir l'impact voulu et le chemin pour y parvenir », juge François Soulage, président du comité d'éthique de Kaori, association d'épargnants créée par le Secours catholique-Caritas France.

Selon l'Association française de la gestion financière (AFG), 46% des sociétés de gestion ont déclaré gérer des fonds à impact en 2021, pour un encours de 60 milliards d'euros. Une goutte d'eau dans l'océan de la gestion d'actifs française mais un montant en très forte progression sur un an (+148%). Ce chiffre est néanmoins sujet à discussion, étant donné la difficulté à définir précisément cette gestion. Chaque société y va en effet de sa méthodologie.

En mars 2021, Bruno Le Maire, ministre de l'économie, et Olivia Grégoire, alors secrétaire d'Etat chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable, ont lancé une concertation avec l'association professionnelle Finance for Tomorrow pour « impulser la consolidation et nourrir le développement de la finance à impact sur la place de Paris ». Dans la foulée, plusieurs rapports ont été publiés afin de définir précisément les contours de cette approche présentée comme le nec plus ultra de l'investissement durable, qui s'accordent sur trois piliers : intentionnalité, additionnalité et mesurabilité.

Selon Finance for Tomorrow, l'intentionnalité « correspond aussi bien à la volonté de l'acteur financier de contribuer à générer un bénéfice social et/ou environnemental qu'à [celle de] l'entreprise financée qui a fixé au

cœur de son modèle d'activité l'atteinte d'un ou plusieurs objectifs de développement durable ».

L'an dernier, le Forum pour l'investissement responsable (FIR) et l'organisation professionnelle France Invest ont rédigé, avec soixante sociétés de gestion, une définition commune de la gestion à impact. Ils indiquent que l'intentionnalité est « ce qui différencie l'investissement d'impact des autres approches d'investissement responsable » car « l'investisseur poursuit dès lors un double objectif de performance financière et d'impact ».

Cas des entreprises cotées

L'additionnalité est une notion plus complexe. Il s'agit de « la contribution particulière et directe de l'investisseur permettant à l'entreprise investie ou au projet financé d'accroître l'impact net positif généré par ses activités », selon le FIR et France Invest. Critère délicat à prouver pour des fonds investissant dans des entreprises cotées... En effet, les marchés boursiers sont essentiellement des marchés secondaires, où les investisseurs achètent et vendent des actions « d'occasion », déjà émises. De nouveaux capitaux sont apportés aux entreprises uniquement en cas d'introduction en Bourse ou d'augmentation de capital. Les fonds à impact cotés n'apportent donc pas d'argent frais aux entreprises – difficile ici de justifier d'un accroissement de l'impact généré.

Les gérants spécialisés en ont conscience. Ils mettent en avant d'autres éléments. La Financière de l'Echiquier souligne par exemple sa durée de détention longue des actions dans ses fonds à impact, ainsi qu'un engagement particulier auprès des entreprises financées pour les pousser à progresser.

Enfin, la mesurabilité consiste à évaluer l'impact des investissements réalisés, à l'aide d'indicateurs spécifiques à l'objectif poursuivi initialement. La démarche est, là encore, loin d'être aisée, puisqu'il faut pouvoir accéder aux données adéquates et élaborer des méthodologies de calcul adaptées. ■

A. FU

PLUSIEURS RAPPORTS ONT ÉTÉ PUBLIÉS POUR DÉFINIR LES CONTOURS DE CETTE APPROCHE, QUI S'ACCORDENT SUR TROIS PILIERS : INTENTIONNALITÉ, ADDITIONNALITÉ ET MESURABILITÉ



GIANPAOLO PAGNI



GIANPAOLO PAGNI

Le succès des « fonds climat »

Ces produits financiers séduisent, mais, attention, ils obéissent à des logiques très diverses

Lutter contre le réchauffement climatique avec son épargne, telle est la promesse faite par ces produits de placement que l'industrie financière appelle les « fonds climat ». « Ils visent un rendement financier, mais aussi à mobiliser l'épargne au profit de la transition énergétique et écologique », précise Laurent Trules, coordinateur de l'investissement responsable chez Dorval AM. Ils peuvent intervenir sur plusieurs catégories d'actifs : les actions cotées ou non cotées, etc. »

Pour les particuliers, les fonds actions sont les plus faciles d'accès. Et ils connaissent un succès considérable. Selon Quantalys, spécialiste de l'analyse des fonds, la thématique climat est celle qui a attiré le plus de capitaux en 2021, avec une collecte de plus de 16 milliards d'euros pour les fonds européens, devant la thématique – proche mais plus restreinte – des énergies renouvelables (13,2 milliards d'euros).

Plusieurs facteurs peuvent inciter les épargnants à s'intéresser à ces placements. A commencer par l'urgence climatique. « Selon les publications du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), cette décennie est notre dernière chance pour mettre en œuvre des politiques et stratégies climatiques visant à conserver un monde vivable », rapporte Ekaterina Ponomareva, responsable climat au sein de La Banque postale AM.

Distinguer les approches

Sur le plan financier aussi, cette thématique est porteuse. « Il s'agit d'un segment en forte croissance et qui offre de nombreuses opportunités », souligne Laurent Trules. Le Fonds monétaire international (FMI) chiffre à 20 000 milliards de dollars la somme nécessaire dans les deux prochaines décennies pour mener à bien cette transition vers la neutralité carbone. »

« Le FMI chiffre à 20 000 milliards de dollars la somme nécessaire dans les deux prochaines décennies pour mener à bien la transition »

LAURENT TRULES
Dorval AM

« Les plans de relance français et européen ont donc prévu d'orienter des milliards vers la transition écologique. »

Encore faut-il voir loin, car, à court terme, les performances de ces fonds peuvent plonger. La catégorie actions climatiques de Quantalys affiche ainsi une perte de 17,90% sur les six premiers mois de l'année 2022.

Que trouve-t-on dans les portefeuilles de ces produits ? Des titres très différents, selon la philosophie du fonds, les exclusions choisies par la société de gestion et la stratégie qu'elle déploie.

Première distinction fondamentale : il existe des produits orientés « solutions » qui investissent dans des entreprises dont les produits et services répondent aux enjeux environnementaux et climatiques (développer des énergies renouvelables ou la mobilité verte, construire des bâtiments émettant moins de gaz à effet de serre, etc.), et des supports dits « bas carbone », qui visent des sociétés peu émettrices de gaz à effet de serre.

La nuance est de taille... « Si l'objectif consiste à réduire les émissions de gaz à effet de serre par rapport à un indice stan-

dard de marché, il suffit d'exclure certains secteurs comme le pétrole, les matériaux ou la chimie », note Laurent Trules. Et ainsi de se concentrer sur des entreprises de la santé, des télécommunications ou de la finance, dont l'activité est structurellement peu intense en carbone.

S'illustre par exemple dans cette deuxième catégorie le fonds BNP Paribas Easy Low Carbon 100 Europe PAB. Il a comme premier secteur d'investissement la santé (elle représente 19% de l'actif du fonds), devant la consommation de base (17%) et l'industrie (13%). A contrario, le fonds Dorval European Climate Initiative, orienté « solutions », comprend plus de 40% de sociétés industrielles. Dans la même veine, le fonds LBP-AM ISR Actions Environnement, de La Banque postale AM, est très fortement concentré sur trois secteurs : l'industrie, les matériaux et les services aux collectivités.

En ciblant ces sociétés qui poursuivent un objectif d'amélioration des systèmes énergétiques tout en étant très émettrices, les fonds orientés vers la transition climatique peuvent néanmoins se révéler plus émetteurs que la moyenne du marché.

Belles promesses

Une étude de la chaire de recherche Scientific Beta de l'Edhec Business School mettait d'ailleurs en garde, fin 2021, contre les belles promesses, pas toujours tenues, des fonds climat. Selon ses auteurs, Noël Amenc, Felix Goltz et Victor Liu, certains produits obtiennent de bons scores sur les critères carbone en se contentant d'exclure des secteurs, l'électricité surtout. Une logique peu satisfaisante à leurs yeux ; ils recommandent plutôt de cibler les meilleurs élèves de chaque secteur sans en éliminer : « Pour réformer cette industrie vitale pour la croissance

Dix bons élèves de la transition écologique

Pour plus de 800 fonds d'investissement, Epsor, société française spécialisée en épargne salariale, a calculé un score d'impact, avec le fournisseur de données Morningstar. Elle s'appuie sur cinq indicateurs : la notation ESG (selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) du fonds (30% de la note), son empreinte carbone (15%), son exposition aux solutions vertes (30%), aux énergies fossiles (15%) et à des secteurs controversés (10%). Note moyenne : 60,18 sur 100. Seuls 12% des fonds étudiés obtiennent plus de 70. Voici les dix premiers.

Fonds (société de gestion)	Score d'impact sur 100	Performance sur cinq ans
Dorval European Climate Initiative (Dorval AM)	85,3	Créé en 2018
Amundi Valeurs Durables (Amundi)	84,9	+ 23,56 %
Mirova Europe Environmental Equity Fund (Mirova)	81,7	+ 39,87 %
Ofi RS Act4 Green Future Ofi Actions Monde Durable (OFI AM)	81,6	+ 39,70 %
HSBC RIF Europe Equity Green Transition (HSBC Global AM)	81,3	+ 31,77 %
Ecofi Avenir Plus (Ecofi)	80,5	+ 19,28 %
S.ytic (Sofidy)	79,9	+ 18,29 %
BFT France Futur ISR (BFT IM)	78,8	+ 6,61 %
Covéa Aeris (Covéa)	78,7	+ 24,68 %
EDR Sicav Green New Deal (Edmond de Rothschild AM)	78	Créé en 2020

Sources : Epsor, « Epargne responsable : transition écologique et épargne, où en sont les supports de placement en France ? » (avril 2022) ; Quantalys

Infographie Le Monde

économique, il faut y investir », plaiderait alors Noël Amenc.

Autre point à observer : la pureté de la stratégie. Elle se juge au travers des critères mis en œuvre par les sociétés de gestion pour définir les entreprises éligibles au fonds. Car, s'il existe des sociétés pure players dont 100% de l'activité est liée au climat, à l'image des producteurs d'énergies renouvelables, ce n'est pas toujours le cas, en particulier au sein des grandes entreprises. Le gérant doit donc fixer un pourcentage minimal de chiffre d'affaires consacré à cette activité pour délimiter son univers d'investissement.

A La Banque postale AM, par exemple, « au moins 20% du chiffre d'affaires des sociétés doit être réalisé dans une ou plusieurs de ces thématiques : les énergies renouvelables, les bâtiments verts, l'économie circulaire, la mobilité

verte, l'agriculture durable et les services et solutions environnementaux », détaille Alvaro Ruiz-Navajas, gérant de fonds.

Par ailleurs, une partie du portefeuille de ces fonds peut être utilisée pour de la diversification. Le fonds de Dorval AM, par exemple, investit au minimum 75% de ses actifs dans des solutions présentes au sein des écoactivités, « mais il se laisse la possibilité de compléter le portefeuille, dans la limite d'un quart de l'actif, par des entreprises susceptibles de profiter de la hausse des marchés sans venir compromettre la stratégie environnementale du fonds », décrit son gérant, Tristan Fava, précisant qu'il vérifie néanmoins que ces investissements ne détériorent pas le profil climatique du fonds, aligné sur les objectifs de l'accord de Paris de 2015. ■

AURÉLIE FARDEAU

Greenfin, un tampon environnemental exigeant

Ce label consacré à la transition écologique est détenu par moins de cent fonds d'investissement

Il reste confidentiel. Le label Greenfin est bien moins connu que son cousin le label ISR (investissement socialement responsable). Consacré à la « finance verte », il valide à ce jour 90 fonds représentant 31 milliards d'euros, soit près de 22 fois moins que le label ISR. Lorsqu'on interroge les professionnels sur cette certification, le mot qui revient le plus souvent est « exigeant ».

Lancé, fin 2015, par le ministère de l'écologie – sous le nom, à l'époque, de label TEEC (transition énergétique et écologique pour le climat) –, Greenfin vise à identifier les fonds permettant de mobiliser une partie de l'épargne au bénéfice de la transition énergétique et écologique.

Il comporte plusieurs contraintes. D'abord les fonds doivent investir majoritairement dans une ou plusieurs des

huit catégories d'activités entrant dans le champ de la transition énergétique et écologique : l'énergie, le bâtiment, la gestion des déchets et le contrôle de la pollution, l'industrie, les transports, les technologies de l'information et de la communication, l'agriculture et la forêt, et l'adaptation au changement climatique.

Exclusions sectorielles

Le label est très strict en matière d'exclusions sectorielles, contrairement au label ISR, qui n'en comporte pas jusqu'à présent. Il refuse notamment les fonds qui investissent dans les énergies fossiles ou dans le nucléaire. Les produits doivent, en outre, intégrer des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans la sélection des titres et mesurer l'impact de leurs investissements.

Un cahier des charges astreignant qui a pu rebuter certains gérants, d'autant que les potentiels clients ne connaissent souvent pas le Greenfin. Mais, pour Hervé Guez, directeur des gestions actions, taux et solidaire chez Mirova, filiale de Natixis IM spécialisée dans la finance durable, ce n'est pas le seul obstacle. « Le label Greenfin est le miroir inversé du label ISR, estime-t-il. Il est trop pur, ce qui fait qu'aucun fonds de grande taille n'est capable de répondre à ses exigences. Par exemple, vous n'avez pas le droit d'investir dans une entreprise dès lors que le gaz représente 10% de son activité, car cela reviendrait à financer les énergies fossiles. Avec de telles contraintes, c'est impossible d'atteindre une taille critique, car les possibilités d'investissement sont trop limitées. »

De fait, le label est essentiellement détenu par des fonds non cotés en Bourse et par des supports de greens bonds (« obligations vertes »), des titres de créances affectés à des projets verts. Les fonds actions restent très minoritaires. Parmi eux : CM-AM Global Climate Change (de

Le cahier des charges refuse les produits qui investissent dans les énergies fossiles ou dans le nucléaire

Crédit mutuel Asset Management), HSBC RIF Europe Equity Green Transition (HSBC Global AM), La Française LUX-Inflection Point Carbon Impact Global (La Française AM) ou encore M Climate Solutions (Montpensier Finance).

Les supports Greenfin bénéficient d'une visibilité accrue depuis le 1^{er} janvier. La loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) de mai 2019 a en effet imposé que chaque contrat d'assurance-vie référence désormais au moins une unité de compte solidaire (fonds labellisés Finansol), une unité de compte responsable (label ISR) et une unité de compte verte arborant le label Greenfin. De nouveaux débouchés qui pourraient augmenter son succès. ■

A. FU